
Bulletin n° 09, Chantiers 2000

Bulletin n° 09, Chantiers 2000

SOMMAIRE

Marie Pierre Rey, p. 7-10

→ Editorial

Raïssa Mézières, p. 13-38

→ Stefan Zweig, un intellectuel juif devant l'idée d'Europe

Christine Harel, p. 39-60

→ Les Ballets russes de Diaghilev dans l'imaginaire français, début du XX^e siècle-1930

Nicolas Bauquet, p. 61-81

→ « Un innocent flirt diplomatique ». La France et la coalition hongroise, 1905-1909

Nicolas Glady, p. 83-100

→ Les partis monarchistes russes émigrés à Paris 1919-1939

Nolwenn Cardinal, p. 101-129

→ « L'expérience de l'émancipation féminine » en Russie soviétique de 1917 à 1936 : un jeu de dupes ?

Gilles Perroy, p. 131-151

→ L'exemple d'une diplomatie municipale : la Ville de Paris, les Américains et les affaires étrangères françaises de 1914 à 1939

Mohamed-Mehdi Cheriet, p. 153-172

→ Le printemps croate de 1971

Emmanuelle Cospen, p. 173-186

→ [La rivalité entre Boeing et Airbus, 1987-1998](#)

Elisabeth Fohr-Prigent, p. 187-189

→ [La « Honte noire ». Racisme et propagande allemande après la Première Guerre mondiale](#)

Martine Lemaître-Demarquay, p. 219-229

→ [Le secteur audiovisuel de la BDIC. Des sources documentaires inconnues](#)→

Catherine Horel, p. 231-242

→ [Les archives croates et hongroises de l'après 1945](#)

Robert Frank, p. 245-253

→ [Les identités européennes au XX^e siècle : diversités, convergences et solidarités](#)

MARIE-PIERRE REY

Marie Pierre Rey, p. 7-10

→ [Editorial](#)

De l'impact des Ballets Russes sur la culture française à l'histoire de la rivalité économique et financière entre Airbus et Boeing en passant par l'étude de l'euroanéité de Stefan Zweig, les articles présentés dans ce nouveau Bulletin reflètent l'extrême diversité des centres d'intérêt des jeunes chercheurs de l'Institut Pierre Renouvin autant que leur originalité et leur souci de sortir des sentiers déjà largement balisés.

Deux articles s'attellent ainsi à des questions inter-étatiques tout en dépassant leur cadre officiel et cherchent à cerner les représentations et les images qui, sous-jacentes, ont pu peser sur ces relations. C'est le cas de l'article de Nicolas Bauquet qui, s'attachant à l'étude des relations franco-hongroises entre 1905 et 1909, met à juste titre en avant la vigueur des stéréotypes à l'œuvre dans ces relations et l'instabilité de l'image française de la Hongrie. Positive dans la période 1905-1906, lorsque, sous l'influence des réseaux magyarophiles, le gouvernement de Budapest est vu comme un allié potentiel car susceptible de remettre en cause les orientations pro-germanistes de la Double Monarchie, l'image de la Hongrie se brouille progressivement, pour laisser place au désenchantement

puis à l'amertume devant la prudence des décideurs hongrois et leur refus de se démarquer des choix diplomatiques effectués par le gouvernement de Vienne.

De même, dans son article consacré aux relations nouées entre la ville de Paris et le gouvernement américain de 1914 à 1939, Gilles Perroy s'attache de manière très originale à repérer les mécanismes et le fonctionnement d'une diplomatie «municipale», autant que les images et les représentations qu'elle a contribué à diffuser. De là un examen très minutieux des initiatives lancées entre 1914 et 1919 par les édiles parisiens pour promouvoir leurs sentiments américanophiles, - discours lors de réceptions officielles, prises de position publiques du Conseil municipal, mobilisation des journaux d'opinion en faveur du grand allié, pavoisements des rues et des édifices - , et une étude très intéressante du rôle de Paris promu, tout au long de l'entre-deux-guerres, au rang de vecteur privilégié de l'amitié franco-américaine.

L'étude d'Emmanuelle Cospen vient rappeler de manière opportune combien les relations internationales contemporaines, loin de se limiter à la sphère politique, se nourrissent de conflits et de rivalités économiques. Le secteur de l'industrie aérospatiale, riche d'enjeux politiques autant qu'économiques, porteur d'images fortes puisqu'il incarne tout particulièrement la modernité et la puissance technologiques, a suscité, au fil des années 1980, une rivalité acharnée entre l'Américain Boeing et l'Européen Airbus, débouchant sur une véritable guerre commerciale bien décrite par Emmanuelle Cospen et dont l'issue, toujours incertaine, illustre nettement le processus de mondialisation des économies modernes.

Avec la contribution de Nicolas Glady, l'on quitte la sphère des relations diplomatiques et économiques pour se rapprocher de la société civile et en scruter les comportements. Traitant des partis monarchistes russes émigrés en France dans l'entre-deux-guerres, Nicolas Glady explique combien la constitution de ces partis fut difficile: ils furent profondément désunis et de plus en plus marginalisés au fur et à mesure que le pouvoir bolchevik s'affermissait; mais, de manière plus originale, l'article souligne aussi combien fut laborieuse leur intégration dans la vie politique d'un pays partagé entre sa bienveillance à l'égard des témoins et acteurs de l'ancienne alliance franco-russe et son agacement devant une propagande monarchiste perçue comme anachronique et néfaste.

L'article de Christine Harel se situe, lui, à l'intersection du culturel et de l'imaginaire. Consacré aux Ballets Russes de Diaghilev, il cherche à cerner l'impact qu'eurent les Ballets sur l'imaginaire français, des premières représentations en 1909 à la disparition des Ballets en 1929. Christine Harel montre comment les Ballets Russes, innovant sur le plan chorégraphique et formel et associant à des danseurs incomparables - Nijinsky et Pavlova-, les plus grands artistes contemporains, - Rimski-Korsakov, Stravinski, Ravel, Debussy pour la musique, Picasso, Derain, Matisse et Braque pour les décors-, ont constitué un phénomène culturel unique dans l'histoire européenne du début du XXe siècle, suscitèrent un véritable choc esthétique et forgèrent l'image d'une Russie moderne et avant-gardiste bien étrangère aux représentations passéistes héritées du XIXe siècle.

C'est aussi à l'intersection du culturel, du politique et de l'imaginaire que se situe le parcours de Stefan Zweig étudié par Raïssa Mézières. L'article retrace avec minutie et talent l'engagement européen de l'intellectuel autrichien, son rôle de médiateur et de «passeur», patent dans sa correspondance et les réseaux de sociabilité auxquels il est associé, ses sentiments pacifistes nés dès la fin de l'année 1914 et, au lendemain du conflit, le combat que Zweig mènera en faveur de la réconciliation franco-allemande. Spirituelle et intellectuelle, la foi européenne de Stefan Zweig illustre bien les idéaux généreux de l'entre-deux-guerres mais elle en incarne aussi les limites: elle ne conduit

à aucun projet politique précis - le concept de «fédération européenne» reste très flou - et ne résistera pas au choc du nazisme et de la Seconde Guerre mondiale qui amènera Zweig à un désespoir brutal.

Les deux derniers articles proposés dans ce Bulletin ne relèvent pas du champ des relations internationales mais contribuent à affiner notre connaissance des sociétés de l'Est européen. Nolwen Cardinal présente une réflexion très stimulante sur «l'émancipation féminine» dans la Russie communiste entre 1917 et 1936; évoquant tout d'abord les discours de progrès et d'égalité diffusés par le régime, elle révèle avec précision le jeu de dupes dont les femmes soviétiques furent victimes, confrontée dans les années 20, et plus encore à l'apogée du système stalinien, à des mentalités traditionnellement misogynes et des pratiques de plus en plus conservatrices, bien éloignées des promesses apportées par la révolution d'Octobre. Enfin, l'article de Mohammed Cheriet s'attaque à un sujet neuf et mal connu des historiens: le printemps croate de 1971. L'auteur s'attache d'abord à repérer les fondements intellectuels et politiques de l'expérience en mettant en avant la richesse de la vie intellectuelle et culturelle croate à partir de 1966; il insiste ensuite sur les objectifs nationalistes et démocratiques d'un mouvement attaché à promouvoir l'identité croate dans la Fédération yougoslave et en vient au dénouement tragique de l'expérience dont la répression, en décembre 1971, s'est jouée dans l'indifférence des opinions occidentales, voire avec leur soutien. Ce dernier point est intéressant: dans l'hostilité occidentale à l'égard du nationalisme croate, l'historien ne peut s'empêcher de repérer les réminiscences du passé, l'héritage des images négatives héritées du Second conflit mondial et de penser, une fois encore, que l'histoire des relations internationales se nourrit de la mémoire des peuples, de leurs craintes et de leurs rêves collectifs autant que des pratiques diplomatiques et des réalités géopolitiques dans lesquels ils s'engagent.

RAÏSSA MÉZIÈRES

Raïssa Mézières, p. 13-38

→ [Stefan Zweig, un intellectuel juif devant l'idée d'Europe](#)

«Ah! nous aimions tous notre temps, qui nous portait sur ses ailes, nous aimions l'Europe!»¹

Qualifier Stefan Zweig de «grand Européen»² relève presque de l'évidence tant l'écrivain autrichien s'est investi dans son rôle de médiateur entre les cultures.

Très tôt, Stefan Zweig a développé à travers l'Europe entière un réseau d'amitiés, et s'est efforcé d'informer, d'éduquer, d'inspirer, et de susciter l'approbation et l'enthousiasme en franchissant les frontières qui séparent les personnes, les littératures, les cultures et les nations.

«Comprendre même ce qui lui était le plus étranger, pour juger toujours les peuples et les époques uniquement sous leur aspect positif et créatif et, à travers ce vouloir comprendre et se faire comprendre, servir humblement mais fidèlement notre idéal indestructible: la compréhension humaine entre les hommes, les états d'esprit, les cultures et les nations»³.

¹ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1993, p. 249. Livre paru en 1944, deux ans après sa mort.

² ROMAINS (Jules), *Stefan Zweig, grand Européen*, New York, 1941.

³ ZWEIG (Stefan), *Begegnungen mit Menschen, Büchern, Städten (Rencontres avec des hommes, des livres, des villes)*, recueil d'essais publié en 1937, Herbert Reichner Verlag, Wien, p. 6. Cité par ZOHN (Harry), «Le médiateur», *Europe, revue littéraire mensuelle*, juin-juillet 1995, p. 22.

C'est ainsi que Stefan Zweig conçoit son rôle d'intellectuel et d'homme de culture. Né le 28 novembre 1881 à Vienne, Stefan Zweig s'est donné la mort à Petropolis, au Brésil, le 22 février 1942. Entre ces deux dates tient le destin d'un intellectuel européen: né au cœur de l'Europe, dans une famille cosmopolite, il est élevé dans la culture européenne.

«Car le génie de Vienne - génie proprement musical - a toujours été d'harmoniser en soi tous les contrastes ethniques et linguistiques, sa culture est une synthèse de toutes les cultures occidentales; celui qui vivait et travaillait là se sentait libre de toute étroitesse et de tout préjugé. Nulle part il n'était plus facile d'être un Européen, et je sais que je dois principalement à cette ville, qui déjà au temps de Marc Aurèle avait défendu l'esprit romain d'universalisme, d'avoir de bonne heure appris à aimer l'idée de la communauté comme la plus noble que mon cœur eût en lui»⁴.

Parallèlement à des études d'allemand et de langues romanes qu'il termine avec le titre de docteur en philosophie, Stefan Zweig publie ses premiers essais. Il n'a que dix-neuf ans quand paraît son premier recueil, *Cordes d'argent (Silberne Saiten)*, et il publie son premier drame, *Thersite*, en 1907. Stefan Zweig relate ainsi ces années dans *Le Monde d'hier (Die Welt von Gestern)*, autobiographie rédigée en 1941:

«J'écrivais, je publiais, on connaissait déjà un peu mon nom en Allemagne et même au-dehors, j'avais des partisans et déjà - ce qui, à vrai dire témoigne mieux d'une certaine originalité - des adversaires. Tous les grands journaux de l'Empire étaient à ma disposition, je n'avais plus besoin d'envoyer mes textes, j'étais sollicité»⁵.

Ses nouvelles, surtout, le font connaître d'un vaste public, parmi lesquelles *La Confusion des sentiments (Verwirrung der Gefühle, 1927)* ou *La Pitié dangereuse (Ungeduld des Herzens, 1938)*. En 1934, Stefan Zweig quitte Salzbourg - où il s'était établi après la guerre - pour Londres, afin de rassembler le matériel nécessaire à sa biographie de *Marie Stuart*. Il ne reverra plus l'Autriche, le fait d'être juif l'exposant aux persécutions nazies. Dans *Le Monde d'hier*, Stefan Zweig peint, peu avant de mourir, le tableau presque intégral de la génération à laquelle il appartenait.

Une étude sur Stefan Zweig est naturellement à la jonction de plusieurs histoires - l'histoire des intellectuels et celle de l'Europe entre les deux guerres. Un grand intellectuel européen, Stefan Zweig le fut sans doute. L'écrivain entretient une vaste correspondance, contribue à des revues, fréquente les «lieux de l'esprit»⁶. Comment Stefan Zweig se positionne-t-il par rapport aux différents lieux et réseaux de sociabilité des intellectuels juifs de culture germanique, en Allemagne et en Autriche? Est-il au cœur de ce réseau, à l'intersection de beaucoup de fils de cette toile, ou conserve-t-il ses distances par rapport à un milieu qu'il répugne à considérer comme sien? Il semble que Stefan Zweig reflète bien «la situation de 'libre flottement', de 'déracinement', ce statut d'être 'sans attaches' qui caractérise l'intellectuel en général»⁷ et qui «vaut d'autant plus pour l'intellectuel juif au XXe siècle, souvent nomade, exilé»⁸.

⁴ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1993, p. 43

⁵ *Ibid.*, p. 225.

⁶ Cité par TREBITSCH (Michel), «Avant-propos: la chapelle, le clan et le microcosme», in RACINE (Nicole) et TREBITSCH (Michel), sous la direction de, «Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux», *Cahiers de l'IHTP*, n°20, mars 1992, p. 11.

⁷ LÖWY (Michel), «Les intellectuels juifs», Trebitsch (Michel), Granjon (Marie-Christine), sous la direction de, *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Bruxelles, Editions Complexe, 1998, p. 125-126.

⁸ *Ibid.*, p. 126

Que signifie dès lors «se sentir Européen» pour Stefan Zweig? L'Europe serait-elle uniquement une idée qu'il manierait avec l'élégance du styliste? Car, notons-le d'emblée, le mot seul d'«Europe» revient de manière très fréquente sous sa plume, en particulier dans *Le Monde d'hier*. Ou incarne-t-il l'idée d'Europe au point que l'on puisse évoquer un «vécu européen»? Dans *Le Monde d'hier*, il s'agit bien pour l'écrivain de relater les *Souvenirs d'un Européen*, sous-titre qu'il donne à son autobiographie. En quoi l'Europe est-elle voulue, appelée, vécue aussi, par l'écrivain avant la guerre puis dans les années de l'immédiat après-guerre? Dans cette optique, l'engagement européen de Stefan Zweig doit aussi être précisé. L'homme a-t-il une «culture de l'engagement»⁹? Il semble que, chez Zweig, la question soit marquée au coin d'une plus grande complexité et que l'engagement ne soit pas toujours là où nous pourrions l'attendre. Dans la recherche des fondements de l'engagement européen de Stefan Zweig, le clivage chronologique s'impose d'emblée et les années 1933-1934 apparaissent comme une rupture. Les deux périodes sont comme des versants opposés, l'un lumineux et l'autre ombrageux. Avec l'arrivée de Hitler au pouvoir en janvier 1933 et l'établissement de l'État nazi, l'exil commence pour Zweig qui quitte définitivement Salzbourg en 1935. Quelle est l'attitude de l'écrivain devant la montée des périls? En 1942, les illusions sont brisées et l'Europe rêvée d'hier cesse d'exister.

Stefan Zweig, un intellectuel européen

Le rôle de médiateur entre les cultures qu'a joué Stefan Zweig peut se décliner sur plusieurs modes. Nous en retiendrons trois, qui s'étendent tels des cercles concentriques autour de la figure centrale de Stefan Zweig: l'œuvre, la correspondance, et enfin les sociabilités qui se nouent entre intellectuels, notamment lors des déplacements de l'écrivain.

Premiers écrits, premiers succès

La production littéraire de Stefan Zweig peut s'ordonner autour de deux axes: ses propres écrits d'une part, et la traduction d'auteurs étrangers de l'autre. Dès 1901, Zweig publie *Les Cordes d'argent* et *Dans la neige*, tandis qu'en 1902 commence sa collaboration à la *Neue Freie Presse*. Les publications s'enchaînent à partir de 1904, avec la parution de son premier recueil de nouvelles, *Erika Ewald*. *Thersite* paraît en 1907, *Emile Verhaeren* et *Le Comédien métamorphosé* sont publiés en 1910. Sans doute, dans le rôle de médiateur que Zweig s'est attribué, la traduction n'est-elle pas l'objectif ultime. Elle se prolonge en effet, chez Zweig, dans une activité de préfacier, de critique, d'éditeur, de divulgateur, qui lui permet d'étendre et de consolider le réseau de ses relations personnelles¹⁰. Ainsi, Stefan Zweig, dans *Le Monde d'hier*, écrit:

⁹ Voir Frank (Robert), «Les contretemps de l'aventure européenne», *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°60, octobre-décembre 1998, p. 82-101.

¹⁰ Voir Niémetz (Serge), *Stefan Zweig. Le voyageur et ses mondes*, Paris, Editions Belfond, 1996, p.105-107. Comment la traduction est-elle conçue par Stefan Zweig? Il s'agit pour lui de la mener jusqu'à sa forme la plus achevée: l'adaptation, qu'il conçoit comme un «processus d'adéquation littéraire permettant une plus grande compatibilité entre les cultures», NATTER (Monika), «Un intellectuel européen», *Magazine littéraire*, n°351, février 1997, p. 43. Plus largement, «tant dans la tradition juive [...] que dans la tradition allemande [...], la traduction est bien plus qu'une activité pragmatique ou littéraire de second rang: elle est investie d'une valeur éthique qui la met en accord avec ce qui sera la plus constante préoccupation de Zweig, telle qu'il la formulera encore en 1937 dans son recueil d'essais *Begegnungen mit Menschen, Büchern, Städten (Rencontres avec des hommes, des livres, des villes)*: la rencontre, justement, l'effort du médiateur «pour comprendre même ce

«Suivant le conseil de Dehmel, à qui j'en suis encore reconnaissant aujourd'hui, j'employai mon temps à des traductions de langues étrangères, ce que je tiens encore pour le meilleur moyen dont peut disposer un jeune poète pour saisir le génie de sa propre langue de façon plus profonde et plus créatrice. Je traduisis les poèmes de Baudelaire, quelques-uns de Verlaine, de Keats, de William Morris, un petit drame de Charles van Lerberghe, un roman de Camille Lemonnier, "pour me faire la main »¹¹.

La liste des auteurs dont Stefan Zweig a traduit, préfacé ou commenté les ouvrages dans des éditions ou des essais critiques est longue. Parmi ces auteurs, il faut citer, en particulier, Baudelaire, Rimbaud, Balzac, Dickens, Rousseau, Sainte-Beuve, Gorki, Joyce, Dante, Blake, Keats, Proust, Verhaeren et Verlaine.

Enfin, pour assurer outre-Rhin la diffusion des œuvres pour lesquelles il s'enthousiasme, Zweig use de l'influence croissante qu'il exerce dans les milieux de l'édition allemande et autrichienne. C'est ainsi qu'après des éditions Insel à Leipzig - où, comme Rilke, Zweig a publié la plupart de ses œuvres jusqu'à l'avènement du national-socialisme - il joue le rôle de conseiller littéraire (il est un ami du directeur, Anton Kippenberg¹²) dans le domaine de la littérature française, et même européenne, dont il devient en peu de temps l'un des meilleurs experts. En outre, il crée et dirige chez Insel la *Bibliotheca Mundi*, collection de chefs-d'œuvre de la littérature mondiale publiés dans leur langue d'origine. À côté des multiples traductions, la correspondance de Stefan Zweig peut, elle aussi, être interrogée.

Une vaste correspondance

L'activité littéraire de Stefan Zweig reflète les liens extrêmement étroits qu'il tisse entre les milieux littéraires parisiens, berlinois et viennois. On le remercie vivement pour son engagement qui surmonte les clivages idéologiques. Ainsi, en 1912, René Arcos, qui appartenait au cercle pacifiste de Romain Rolland, s'adresse à Zweig en ces termes:

«Combien je vous remercie pour le sympathique article que vous avez fait dans la Neue Freie Presse sur mon livre. Je souhaiterais votre compréhension de la vraie poésie et des idées vivantes à beaucoup de Français»¹³.

qui lui était le plus étranger, pour juger toujours les peuples et les époques uniquement sous leur aspect positif et créatif et, ce faisant, servir humblement mais fidèlement notre idéal indestructible: la compréhension humaine entre les hommes, les états d'esprit, les cultures et les nations», Serge Niémetz, *op. cit.*, p. 105.

¹¹ "ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, *op. cit.*, p. 154.]

¹² «Une amitié des plus cordiales m'unit bientôt au directeur d'*Insel-Verlag*, le professeur Kippenberg.[...] J'ai reçu de lui de précieux conseils et tout aussi précieux avertissements de m'abstenir, et moi, de mon côté, grâce à ma vue d'ensemble sur les littératures étrangères, j'ai pu lui faire des suggestions intéressantes; c'est ainsi que l'*Inselbücherei* qui, avec ses millions d'exemplaires, a édifié une sorte de métropole autour de la «tour d'ivoire» et a fait de «L'île» la maison d'édition allemande la plus représentative, est née d'une de mes propositions», ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, *op. cit.*, p. 212. L'*Inselbücherei* est la «Librairie de l'île».

¹³ René Arcos à Stefan Zweig, 8 août 1912. Cette lettre se trouve à la State University of New York College, Fredonia. Elle est citée par Monika Natter, «Un intellectuel européen», *Magazine littéraire*, n°351, février 1997, p. 43.]

Entretien une vaste correspondance avec des écrivains¹⁴, critiques littéraires, éditeurs et journalistes de renom, Stefan Zweig a contribué à les faire connaître dans d'autres langues que leur langue maternelle. Il a organisé leur promotion par des traductions et des conférences. C'est, pour Stefan Zweig, l'aboutissement de son rôle d'intellectuel et d'homme de culture. Cependant, son rôle de médiateur se concrétise aussi et surtout par la fréquentation des milieux d'artistes, d'écrivains et d'intellectuels, au cours de ses nombreux voyages, à Paris notamment.

Des sociabilités intellectuelles

Jean-François Sirinelli, à qui revient la paternité du concept de sociabilité en histoire des intellectuels, rejette comme aléatoire toute tentative de typologie et préfère, à une définition univoque et systématique de la sociabilité, une approche «à géométrie variable». La sociabilité est d'abord définie comme un «groupement permanent ou temporaire, quel que soit son degré d'institutionnalisation, auquel on choisit de participer»¹⁵.

Une seconde définition insiste sur la petite taille du milieu intellectuel, pour mettre en avant les notions de «solidarité», ou même d'amitié et d'hostilité¹⁶. Plus métaphorique enfin, une définition des «structures élémentaires de la sociabilité» distingue des «réseaux» qui structurent le milieu intellectuel et des «microclimats» qui caractérisent un microcosme intellectuel particulier¹⁷. Une autre approche peut aussi être envisagée et adoptée, celle qui consiste dans la distinction habituelle de la sociologie entre deux acceptions de la sociabilité¹⁸. Dans son premier sens, celui de l'adjectif «sociable», c'est une sociabilité au quotidien, qui se caractérise par «la régularité relative d'un mode relationnel et l'intériorisation des normes de comportement pour un groupe donné»¹⁹. À ce premier sens s'oppose celui d'une sociabilité organisée, «d'une pratique relationnelle structurée par un choix, avec des objectifs précis»²⁰. C'est précisément cette sociabilité active qu'il convient de ressaisir. De novembre 1904 à juin 1905, Stefan Zweig effectue un séjour à Paris, «la ville de l'éternelle jeunesse»²¹. Il est introduit par Verhaeren dans le cercle de ses amis parisiens. Dans *Le Monde d'hier*, Zweig écrit:

¹⁴ Dans la présente perspective, la correspondance entre Romain Rolland et Stefan Zweig doit faire l'objet d'une mention particulière. Cette correspondance s'est étendue sur trente années. 277 lettres de Rolland à Zweig, du 1er mai 1910 au 10 avril 1940, ont été conservées, et 520 lettres de Zweig à Rolland, du 19 février au 10 avril 1940. Les originaux des premières sont conservés à Jérusalem (Jewish National and University); les originaux des lettres de Stefan Zweig à Romain Rolland se trouvent à Paris, à la Bibliothèque nationale. Il s'agit d'une correspondance écrite en français, sauf pour les années de guerre 1914-1917 et, dans les années ultérieures, lorsque Zweig a besoin de s'exprimer très précisément. La seule édition de cette correspondance a été procurée en 1987 par Wolfgang Klein, à Berlin (chez Rütten und Loening). À ce jour, l'édition allemande est irremplaçable. Il faut toutefois signaler la toute récente publication d'un premier volume de Correspondance de Stefan Zweig chez l'éditeur allemand S. Fischer. Il couvre la période 1897-1914. Voir sur ce point Vergne-Cain (Brigitte) et Rudent (Gérard), «Lettres dans la mêlée», *Europe, op. cit.*, p. 112-121.

¹⁵ Voir Trebitsch (Michel), «Avant-propos: la chapelle, le clan et le microcosme», in RACINE (Nicole) et TREBITSCH (Michel), sous la direction de, *Sociabilités intellectuelles, op. cit.*, p. 12.

¹⁶ *Idem.*

¹⁷ SIRINELLI (Jean-François), «Les intellectuels», in RÉMOND (René), sous la direction de, *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, p. 199-231, p. 221.

¹⁸ TREBITSCH (Michel), *Avant-propos: la chapelle, le clan...*, *op. cit.*, p. 13

¹⁹ *Idem.*

²⁰ *Idem.*

²¹ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier, op. cit.*, p. 163.

«C'est seulement dans l'amitié spirituelle avec les vivants que l'on pénètre les vraies relations entre le peuple et le pays; tout ce qu'on observe du dehors reste une image inexacte et prématurée. De telles amitiés me furent accordées, et la meilleure de toutes avec Léon Balzagette» .

Balzagette est l'exemple d'un grand médiateur entre les cultures. Biographe et traducteur de Walt Whitman - «il avait consacré dix années de sa vie à [le] faire connaître aux Français par la traduction de tous ses poèmes et une biographie monumentale»²² - Balzagette a «le don de l'amitié, un sens de la camaraderie qu'il voudrait étendre à l'humanité entière»²³. Stefan Zweig, dans ses *Souvenirs*, évoque longuement l'amitié qui le lie à l'écrivain.

«Ce qui était extraordinaire chez Léon Balzagette, cet ami entre mes amis, dont le nom est fort injustement oublié dans la plupart des tableaux de la littérature française contemporaine, c'est qu'au milieu de cette génération de poètes il mettait toute sa force créatrice au service d'œuvres étrangères, réservant ainsi toute la merveilleuse intensité de sa nature à ceux qu'il aimait. En lui, le «camarade» né, j'ai appris à connaître le type incarné et absolu de l'homme prêt à tous les sacrifices, véritablement dévoué, qui considère comme la tâche unique de sa vie d'aider les valeurs essentielles de son époque à exercer leur action et ne cède pas même à l'orgueil légitime d'être loué pour les avoir découvertes et fait connaître. Son enthousiasme actif n'était qu'une fonction naturelle de sa conscience morale. D'apparence un peu militaire, encore qu'ardent antimilitariste, il mettait dans son commerce la cordialité d'un vrai camarade. [...] Le temps ne comptait pas pour lui, l'argent ne comptait pas pour lui quand il s'agissait d'un ami, et il avait des amis dans le monde entier, troupe restreinte mais choisie»²⁴.

De fait, pour Balzagette, «l'adversaire le plus passionné du nationalisme»²⁵, il s'agit d'«inciter sa nation à porter un regard au-delà des frontières»²⁶ et d'inculquer à ses concitoyens «l'esprit de camaraderie, en proposant cet exemple d'un homme libre, épris du monde entier»²⁷. Une communauté d'esprit se forme:

«Nous nous liâmes bientôt d'une amitié intime et fraternelle parce que nous ne pensions ni l'un ni l'autre en termes de patries, parce que nous aimions tous les deux servir des œuvres étrangères avec dévouement et sans aucun profit matériel, parce que nous estimions l'indépendance de la pensée comme le bien suprême dans la vie»²⁸.

Et Zweig, dans le même esprit que Balzagette, voue depuis toujours un véritable culte à l'amitié, et son élan, son ouverture parviennent d'ordinaire à lui acquérir la sympathie²⁹. Aussi, les personnalités qu'il côtoie sont-elles nombreuses et une véritable «sociabilité active»³⁰ s'instaure-t-elle rapidement.

À travers la figure de Stefan Zweig, c'est un groupe d'intellectuels qui est ainsi appréhendé et décrit, avec ses formes de sociabilité et son réseau d'amitié. Comment l'idée d'Europe est-elle dès lors perçue par l'écrivain autrichien? Sa conception est-elle représentative d'un milieu d'intellectuels? S'agit-il d'une Europe théorisée, ou serait-elle davantage vécue? Tant par le rôle de médiateur qu'il exerce assidûment que par les personnalités artistiques et littéraires qu'il côtoie transparaît un sentiment de fierté européenne³¹. L'originalité de la démarche, son évolution aussi, demandent à être

²² *Ibid.*, p. 175-176

²³ Niémetz (Serge), *Stefan Zweig, op. cit.*, p. 116.

²⁴ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier, op. cit.*, p. 175.

²⁵ *Ibid.*, p. 176.

²⁶ *Idem*

²⁷ *Idem*

²⁸ *Idem*

²⁹ Voir NIÉMETZ (Serge), *Stefan Zweig, op. cit.*, p. 121.

³⁰ TRÉBITSCH (Michel), *Avant-propos: la chapelle, op. cit.*, p. 13.

³¹ Une certaine fierté européenne transparaît dans *Le Monde d'hier*. Zweig écrit: «Grâce à la fierté qu'inspiraient à chaque heure les triomphes sans cesse renouvelés de notre technique, de notre science, pour la première

ressaisies dans leur ensemble. Deux périodes sont alors distinguées, les années 1933-1934 marquant une rupture certaine; avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, Zweig est en effet contraint à l'exil.

«Au cœur de l'Europe»³² ou «la lutte pour la fraternité spirituelle»³³, 1914-1933

Le choix du pacifisme

L'image que Stefan Zweig a voulu laisser de lui dans *Le Monde d'hier* est celle d'un pacifiste inébranlable. Plusieurs passages de ses *Souvenirs* en témoignent. L'auteur écrit en effet, vingt-cinq ans après le début de la Grande Guerre:

«Si je ne succombai pas moi-même à cette subite ivresse patriotique, je ne le dus nullement à une lucidité ou à une clairvoyance spéciales, mais au genre de vie que j'avais mené jusque-là. Deux jours auparavant, j'étais encore en «pays ennemi», et j'avais ainsi pu me persuader que les grandes masses, en Belgique, étaient tout aussi pacifiques que les gens de chez nous, qu'elles non plus ne se doutaient de rien. De plus, j'avais trop longtemps mené une existence cosmopolite pour pouvoir du jour au lendemain haïr un monde qui était mien au même titre que ma patrie. Depuis des années je me défiais de la politique, et je venais ces derniers temps, au cours d'innombrables conversations avec mes amis français, mes amis italiens, de discuter de l'absurdité que représentait une possible guerre»³⁴.

Pourtant, contrairement à ce qu'il rapporte dans ses *Souvenirs*, Zweig ne fut pas un pacifiste de la première heure. Ses *Journaux* le montrent: l'écrivain autrichien a cédé à la vague d'enthousiasme patriotique qui submergeait l'Europe. De multiples passages du *Journal de l'année de guerre 1914. À partir du jour de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie (30 juillet 1914 - 30 avril 1915)* sont particulièrement révélateurs d'un état d'esprit. Ainsi, le vendredi 21 août 1914, Stefan Zweig écrit:

«Les Allemands à Bruxelles - un succès, mais pas un coup d'éclat. Et cela seul est nécessaire. Ce sentiment que les nuages s'amassent et que l'on n'est, même celui qui combat, qu'une molécule, un ver de terre sous l'orage - c'est à vous rendre enragé. [...] Je descends dans la rue: les éditions spéciales annoncent une grande victoire allemande à Metz. 10 000 prisonniers, tout est précis, sans forfanterie. Le courage vous revient d'un coup: on est fier de la langue allemande, de la parler, de l'écrire. Enfin une vraie victoire!»³⁵

Nombreux sont les passages des *Journaux* de Stefan Zweig qui vont en ce sens et qui montrent que Stefan Zweig ne fut en rien épargné par la vague nationaliste et patriotique qui secoue et submerge l'Europe au cours des premiers jours de la guerre. Cependant un radical renversement intervient au cours des deux derniers mois de 1914, et surtout durant l'année 1915. Dans ce retournement, l'influence exercée par Romain Rolland est essentielle. Aussi l'élan nationaliste des premiers mois de la guerre s'affaiblit-il, pour être bientôt complètement dépassé. Ainsi, en mai 1916,

fois, un sentiment de solidarité européenne, une conscience nationale européenne, était en devenir», ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, op. cit., p. 245.]

³² ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, op. cit., p. 315

³³ *Ibid.*, p. 295

³⁴ *Ibid.*, p. 282-283.

³⁵ ZWEIG (Stefan), «Journal de l'année de guerre 1914. À partir du jour de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, 30 juillet 1914-30 avril 1915», dans les *Journaux, 1912-1940*, S. Fischer Verlag GmbH 1984, Paris, Belfond 1986 pour la traduction française, p. 67.

Zweig publie «La Tour de Babel» dans le *Vossische Zeitung* à Berlin³⁶. Le texte prend l'allure d'un conte biblique. L'auteur y explique la guerre, le saccage de l'esprit européen qui était en cours d'édification, par la colère divine. Un an et demi s'est écoulé depuis «Aux amis de l'étranger» et d'autres articles résolument pro-allemands, par exemple «Pourquoi la Belgique et non la Pologne? Question aux pays neutres» du 14 avril 1915. L'évolution de Zweig vers le pacifisme est nette.

Dès lors, Zweig exalte l'avenir de l'Europe après la guerre et encourage les intellectuels européens à reprendre là où ils l'ont laissée l'œuvre d'unification spirituelle de l'Europe entreprise depuis plusieurs décennies. Il existe en effet des hommes

«qui pensent que jamais un peuple seul, une nation seule ne pourrait réussir à atteindre ce que les forces européennes unies sont à peine arrivées à réaliser après des siècles de communauté héroïque. Des hommes qui croient fermement que ce monument doit être achevé dans notre Europe, là où il a été entrepris et non sur des territoires étrangers, en Amérique, en Asie. L'heure d'une action commune n'est pas encore venue. [...] Nous devons cependant revenir sur le chantier, chacun à l'endroit où il l'a abandonné, au moment où s'abattait la confusion. [...] Si nous nous y mettons maintenant, chacun à sa place, en déployant la même ardeur qu'autrefois, la tour grandira à nouveau et les nations se retrouveront sur les sommets»³⁷.

À compter de ce texte, Zweig abandonne définitivement ses articles pro-allemands et se tourne résolument vers le pacifisme, avec sa pièce *Jérémie* (1917), mais aussi différents articles, en particulier ses apologies du défaitisme en août 1918³⁸.

Le pacifisme de Zweig apparaît ainsi comme l'aboutissement d'une longue réflexion. L'écrivain ne devait plus jamais abandonner cette position. Mais d'emblée un second axe doit être envisagé, qui n'est pas sans interférer avec le premier. L'Europe et la paix, les deux concepts sont indissociables, même si les liens sont davantage pensés de manière implicite. Toujours est-il qu'un second choix s'impose à Zweig en ces années de guerre et d'immédiat après-guerre, celui de l'Europe.

Le choix de l'Europe

Européen, Stefan Zweig l'est avant même la Première Guerre mondiale. En 1910, dans son *Verhaeren*, il montre que la force du poète belge vient de sa position au confluent de la France et de l'Allemagne, intermédiaire entre les deux cultures. Être un pionnier de la démocratie européenne et un citoyen du monde donne, selon Zweig, toute sa grandeur à Verhaeren³⁹.

³⁶ «La Tour de Babel» fut d'abord publiée en traduction française dans la revue de Romain Rolland, *Le Carmel* de Genève, en avril et en mai 1916. Le texte allemand parut le 8 mai 1916 dans le *Vossische Zeitung* à Berlin sans avoir été censuré.

³⁷ *Ibid.*, p. 1239

³⁸ Le pacifisme de Stefan Zweig est plus extrémiste que celui de Romain Rolland, qui n'exalte pas comme lui le défaitisme. Zweig, et ses écrits en témoignent (non seulement sa pièce *Jérémie*, mais aussi ses articles «À mes frères français», publié dans la revue *Demain*, fondée par Henri Guilbeaux, et «Aveu du défaitisme», de juillet-août 1918, paru dans *Friedens-Warte-Blätter für Zwischenstaatliche Organisation*), attend de la défaite la résurrection de l'esprit et de l'Europe.

³⁹ Voir Hausser (Isabelle), Préface à l'édition de la Librairie Générale Française, Paris, La Pochothèque, *Le Livre de Poche*, 1996, p. 17-21.

Par ailleurs, Stefan Zweig appartient à cette génération d'écrivains européens, tels Romain Rolland, Verhaeren, René Arcos, qui, avant la Première Guerre mondiale, ont cru en l'existence d'une Europe intellectuelle et spirituelle. Dans *Le Monde d'hier*, Zweig confesse que jamais, pendant les dix premières années du siècle, il n'a «espéré davantage l'unification de l'Europe»⁴⁰. Il explique encore à propos des intellectuels européens:

«Nous croyions assez faire en pensant en Européens et en nous liant en une fraternité internationale, en avouant pour idéal - dans notre sphère d'activité qui n'exerçait pourtant qu'une influence indirecte sur les réalités de notre temps - la compréhension réciproque et la fraternité spirituelle par-dessus les frontières des langues et des États. Et c'était justement la nouvelle génération qui se montrait le plus attachée à cette idée européenne»⁴¹.

Si Stefan Zweig est acquis à l'idée d'Europe, s'est-il engagé pour défendre cette idée, a-t-il œuvré en faveur d'une Europe unie?

Tout d'abord, Zweig a spontanément mis son influence au service de l'union spirituelle de l'Europe. Ainsi, en janvier 1921, alors qu'il était invité à Paris à l'occasion du tricentenaire de Molière, il refuse de participer à une cérémonie qui excluait les écrivains allemands.

«Il croyait alors à la nécessité pour l'Europe d'une réconciliation franco-allemande, mais la jugeait mise à mal par la politique des dirigeants français et les manœuvres des nationalistes allemands»⁴².

Par ailleurs et surtout, Stefan Zweig fait partie du groupe des intellectuels ralliés au mouvement Paneurope, créé à Vienne par le comte Richard de Coudenhove-Kalergi en 1924. Cet aristocrate, «modèle de l'Européen engagé»⁴³, se construit une vie d'action autour de l'idée de Paneurope dont il espère imprégner en profondeur les sociétés européennes⁴⁴. S'il participe au premier Congrès paneuropéen de 1926 à Vienne, «congrès qui fut incontestablement l'un des temps forts de l'europhisme»⁴⁵, il semble cependant que Zweig soit relativement resté «en retrait d'un projet jugé trop axé sur l'Europe centrale, imparfait et artificiel, dans la mesure où il négligeait le fait que les peuples et les individus devaient désirer consciemment l'unité européenne pour qu'elle se réalise»⁴⁶. L'engagement européen de Stefan Zweig est peut-être à chercher à un autre niveau, en particulier dans la participation de l'écrivain au groupe *Clarté*, mais d'abord à la revue *Europe*, fondée en 1923 sous l'égide de Romain Rolland. La nature comme les attributs de l'Europe voulue par Zweig sont dès lors à préciser.

Quel projet pour l'Europe ?

⁴⁰ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, op. cit., p. 241.

⁴¹ *Ibidem*, p. 248

⁴² HAUSER (Isabelle), op.cit., p. 19

⁴³ FRANK (Robert), «Les contretemps de l'aventure européenne», op. cit., p.85.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 85. Voir aussi JILEK (Lubor), «Paneurope dans les années vingt: la réception du projet en Europe centrale et occidentale», *Relations internationales*, n°72, hiver 1992, p. 409-432. Lire également MUET (Yannick), *Le débat européen dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Economica, 1997.

⁴⁵ MUET (Yannick), *Le débat européen*, op. cit., p. 38

⁴⁶ HAUSER (Isabelle), op.cit., p. 19-20

L'Europe spirituelle que Zweig appelait de ses vœux ne semble pas avoir eu d'incarnation politique extrêmement précise. «L'union spirituelle», l'expression revient fréquemment sous sa plume dans son autobiographie:

«Je pouvais lutter avec plus de vigueur, et en rencontrant une plus large audience, pour l'idée qui, depuis des années, était véritablement celle de toute ma vie: l'union spirituelle de l'Europe»⁴⁷.

Et de même, l'idée que les Européens doivent pouvoir voyager sans entrave et sans passeport revient comme un leitmotiv, à travers ses essais et ses journaux. Ainsi, dans *Le Monde d'hier*, Stefan Zweig écrit:

«Rien peut-être ne rend plus sensible le formidable recul qu'a subi le monde depuis la Première Guerre mondiale que les restrictions apportées à la liberté de mouvement des hommes et, de façon générale, à leurs droits. Avant 1914, la terre avait appartenu à tous les hommes. Chacun allait où il voulait et y demeurait aussi longtemps qu'il lui plaisait. Il n'y avait point de permissions, point d'autorisations, et je m'amuse toujours de l'étonnement des jeunes, quand je leur raconte qu'avant 1914 je voyageais en Inde et en Amérique sans posséder de passeport, sans même en avoir jamais vu un»⁴⁸.

Plus précisément, Zweig évoque dans son autobiographie «la fédération pacifique de l'Europe»:

«Car ma tâche la plus intime, à laquelle j'avais consacré pendant quarante ans toute la force de ma conviction, la fédération pacifique de l'Europe, était anéantie»⁴⁹.

Que faut-il entendre par «fédération pacifique»? Toute interprétation est alors risquée et sans doute vaut-il mieux opter pour le relatif flou des notions au cours de l'entre-deux-guerres⁵⁰. Suivons plutôt en cela l'analyse de Donald Prater, qui estime que politiquement, Zweig «était quietiste, voyant dans l'internationalisme non pas un programme politique, mais une somme de liens personnels forgés par l'amitié»⁵¹. Tout donne donc à penser que l'écrivain n'avait guère élaboré sa conception politique et institutionnelle de l'Europe.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 401-402. Dans *Le Monde d'hier*, l'auteur écrit encore: «Jamais il n'y eut en Europe autant de foi que durant ces premiers jours de la paix. Car il y avait enfin place sur la Terre pour le règne si longtemps promis de la justice et de la fraternité; c'était enfin, maintenant ou jamais, l'heure de cette Europe unie dont nous avions rêvé», ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier, op.cit.*, p. 345.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 500

⁴⁹ *Ibid.*, p. 529-530

⁵⁰ C'est finalement dans *Érasme*, paru en 1934, que Zweig exprime le mieux ce qu'il entendait par l'unité intellectuelle et spirituelle de l'Europe qu'il opposait au nationalisme destructeur, fanatique et barbare incarné par Luther. «Seuls les idéaux qui ne sont point réalisés et qui, ainsi, sont restés purs, continuent de fournir à chaque génération un élément de progrès moral, ceux-là seuls sont éternels. C'est pourquoi le fait que l'idéal humaniste, érasmien, - cette première tentative d'entente européenne - n'ait jamais prévalu et n'ait presque pas eu d'influence sur la politique, ne signifie aucunement qu'il ait subi une dévalorisation spirituelle: il n'est pas dans la nature de ce qui plane au-dessus des partis de devenir un jour parti et encore moins majorité; à peine peut-on espérer que la modération, ce mode de vie supérieur et sacré cher à Goethe deviendra un jour la forme et le fond de l'âme des foules. Tout idéal reposant sur la largeur de vues de l'individu et sur la pureté de ses sentiments est destiné à demeurer l'idéal d'une aristocratie de l'esprit; jamais cependant la croyance en une future communauté de tous les humains ne sera abandonnée complètement, si troublée que soit l'époque. Ce qu'Érasme transmettait à la postérité, au milieu du désarroi de la guerre et des dissensions européennes, n'était que l'antique rêve, renouvelé des religions et des mythes, d'une future et inévitable humanisation de l'humanité. [...] Ce qui fera la gloire d'Érasme, vaincu dans le domaine des faits, ce sera d'avoir frayé littérairement à la voie et à l'idée humanitaire, à cette idée très simple et en même temps éternelle que le devoir suprême de l'humanité est de devenir toujours plus humaine, toujours plus spirituelle, toujours plus compréhensive», ZWEIG (Stefan), *Érasme*, Reichner, 1934, Grasset, 1935 et réédité dans «Les Cahiers Rouges». Le texte est publié par Librairie générale française, Paris, La Pochothèque, *Le Livre de Poche*, 1996, p. 1023-1139.

⁵¹ PRATER (Donald), *Stefan Zweig*, La Table Ronde, 1988. Cité par HAUSSER (Isabelle), *op. cit.*, p. 20.

«Travail, espérance et même sécurité»⁵², ces trois termes caractérisent la période de l'après-guerre et lui confèrent toute son unité. Pour Stefan Zweig,

«ces dix petites années qui s'étendent de 1924 à 1933, de la fin de l'inflation allemande jusqu'à la prise de pouvoir par Hitler, représentent, malgré tout, une pause dans la succession de catastrophes dont notre génération a été le témoin et la victime depuis 1914. Non pas que cette époque eût manqué de tensions, d'agitations et de crises - la crise économique de 1929 surtout-, mais durant cette décennie la paix semblait assurée en Europe, et c'était déjà beaucoup. On avait accueilli l'Allemagne avec tous les honneurs dans la Société des Nations, on avait favorisé, en souscrivant des emprunts, son redressement économique - en réalité son réarmement secret-, L'Angleterre avait désarmé, en Italie Mussolini avait assumé la protection de l'Autriche. Le monde semblait vouloir se reconstruire. [...] On pouvait se remettre au travail, se recueillir, penser aux choses de l'esprit. On pouvait même de nouveau rêver et espérer une Europe unie. Pendant ces dix années - un instant à l'échelle de l'histoire universelle - il sembla qu'une vie normale allait enfin être accordée à notre génération éprouvée»⁵³.

Le rêve d'une Europe pacifiée s'écroule avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, synonyme d'exil pour Stefan Zweig. Dès lors, les enjeux changent. Car l'heure n'est plus aux choix. Aussi les réactions face à «l'incontrôlable événement» sont-elles à regarder de près⁵⁴.

Au cœur de la tourmente ou la perception aiguë du déclin de l'Europe, 1934-1942

Le jeudi 21 octobre 1931, Stefan Zweig reprend son *Journal*. Il en donne les raisons:

«La prémonition que nous allons vers une époque critique, une sorte de belligérance qui exigera d'être consignée au même titre qu'autrefois les longs voyages ou la Grande Guerre. Je ne pense pas par là, ni ne m'attends à un conflit armé, mais à des bouleversements internes, sociaux, chez nous peut-être un soulèvement fasciste de la part de la Heimwehr. Quoiqu'il en soit, il est bon de s'exercer une fois de plus à la vigilance»⁵⁵.

À travers ces quelques lignes surgit d'emblée une nouvelle interrogation: une idée positive peut-elle émaner d'une réalité déclinante, ou - en d'autres termes - Zweig peut-il formuler une idée d'Europe, quand l'Europe est en décadence, ou tout au moins perçue comme telle?

La condamnation du national-socialisme

Il semble que Stefan Zweig ait tardé à s'apercevoir du danger que constituait le nazisme. Après les élections du 14 septembre 1930 au Reichstag, l'écrivain justifie la montée en puissance du national-socialisme par la lenteur et l'indécision des hommes politiques, dans son article «Révolte contre la lenteur» paru dans *Die Zeitlupe*⁵⁶. Par ailleurs, Zweig a longtemps considéré le nazisme comme un

⁵² *Ibid.*, p. 388

⁵³ *Ibid.*, p. 388-389

⁵⁴ Si la période change, elle s'accompagne d'un nouveau passage, celui du «choisir» au «réagir»

⁵⁵ ZWEIG (Stefan), *Journal 1931, 21 octobre - 6 décembre 1931*, Paris, Belfond, 1986, p. 225

⁵⁶ Voir HAUSSER (Isabelle), *op. cit.*, p. 26

phénomène transitoire susceptible de rendre à l'Allemagne son goût de la liberté⁵⁷. L'incendie du Reichstag le 27 février 1933, suivi d'une vague d'arrestation d'opposants, marque une rupture très nette. Dans *Le Monde d'hier*, Zweig écrit:

«Puis vint l'incendie du Reichstag, le Parlement disparut, Goering lâcha ses bandes déchaînées, d'un seul coup, tout droit étant supprimé en Allemagne. On apprenait en frissonnant qu'il y avait en pleine paix des camps de concentration et que, dans les casernes, avaient été aménagés des locaux secrets où l'on exécutait des innocents sans jugement et sans formalités. [...] Au XXe siècle, cela ne peut pas durer. Mais cela n'était que le commencement»⁵⁸.

La condamnation du régime devient, après ces quelques tergiversations, particulièrement évidente. Elle a ceci de particulier qu'elle s'accompagne, sans distinction aucune, d'une condamnation de l'ensemble du peuple allemand.

Réagir, condamner, et partir: la question de l'exil se pose avec une force accrue.

«Sans cesse revient dans les conversations: où aller? Tous les pays sont également impossibles, l'Europe ne sera de nouveau habitable que lorsqu'elle sera unie, offrira espace et liberté de mouvement»⁵⁹.

Perte de soi ou «détours sur le chemin qui me ramène à moi»⁶⁰, fuite ou engagement, l'exil de Zweig va-t-il pouvoir se conjuguer avec la quête de la paix universelle? C'est ce qu'il convient de montrer. Et d'emblée la question du sens de l'exil est posée.

L'exil ou la quête de la paix universelle

Deux périodes sont à distinguer, les années de «demi-exil»⁶¹ qui s'étendent de 1934 à 1938 que Zweig passe en grande partie en Angleterre, et «l'exil véritable»⁶², de 1939 à 1942.

En 1934, après la perquisition au Kapuzinenberg, Stefan Zweig quitte l'Autriche et s'installe à Londres. «Quant à moi, la liberté personnelle m'était le bien le plus précieux au monde. Sans informer quiconque de mon intention parmi mes amis et mes connaissances, je repartis deux jours après pour Londres, mon premier soin après mon arrivée fut d'aviser les autorités de Salzbourg que j'avais définitivement quitté mon domicile. C'était le premier pas qui me détachait de ma patrie. Mais je savais depuis ces journées de Vienne que l'Autriche était perdue - il est vrai que je ne soupçonnais pas

⁵⁷ *Ibid.*, p. 26. N'y a-t-il pas un lien, sans doute mal défini, entre d'une part l'acception, certes modérée du nazisme, et le rejet de tout matérialisme? Zweig déplorait en effet, surtout après son voyage en URSS, la montée du matérialisme stérile de la France qu'il appelait son «bourgeoisisme». Pour Isabelle Hausser, à ce matérialisme, il préférerait encore «le délire stupide des hitlériens», propre à séduire les plus idéalistes. Voir HAUSSER (Isabelle), *op. cit.*, p. 26-27.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 446

⁵⁹ v

⁶⁰ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, *op. cit.*, p. 203

⁶¹ Le thème de l'exil apparaît en particulier dans la nouvelle de ses débuts, *Dans la neige* et dans *Jérémie*, pièce de théâtre pacifiste écrite durant la Première Guerre mondiale

⁶² *Ibid.*, p. 479

encore tout ce que je perdais par là»⁶³. De cette première expérience de l'exil, Stefan Zweig tend à donner une image positive.

«J'ai éprouvé comme un honneur plutôt que comme une infamie d'être admis à partager le destin de contemporains aussi éminents que Thomas Mann, Heinrich Mann, Werfel, Freud, Einstein et bien d'autres, dont l'existence littéraire était totalement anéantie en Allemagne et dont l'œuvre m'apparaît incomparablement plus importante que la mienne - et toute attitude de martyr me répugne au point que je ne mentionne qu'à mon corps défendant cette participation au sort commun»⁶⁴.

La chute de l'Autriche - «l'inhumanité qui se déchaîna ce 13 mars 1938, jour où l'Autriche, et avec elle toute l'Europe, fut livrée en proie à la violence nue!»⁶⁵ - apparaît dès lors comme une rupture. «Le monde de la sécurité»⁶⁶ s'écroule.

«La chute de l'Autriche produisit dans ma vie privée un changement que je crus d'abord tout à fait sans conséquence et que je considérai comme purement formel: je perdis par là mon passeport autrichien et je dus solliciter du gouvernement anglais, pour le remplacer, une feuille de papier blanc - un passeport d'apatride»⁶⁷.

Et Zweig le souligne avec amertume:

«Il ne m'a servi à rien d'avoir exercé près d'un demi-siècle mon cœur à battre comme celui d'un «citoyen du monde». Non, le jour où mon passeport m'a été retiré, j'ai découvert, à cinquante-huit ans, qu'en perdant sa patrie on perd plus qu'un coin de terre délimité par des frontières.»⁶⁸

Dès lors, la perception de l'exil change, elle aussi.

«Une fois de plus je dus reconnaître combien notre imagination humaine est insuffisante et que l'on ne comprend vraiment les sentiments les plus importants, justement, que quand on les a éprouvés en soi-même.»⁶⁹

Progressivement l'image de l'exil de positive devient négative. Il ne s'agit pas de retracer les différentes étapes de l'exil mais de montrer que celui-ci, de manière sans doute paradoxale, peut-être vécu à la fois comme fuite et comme engagement. Deux mouvements inverses se conjuguent alors, celui de la perte de l'identité et celui de la formation d'une nouvelle communauté, celle des sans droits et des sans patrie.

«Je devais désormais solliciter spécialement chaque visa étranger à apposer sur cette feuille blanche, car dans tous les pays on se montrait méfiant à l'égard de cette 'sorte' de gens à laquelle soudain j'appartenais, de ces gens sans droits, sans patrie, qu'on ne pouvait pas, au besoin, éloigner et renvoyer chez eux comme les autres, s'ils devenaient importuns et restaient trop longtemps»⁷⁰, écrit Zweig dans *Le Monde d'hier*.

⁶³ *Ibid.*, p. 475

⁶⁴ *Ibid.*, p. 449

⁶⁵ *Ibid.*, p. 495

⁶⁶ *Ibid.*, p. 17.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 498-499.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 503

⁶⁹ *Ibid.*, p. 499

⁷⁰ *Ibid.*, p. 500.

Au cours de ces années, le souci de l'Europe demeure constant. L'exil plutôt que de l'atténuer, semble l'accentuer fortement.

«Voyager, et même voyager loin, jusque sous d'autres constellations et dans d'autres mondes n'était pas échapper à l'Europe et aux soucis que l'on se faisait pour [l'Europe. [...] J'avais beau m'éloigner de l'Europe, son destin m'accompagnait.»⁷¹

Dès lors, l'exil devient synonyme de fuite et symbolise les illusions perdues.

L'exil ou les illusions perdues

La perte des illusions se décline en trois temps, selon un processus rigoureusement inverse à celui des années vingt, où l'heure était aux choix positifs. C'est d'abord l'illusion perdue du pacifisme avec «l'agonie de la paix»⁷². Par la suite, avec la montée triomphante des nationalismes et la victoire du nazisme en Allemagne, se brise une certaine «mystique européenne»⁷³ et s'écroule le rêve d'une Europe unie. Stefan Zweig écrit ainsi:

«Je savais que de nouveau tout le passé était bien passé, que tout ce qui avait été fait était réduit à néant - l'Europe, notre patrie, pour laquelle nous avons vécu, était détruite pour un temps qui s'étendrait bien au-delà de notre vie»⁷⁴.

Et le dimanche 16 juin 1940, Zweig note dans son *Journal*:

«C'est la fin. L'Europe est liquidée, notre monde est anéanti. C'est maintenant que nous sommes devenus des sans-patrie»⁷⁵.

Paix impossible, Europe introuvable, avec la perte de la foi en une fraternité spirituelle, une dernière illusion se brise.

«Et en cette heure qui réclamait plus qu'aucune autre une inviolable solidarité, celui qui avait travaillé passionnément toute une vie à l'union des hommes et des esprits se sentait plus inutile et seul que jamais du fait de ce soudain ostracisme dont on le frappait»⁷⁶, écrit Zweig dans son autobiographie.

En mai 1939, l'écrivain s'installe non loin de Londres, à Bath, station thermale du Sud de l'Angleterre. C'est à cette époque qu'il reprend la rédaction de son *Journal*.

⁷¹ *Ibid.*, pp. 488-489

⁷² *Ibid.*, p. 477

⁷³ FRANK (Robert), «Les contretemps de l'aventure européenne», *op. cit.*, p.88

⁷⁴ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, *op. cit.*, p. 531.

⁷⁵ ZWEIG (Stefan), «Carnet de notes de la guerre 1940. 22 mai - 19 juin 1940», in *Journaux*, *op. cit.*, p. 300.

⁷⁶ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, *op. cit.*, p. 530.

«Les journées les plus effroyables de notre existence nous attendent. Voilà que l'histoire universelle recommence à se couler dans le drame. A partir de maintenant, je prendrai des notes chaque jour»⁷⁷, note Stefan Zweig le 22 mai 1940.

Fuir ou mourir, telle est désormais l'alternative. Et la confiance en l'avenir, la foi en la fraternité spirituelle s'étiole puis s'effondre. Le départ pour New York en juin 1940, puis pour le Brésil, ne représente alors plus qu'un sursis de courte durée. Ecrire, prendre la parole, voyager ou s'exiler, les réactions sont diverses, mais les refuges habituels ne fonctionnent plus. Si la guerre en Europe n'explique qu'en partie le suicide de Zweig, inversement le suicide de Zweig symbolise bien la fin d'une époque et la fin d'un monde.

Un «grand Européen»⁷⁸, Stefan Zweig le fut sans aucun doute. Le parcours pourtant n'est pas linéaire. Après une brève poussée de fièvre nationaliste, en 1914 et dans les premiers mois de l'année 1915, Zweig s'est converti à un idéal européen et pacifiste auquel il demeure fidèle jusqu'à la fin de sa vie. Aussi, le pacifisme, l'Europe, sont-ils des choix longuement et mûrement réfléchis. Du nationalisme enthousiaste au pacifisme revendiqué, le retournement est radical. L'écrivain autrichien doute, hésite quant aux engagements à prendre, et les ambiguïtés d'un parcours, parfois surprenantes, non seulement sont révélatrices d'une pensée mouvante, jamais définitivement établie, mais elles apparaissent aussi comme le signe d'une certaine authenticité dans la démarche.

Un vécu, des idées et des perceptions, l'influence de Stefan Zweig sur son temps demeure à ressaisir, à travers la multiplicité des réseaux de sociabilité sans doute, mais aussi au moyen des cercles concentriques qui s'étendent autour de la figure centrale de Stefan Zweig. Dans son autobiographie, Zweig souligne que la «sphère d'activité [des écrivains], n'exerçait [...] qu'une influence indirecte sur les réalités de notre temps»⁷⁹. Comment dès lors décliner ces différentes figures circulaires? Il y a d'abord l'influence directe, au premier degré, puis l'influence médiatare par ondes successives, exprimée par les disciples. Donald Prater considère ainsi qu'à côté de son œuvre écrite, Zweig a laissé une «œuvre invisible»⁸⁰, en ce qu'il a introduit en Allemagne de nombreux auteurs étrangers et a encouragé de jeunes talents, tels que Erich Maria Remarque ou Klaus Mann⁸¹. Il y a aussi et enfin une influence au troisième degré, celle de la postérité.

Par son œuvre et par son rôle de médiateur entre les hommes, les états d'esprits, les cultures, par ses engagements et par ses silences, par sa vie comme par sa mort, Stefan Zweig semble avoir marqué plus d'une génération. Sans doute le suicide de Zweig apparaît-il comme le constat d'échec des idéaux d'une époque. Il est peut-être aussi et surtout le seul moyen dont disposait Zweig de ressaisir sa liberté⁸² et de proclamer,

⁷⁷ ZWEIG (Stefan), «Carnet de notes de la guerre 1940. 22 mai - 19 juin 1940», *op. cit.*, p. 289

⁷⁸ ROMAINS (Jules), *Stefan Zweig, grand Européen*, New York, 1941

⁷⁹ ZWEIG (Stefan), *Le Monde d'hier*, *op. cit.*, p. 248.

⁸⁰ Prater (Donald), *Stefan Zweig*, *op. cit.*, cité par Hausser (Isabelle), *op. cit.*, p. 13

⁸¹ Voir HAUSER (Isabelle), *op. cit.*, p. 13-14

⁸² Dans son *Journal*, Stefan Zweig s'interroge: «Y eut-il jamais pareille époque, surtout pour quelqu'un sur qui pèse la malédiction - car ce n'est pas une faute - d'être juif? Qu'à près de soixante ans on puisse être chassé comme un criminel, voilà ce qu'on n'aurait, même en rêve, pu imaginer dans sa jeunesse et dans le climat d'exaltation que vivait notre siècle». Et le lundi 10 juin 1940, l'écrivain note: «Et puis je n'ai plus aucune volonté. Je sais que jamais cette existence ne se remettra en place, une vie avec une France détruite, dans une Angleterre hostile - à l'Allemand ou au Juif que je suis - n'a plus de sens, de même, sur le plan littéraire, tout ce que je pourrais entreprendre est paralysé pour des années par le manque de concentration», ZWEIG (Stefan), «Carnet de notes de la guerre 1940, 22 mai - 19 juin 1940», in *Journaux*, *op. cit.*, p. 295 et p. 297

«en un temps qui semblait la nier de toute part, la valeur permanente que recelait son œuvre quand elle plaidait pour une communauté universelle d'individus libres, œuvrant dans l'infini à l'accomplissement éthique de l'humanité en se fondant sur l'héritage durable des siècles et en respectant toujours et partout les droits et les intérêts les plus profonds de tous.»⁸³

CATHERINE HAREL

Christine Harel, p. 39-60

→ [Les Ballets russes de Diaghilev dans l'imaginaire français, début du XX^e siècle-1930](#)

L'expression «Ballets Russes» désigne les spectacles de danse présentés par Serge de Diaghilev à Paris de 1909 à 1929. Ces ballets, à l'initiative de leur créateur, ont regroupé toutes les formes d'expression artistique, donnant lieu à un «spectacle total». Pendant vingt ans, le public a été tenu en haleine par le renouvellement constant des thèmes et des styles des spectacles.

Ces derniers ont été présentés à l'opéra Garnier, dans plusieurs théâtres parisiens, et à l'opéra de Monte-Carlo. Critique d'art russe, Diaghilev (1872-1929) a voulu, par ces ballets, révéler à l'Occident les richesses culturelles de la Russie. Comment pouvaient être perçus en France des spectacles inédits qui, avec l'origine russe de la troupe, alliaient le charme slavo-oriental des décors et des costumes à l'originalité des thèmes présentés? Un certain nombre d'ouvrages ont été consacré aux Ballets Russes, y compris ces vingt dernières années. Dans un premier temps, ils ont été écrits par des proches de Diaghilev, puis par des historiens d'art, des musicologues, des artistes ou critiques d'art français, anglo-saxons et russes. Ces écrits nous permettent de situer les Ballets dans leur contexte, d'en comprendre la nature et l'évolution, et de cerner la personnalité de leur créateur et celle des artistes. Mais aucun de ces travaux ne traite précisément de l'impact des Ballets sur le public français. Les informations sur la perception des Ballets Russes en France sont parcellaires et éparpillées. De plus, aucune étude précise de la presse de l'époque n'a été conduite.

Nous avons choisi de commencer notre étude au début du XX^e siècle et de la terminer vers 1930, pour ne pas cloisonner «l'imaginaire» lié aux Ballets Russes entre deux dates, le 18 mai 1909, première représentation au Châtelet, et le 19 août 1929, disparition de Diaghilev et dispersion de la troupe. Nous avons défini le terme d'«imaginaire» comme l'ensemble des images perçues par les spectateurs, mais aussi par le public plus large ayant accès aux divers écrits et œuvres graphiques évoquant les spectacles. Géographiquement, l'étude a été centrée sur Paris, car c'est dans la capitale française que la plupart des Ballets ont été créés et représentés, et que les échos dans la presse ont été les plus nombreux. Nous avons pris le parti de ne pas étudier la presse de Monte-Carlo⁸⁴, estimant que les spectacles y ont moins touché le grand public, et nous avons donc privilégié une étude plus large de la presse parisienne.

⁸³ NIÉMETZ (Serge), *Stefan Zweig, op. cit.*, p. 562.

⁸⁴ La Compagnie des Ballets Russes a eu son siège à Monte-Carlo

Le corpus de sources écrites étudiées est constitué tout d'abord du fonds Kochno⁸⁵ de la Bibliothèque-Musée de l'opéra Garnier, qui conserve également des maquettes, des partitions et des photographies. En plus des fonds d'archives personnelles de Boris Kochno, de la correspondance de Diaghilev, et d'éléments de son autobiographie, on y trouve divers textes inédits.

La presse de l'époque, les écrits et les mémoires des artistes, collaborateurs, spectateurs des Ballets Russes et les catalogues d'expositions constituent d'autres sources écrites. Dans la presse, nous avons étudié les journaux non spécialisés⁸⁶, qui présentaient une rubrique consacrée aux manifestations culturelles. Ils nous ont permis de cerner ce que les lecteurs non présents aux spectacles pouvaient connaître des Ballets. Nous nous sommes également concentrés sur une presse spécialisée dans le domaine artistique⁸⁷, contenant des articles très complets et des illustrations. Elle témoigne du vif intérêt que les Ballets Russes ont suscité dans le milieu artistique de l'époque. Le parti-pris éventuel des journalistes, l'orientation politique des revues et le contexte d'écriture du texte ont été pris en compte.

Plusieurs difficultés sont apparues dans l'analyse des sources. Ainsi, celles qui concernent l'imaginaire des personnes non présentes aux spectacles mais ayant lu les journaux s'y rapportant, sont très rares. Le terme d'«imaginaire français» s'applique donc surtout au public «physique» des Ballets Russes. Une seconde difficulté s'est posée justement quant aux composantes de ce même public, car les sources étudiées font essentiellement référence à un public composé d'artistes renommés et de mondains. Mais quelle a été la nature du public majoritaire et anonyme? Ce public est très peu mentionné dans les sources et ses caractéristiques restent donc difficiles à appréhender.

Les récits et les mémoires des contemporains, artistes français ou russes, constituent une autre forme de sources écrites dont il faut jauger la subjectivité.

Parallèlement au corpus de sources écrites, nous avons étudié des sources iconographiques, comme les tableaux de peintres français exposés à l'opéra Garnier, et les recueils de croquis, de photographies d'époque ou d'illustrations extraites des catalogues d'expositions. Enfin, il nous a paru important d'étudier des œuvres et des objets concernant de près ou de loin les Ballets Russes, dans divers musées, en particulier le musée de la Mode et du Textile parisien. Il ne nous a pas été possible de visionner les rares films des spectacles, ni de savoir si des émissions de radio les concernant avaient été enregistrées.

L'arrivée des Ballets Russes en France s'est inscrite dans un contexte de mutations artistiques, dans lequel Paris, par son aspect cosmopolite, a joué un rôle de ferment. Les liens culturels entre la France et la Russie s'étaient enrichis à la fin du XIXe siècle et promettaient de prendre un nouvel essor.

Le 18 mai 1909, au théâtre du Châtelet, a eu lieu la première représentation des Ballets de Diaghilev. C'est la personnalité hors du commun de l'impresario russe qui a contribué à faire entrer les Ballets Russes dans la légende.

⁸⁵ Boris Kochno a été le Secrétaire de Diaghilev.

⁸⁶ *Le Figaro, L'Illustration, L'Intransigeant, Le Matin, La Revue de Paris, Le Temps...*

⁸⁷ *Le Mercure de France, La Nouvelle Revue Française, La Revue des Deux Mondes, pour les arts et les lettres, La Revue Musicale pour la musique, et Comoedia Illustré pour les spectacles...*]

Diaghilev, ses ballets, son public

Un directeur artistique d'un dynamisme rare

Né à Perm, Sergueï Pavlovitch Diaghilev⁸⁸ a suivi les leçons de piano de Rimski-Korsakov, avant de céder aux pressions familiales et d'étudier le droit à Saint-Pétersbourg. Une fois intégré dans les milieux littéraires et artistiques de la ville, il a fondé la revue *Le Monde de l'Art*⁸⁹ (*Mir Iskousstva*, 1898) avec Léon Bakst et Alexandre Benois. Il s'est d'abord intéressé à la peinture et à la musique, avant de découvrir le syncrétisme des arts permis par le ballet. Diaghilev a lui-même organisé plusieurs expositions de peintures⁹⁰. De 1899 à 1901, il a occupé auprès du Directeur des Théâtres Impériaux, le prince Volkonsky, la fonction de «chargé de missions extraordinaires» -qui faisait de lui le rédacteur de *l'Annuaire des théâtres*, avant d'être révoqué pour «progressisme». En 1901, il a fondé les Soirées de musique contemporaine et fait connaître de jeunes compositeurs français⁹¹ au public russe. Puis il a choisi Paris, creuset de création, pour exporter l'art russe qui n'était pas, selon lui, apprécié à sa juste valeur en Russie. Il a organisé dans la capitale française une exposition (1906) puis y a initié le public à la musique russe par des concerts (1907) et des opéras⁹² (1908). La première «Saison Russe» comprenant des ballets a été organisée en 1909 et, deux ans plus tard, Diaghilev a officiellement créé la compagnie des Ballets Russes.

L'éclectisme de Diaghilev a pérennisé le succès des ballets. Très cultivé, il avait écrit un livre sur le peintre Dimitry G. Levitzky, publié un recueil des œuvres de Levitan et un album de lithographies de peintres russes. Ouvert d'esprit, il s'est fait un devoir de déceler les dons cachés de jeunes artistes et de promouvoir ces derniers au rang de professionnels confirmés. Il a nourri des relations passionnées - disputes, réconciliations... - avec les membres de la troupe.

Sa générosité l'a conduit à refuser la Légion d'Honneur, affirmant qu'elle devait revenir à Bakst. Il n'a jamais cherché à faire de ses ballets une entreprise lucrative, et a toujours fait passer l'intérêt de sa troupe avant le sien propre. Grâce au soutien de mécènes généreux, il a réussi à surmonter d'importantes difficultés financières.

Un critique français a parlé de l'imprésario russe en ces termes: «*Ce qu'il voulait? Trois choses précises: révéler la Russie à la Russie; révéler la Russie au monde; révéler le monde -nouveau- à lui-même.*»⁹³

⁸⁸ Il s'est fait appeler Serge *de* DIAGHILEV en France.

⁸⁹ La finalité de la revue (1898-1904) était la défense de la littérature et des autres arts contemporains face au rejet du public. Elle a regroupé, avec Bakst et Benois, les peintres Vroubel', Golovine, Korovine et Serov

⁹⁰ En 1897, une exposition de peintres anglais et allemands; en 1899, lors de l'Exposition Internationale, les impressionnistes français; et en 1905, au Palais Tauride, une exposition intitulée «Deux Siècles de peinture et de sculpture russe»

⁹¹ Debussy, Ravel, Dukas.

⁹² Le plus célèbre était *Boris Godounov*, de Moussorgski, avec le chanteur Chaliapine.

⁹³ BRUSSEL (Robert), «Avant la féerie», in *La Revue Musicale*, n°spécial, décembre 1930, p. 37.

Diaghilev a diversifié les styles de ses ballets, inspirés tant des contes russes, de l'art moderne occidental, que du futurisme.

Des styles de ballets diversifiés

Sur vingt ans, on peut distinguer trois périodes. Jusqu'en 1912, les folklores russe et oriental ont inspiré les thèmes des Ballets, chorégraphiés par Michel Fokine - réformateur de l'art du ballet en Russie. Issus de l'École Impériale de Ballet de Saint-Pétersbourg, les danseurs avaient été formés selon la tradition académique et romantique, et dans l'héritage des styles français et italien. Ils alliaient à des qualités spécifiques leur sensibilité russe. En 1912, les musiques de deux ballets ont été composées par des artistes français, Ravel pour *Daphnis et Chloé* et Debussy pour *L'Après-midi d'un Faune*.

L'année 1912 a ainsi annoncé la participation d'artistes occidentaux aux Ballets Russes, qui ont fait perdre leur caractère strictement national. Dès lors, ils ont présenté une physionomie nouvelle, fondée sur la modernité et l'intégration d'artistes européens.

De 1912 à 1921, les Ballets Russes se sont caractérisés par leur grande diversité, l'originalité des créations chorégraphiques, et des recherches expérimentales.

Diaghilev a fait travailler des compositeurs occidentaux comme l'Espagnol Manuel de Falla et, pour les décors, il a fait appel à des peintres comme Picasso, Derain, Braque et Matisse... Vaslav Nijinski, Léonid Massine et Michel Fokine ont, quant à eux, réalisé les chorégraphies des ballets. Les tournées, interrompues pendant la guerre, ont conduit le comité artistique à se renouveler et à accueillir les peintres d'avant-garde Michel Larionov et Nathalie Gontcharova, instigateurs de la veine «moderniste» des spectacles. Les activités de la compagnie n'ont vraiment repris qu'en 1917, avec des tournées à l'étranger. C'est le départ du chorégraphe Léonid Massine, en 1921, qui a marqué la fin de la seconde période des Ballets Russes.

De 1921 à 1929, les Ballets Russes ont répondu au contexte général des «années folles», qui prônaient une course effrénée vers l'inédit. De nouveaux chorégraphes, comme Bronislava Nijinska et Georges Balanchine, des peintres surréalistes, Naum Gabo, Antoine Pevsner - ont fait des ballets un foyer de convergence de toutes les tendances artistiques nouvelles.

Pour la musique, tout en continuant de travailler avec des compositeurs russes, Diaghilev a fait participer certains musiciens français du «Groupe des Six»⁹⁴. Quant à Boris Kochno, il a marqué la période en créant des livrets et en supervisant les spectacles.

Les Ballets Russes ont été de nature très diverse, tant par leur style chorégraphique que par les thèmes abordés. Ils ont été présentés au public parisien à l'opéra et au théâtre Sarah Bernhardt, aux théâtres du Châtelet, des Champs-Élysées et de la Gaité-Lyrique.

⁹⁴ Le «Groupe des Six» (Georges Auric, Darius Milhaud, Francis Poulenc, Arthur Honegger, Germaine Tailleferre, Louis Durey) s'est caractérisé par sa réaction contre tous les héritages artistiques, aussi bien le romantisme que l'impressionnisme.

Un public hétérogène

Diaghilev a drainé des spectateurs nombreux, venus d'horizons divers. Les témoignages concordants de l'époque attestent du nombre élevé de spectateurs: «*La salle était le plus souvent archipleine. Mais nous savions nous arranger pour trouver, dans une porte, au pied ou au fond d'une loge, ou encore dans les galeries supérieures, une place où, sans souci des crampes et des torticolis, nous contempions avidement nos chers danseurs et nos danseuses chéries.*»⁹⁵

Certains spectateurs se sont vus accorder par Diaghilev le privilège de posséder une «carte de circulation» qui leur donnait accès à toutes les représentations et les autorisait à se rendre dans les coulisses auprès des danseurs, pendant les entractes.

Les mémoires des contemporains et la presse permettent d'emblée de distinguer deux catégories de spectateurs, les artistes et les «mondains».

Les Ballets Russes, par leur nature inédite, ont attiré des artistes désireux de connaître les dernières innovations artistiques. Acteurs, peintres, musiciens, écrivains..., ont constitué un public curieux, attentif et fidèle. Parmi les écrivains, on peut citer Jean Cocteau, Marcel Proust et Romain Rolland, et, parmi les acteurs, Sarah Bernhardt. Jacques-Emile Blanche, Valentine Gross, Auguste Renoir et Auguste Rodin ont compté parmi les spectateurs venant du monde des arts plastiques.

Au public d'artistes s'est ajouté un public mondain, composé de «snobs», d'aristocrates, de ministres et de diplomates. Pour cette élite, les Ballets Russes ont été garants d'une caution culturelle et mondaine.

Enfin, le public était composé de journalistes et de critiques d'art. Parmi les plus assidus, on peut citer Adolphe Boschot, Michel Georges-Michel, Henri Vangeon dit Gheon, Pierre Lalo, et Roland Manuel, qui a écrit sur les Ballets notamment dans *Montjoie*, *L'Eclair* et *La Revue Musicale*. On peut également citer Henri Quittard, Jacques Rivière, Florent Schmitt et Emile Vuillermoz. La presse s'est ainsi fait le relais du succès des spectacles, auprès d'un autre public, celui des lecteurs, spectateurs potentiels. On peut émettre l'hypothèse que le public anonyme et majoritaire était plutôt aisé, compte tenu du nombre élevé de représentations identiques par saison, et du prix des places...

Les Ballets Russes: un choc culturel

Des ballets fondés sur un imaginaire slavo-oriental

A travers les thèmes présentés, les décors et la musique, les spectacles de Diaghilev ont mis en scène une Russie de légende.

⁹⁵ Jean-Louis Vaudoyer, cité in *Les Ballets Russes de Serge de Diaghilev, 1909-1929*, Exposition organisée par Serge Lifar, Paris, Musée des Arts Décoratifs, avril-mai 1939, p. 6.

Ainsi *Le Festin* (1909) a présenté plusieurs danses traditionnelles slaves, comme la *mazurka*. Le livret de *L'Oiseau de Feu* (1910) a été tiré de plusieurs contes russes, dont ceux d'Afanasiev. Le ballet *Pétrouchka* (1911) a mis en scène la vie et les mœurs du peuple russe, à travers des marionnettes évoluant dans le décor de la foire du carnaval de Saint-Pétersbourg. Pour les décors et les costumes du *Coq d'Or* (1914), Nathalie Gontcharova s'était inspirée de l'imagerie russe et de jouets en bois artisanaux.

C'est surtout aux premières années des Ballets Russes que l'on doit les thèmes puisés dans le folklore. Mais d'autres ballets ultérieurs ont eux aussi valorisé la Russie traditionnelle, comme *Chout* (1921), tiré d'une légende russe, et *Noces* (1923), créé à partir de poèmes populaires authentiques.

Les musiques faisant référence à la tradition russe ont été composées par Balakirev (*Thamar*), Borodine (*Les Danses Polovstiennes du Prince Igor*), Rimski-Korsakov (*Le Coq d'Or*, *Sadko*) et Moussorgski (*Le Festin*). Les compositeurs qui ont connu le plus grand succès étaient Stravinski (*L'Oiseau de Feu*, *Pétrouchka*), et Prokofiev (*Chout*).

Diaghilev a donc présenté un imaginaire slave, auquel il a adjoint un imaginaire orientalisant. Il a ainsi promu dans ses ballets un Orient digne des *Mille et Une Nuits*, aux images enivrantes de volupté et de passion. Avec *Les Danses Polovstiennes* tirées du *Prince Igor* (1909), on renvoyait le public à l'image de steppes étendues à perte de vue, parsemées de huttes de nomades... Pour les costumes, Diaghilev s'était procuré des tissus authentiques dans les boutiques orientales de Saint-Pétersbourg. Quant au ballet *Shéhérazade* (1910), qui a émerveillé le public, il a mis en scène l'atmosphère envoûtante des contes arabes. Les décors- tapis, coussins et costumes brodés...- étaient composés de couleurs saisissantes, comme le rouge et le vert émeraude. L'espace scénique était organisé de façon très libre, et donnait l'impression d'un véritable intérieur de harem. Un contemporain a pu dire: «*Nous découvrons l'Orient, l'Asie colorée et rêveuse. Les Mille et une Nuits se levèrent du livre, pleines d'étoiles et de fleurs, de jets d'eau, de sang, de soupirs, tout éblouissantes de gemmes, et secouèrent la poussière des tomes où elles sommeillaient depuis Galland*⁹⁶. Le ballet était entré dans la légende.

Les artistes russes, auxquels on doit le caractère unique des ballets, sont devenus dans l'imaginaire français de l'époque de véritables mythes vivants.

La renommée en Russie des danseurs, notamment Tamara Karsavina, Anna Pavlova, Ida Rubinstein, Vaslav Nijinski et Adolphe Bolm, les avait fait connaître auprès d'une partie du public avant 1909. C'est surtout leur virtuosité technique qui a impressionné les spectateurs: Nijinski a été admiré pour son élasticité et pour la hauteur qu'il parvenait à atteindre lors de ses sauts. De même, le public a admiré la grâce des danseuses, que les passants pouvaient admirer dans la rue: l'image d'Anna Pavlova a ainsi été affichée sur les colonnes Morris de Paris, pour promouvoir le ballet *Les Sylphides* (1909), de même que celle de Tamara Karsavina, danseuse dans *Le Spectre de la Rose* (1911).

Par la diversité et la fantaisie colorée des décors et des costumes, Bakst, Benois, Korovine et Roerich notamment ont émerveillé un public las des vieux décors poussiéreux d'opéras.

⁹⁶ Emile Henriot, «Les Ballets russes», in *La Revue Musicale*, n° spécial, décembre 1930, p. 13

Les compositeurs ont eux aussi été l'objet d'éloges, surtout Stravinski: dans un numéro spécial de *La Revue Musicale* de mai-juin 1939, des musiciens et des critiques musicaux ont montré l'apport du compositeur russe à la musique en général, et à la musique française en particulier: «*Stravinsky a été pour notre génération, un exemple salutaire dont nous avons tous bénéficié.*»⁹⁷.

Ainsi, l'image de la Russie à travers le prisme des Ballets a été celle d'un pays qui savait mettre ses traditions en valeur. La qualité des spectacles, leur atmosphère dépaysante ont ému un public en quête d'évasion. L'exotisme a été perçu comme un échappatoire à la réalité, aux angoisses de la vie quotidienne, dans un contexte international tendu. L'image mythique de la Russie a été d'autant plus prégnante dans l'esprit du public que ce dernier, sauf exceptions, avait du pays une vision stéréotypée, fondée sur des clichés hérités du XIXe siècle.

Les Ballets Russes n'ont pas montré uniquement au public des images de civilisations slavo-orientales. Ils lui ont aussi présenté des contrées géographiquement ou historiquement lointaines, comme l'Extrême-Orient ou la Grèce antique. Les spectateurs européens ont été également confrontés à l'image de leur propre culture, vue par les Russes (*Pulcinella* (1920) pour l'Italie, *Quadro Flamenco* (1920) pour l'Espagne, *Les Fâcheux* (1924) pour la France, par exemple).

Les différentes formes d'imaginaires suscitées par les Ballets Russes ont investi les milieux littéraires, aristocratiques et artistiques de l'époque.

Un imaginaire prégnant dans les lettres, les discours et les arts

Foyer de création artistique par excellence, les Ballets Russes ont suscité l'intérêt d'écrivains français, spectateurs des représentations et parfois participants à l'élaboration des spectacles.

Jean Cocteau, ami de Diaghilev depuis 1909, a ainsi joué un grand rôle dans la création de trois ballets: *Le Dieu leu* (1912), *Parade* (1917), dont il a écrit le livret, et *Le Train Bleu* (1924). Il a participé à l'élaboration des textes de certains programmes, et a également été une source d'inspiration pour les musiciens Erik Satie, Darius Milhaud et Igor Stravinski (auquel il a dédié *Le Potomak*). Il a rédigé des critiques, des portraits et des souvenirs sur les ballets. En 1908, Cocteau avait fondé avec François Bernouard une revue poétique, *Schéhérazade*, proposant des œuvres inédites d'art et de littérature⁹⁸, avec des poèmes, des illustrations et un supplément musical. La création de cette revue a sans doute été inspirée du poème symphonique de Rimski-Korsakov⁹⁹, interprété à Paris en 1907 lors des Concerts russes.

D'autres hommes de lettres ont témoigné dans leurs écrits de leur attrait pour les Ballets Russes. Guillaume Apollinaire a ainsi pris la défense des Ballets devant la controverse suscitée par *Parade*. Dans son article «Parade ou l'esprit nouveau» (1917), publié dans le programme, il a montré les qualités du ballet, qui participait selon lui de l'élan vital donnant naissance à un art nouveau: «*Cette*

⁹⁷ Arthur Honegger, «Stravinsky, homme de métier», in *La Revue Musicale*, n°spécial «Igor Stravinsky», mai-juin 1939, p. 263

⁹⁸ Cf. *Schéhérazade*, Paris, La Belle Édition, 1909-1911

⁹⁹ Le numéro 4 (15 juillet 1910) illustre le ballet de Fokine *Shéhérazade* (4 juin 1910), notamment par un dessin d'André Dunoyer de Segonzac.

alliance de la peinture et de la danse, de la plastique et de la mimique (...) est le signe évident d'un art plus complet (...). De cette alliance nouvelle, (...) il est résulté, dans Parade, une sorte de surréalisme où je vois le point de départ d'une série de manifestations de cet Esprit Nouveau qui (...) se promet de modifier de fond en comble les arts et les mœurs dans l'allégresse universelle (...).»

Quant à André Gide, il a écrit pour *La Nouvelle Revue Française* un article intitulé «Les représentations russes au Châtelet», où il se montrait à la fois réservé et enthousiaste, et où il évoquait l'imaginaire des étendues désertiques évoquées par *Le Prince Igor*(1909).

Enfin, Marcel Proust, grand admirateur des Ballets Russes, a trouvé dans ces derniers une source d'inspiration. Il a ainsi cité les spectacles dans *Sodome et Gomorrhe* (1921-1922), en évoquant «*l'efflorescence prodigieuse des Ballets russes, révélatrice coup sur coup de Bakst , de Nijinsky , de Benois , du génie de Stravinsky (...).*»¹⁰⁰

D'autres écrivains, parmi lesquels Claudel, Guitry, Maeterlinck... ont également diffusé par leurs discours ou leurs écrits, l'imaginaire lié aux Ballets. Paul Valéry a écrit son poème «l'Âme et la Danse» après avoir été ému par les Ballets Russes.

Le succès des Ballets a donc imprégné les écrits d'auteurs de l'époque. Il s'est en outre étendu aux discours de personnalités du milieu mondain parisien, en particulier Misia Sert, la comtesse de Greffulhe, la princesse Edmonde de Polignac et Robert de Montesquiou, esthète et figure mondaine par excellence.

Enfin, la réussite de l'entreprise de Diaghilev a attiré de nombreux mécènes, dont l'aide matérielle était vitale¹⁰¹.

Écrivains, mondains et mécènes, par leur intérêt pour les Ballets Russes et les éloges qu'ils en ont fait autour d'eux, se sont constitués en vecteurs de l'imaginaire auprès du public. Le choc culturel constitué par les Ballets Russes n'a pas seulement investi les milieux littéraires, il a également imprégné l'art français de l'époque.

Les photographies et les arts plastiques ont permis aux lecteurs de fixer sur des visages l'imaginaire suscité par les textes. Ainsi, la couverture de la revue *Le Théâtre* du 1er mai 1909, par exemple, a présenté une photographie de Vaslav Nijinski et d'Anna Pavlova dans *Le Pavillon d'Armide*. La revue contenait également des photographies de Nijinski, prises en Russie. Nijinski a été le danseur des Ballets le plus photographié, en particulier par Auguste Bert et Eugène Druet.

D'autres artistes - peintres, dessinateurs, sculpteurs, se sont servis des photographies comme supports pour leurs travaux, en y puisant des informations sur la plastique des danseurs. Professionnels et amateurs ont voulu fixer sur la toile l'évanescence de la danse: «(...) la soudaine et bizarre nouveauté des ballets russes ne devait pas manquer de se refléter sur la toile de nos contemporains»¹⁰², a affirmé un contemporain. Par-là même, ils ont touché l'imaginaire du public qui

¹⁰⁰ Marcel PROUST, *Sodome et Gomorrhe*, Paris, Pléiade, II, Gallimard, 1954, p. 743.

¹⁰¹ Comme André BENAC, Isaac de CAMONDO, Henry DEUTSCH (de la MEURTHE), Arthur RAFFALOVITCH, Henri de ROTCHILD, et Basil ZAHAROFF.

¹⁰² Raymond BOUYER, «Les Ballets Russes interprétés par Valentine Gross», in *Art et Décoration*, juillet 1913, p. 15

fréquentait les galeries d'art et les musées. Trois peintres se sont particulièrement distingués dans cette traduction picturale de l'art des Ballets Russes, Valentine Gross, Jacques-Emile Blanche et Jules Flandrin. Les spectacles de Diaghilev ont également inspiré de nombreux dessinateurs, dont les croquis ont paru dans la presse, ainsi que des sculpteurs. Auguste Rodin, qui avait fait connaître son admiration pour les Ballets lors d'un article paru dans *Le Matin* (31 mai 1912), a réalisé une sculpture en bronze de Nijinski, intitulée «Danseur, dit Nijinsky» (1912): «*Entre la mimique et la plastique, l'accord est absolu: le corps tout entier signifie ce que veut l'esprit; il atteint au caractère à force de rendre pleinement le sentiment qui l'anime; il a la beauté de la fresque et de la statuaire antiques; il est le modèle idéal d'après lequel on a envie de dessiner, de sculpter.*»¹⁰³

Le choc culturel a également touché d'autres domaines, comme la mode et les arts décoratifs.

Léon Bakst, en particulier, a été l'inspirateur de nouvelles modes vestimentaires et décoratives. Il a développé et confirmé à Paris l'attrait pour les vêtements de style oriental, inspirant des maisons de couture (Worth, Paquin). De même, les modèles de robe et de manteaux dessinés par Nathalie Gontcharova ont été publiés dans la presse spécialisée française, notamment dans *Vogue*.

L'atmosphère grisante des premiers ballets a créé une demande auprès de la population féminine aisée, qui s'est tournée vers les grands couturiers de l'époque. Ainsi, les femmes ont amené Paul Poiret à réaliser des turbans lamés dans le style de *L'Oiseau de Feu*, des robes incrustées de pierres précieuses et des fourrures, inspirées des costumes de *Shéhérazade* et du *Prince Igor*. Les costumes les plus répandus ont été le «pantalon de harem» (1910), les robes garnies de petits cerceaux, les jupes-sultanes, les tuniques et les capes frangées... Vanina , spécialiste de la mode féminine de la revue *Comoedia Illustré*, s'est demandé en 1912: «*Ne va-t-on pas adopter couramment cette mode de costumes orientaux pour toutes les réceptions nocturnes, désormais?*»¹⁰⁴

Dans les années vingt, «Coco» Chanel , à son tour, a transcrit dans la mode son goût pour les motifs slaves. Fascinée par les Ballets Russes, elle s'est inspirée du folklore pour créer des vêtements à motifs slaves¹⁰⁵, comme la *roubachka*, la blouse ceinturée des *moujiks*. L'attrait pour une mode à motifs slaves s'est répercuté sur les styles de coiffure, les accessoires de mode et les bijoux...

L'art décoratif, à son tour, s'est nourri de l'esthétique des Ballets Russes, dont l'influence a été perceptible dans la rue, sur les vitrines des grands magasins et des restaurants: «*Tout fut à la mode des Ballets Russes. (...). Bientôt le décor des maisons, les boutiques, les brasseries, les cafés, suivirent le mouvement; les dancings d'après-guerre s'en inspirèrent directement et à l'exposition de 1923 on en trouva maintes fois la trace*»¹⁰⁶, a affirmé un contemporain. De manière plus individuelle, les spectacles ont également influé sur l'aménagement des intérieurs parisiens. Les meubles de style oriental, les tapis aux couleurs chatoyantes, les coussins, les papiers peints ont été très prisés par la bourgeoisie, qui aspirait à mettre une touche d'exotisme dans sa vie quotidienne. Cette volonté de dépaysement par la décoration intérieure a également touché les milieux populaires, comme l'a montré ce contemporain: «*Si dans le peuple, à Paris, on aime les lampes voilées par des abat-jour orange, et si les petits hôtels meublés des quartiers excentriques ont renoncé à leur décor couleur de tanière pour offrir à leurs clients des chambres peintes et tapissées de jolies couleurs vives, c'est aux*

¹⁰³ Auguste Rodin , «La rénovation de la danse», in *Le Matin*, 30 mai 1912

¹⁰⁴ Vanina , «Nos étoiles et la mode», chronique in *Comoedia Illustré*, 1er juin 1912, p. 719.]

¹⁰⁵ Cf. «Gabrielle Chanel à l'avant-garde russe» in *Europe 1910-1939. Quand l'art habillait le vêtement*, Paris , Editions des Musées de la Ville de Paris, 1997.

¹⁰⁶ André WARNOD , «Les peintres et les Ballets russes», in *Revue Musicale*, n°spécial, décembre 1930,p. 79-80

*ballets russes que nous le devons.»*¹⁰⁷. Par la présence de leur imaginaire dans la vie quotidienne, les Ballets Russes ont donc constitué, selon les mots de Denis Bablet, «*un phénomène éminemment social*»¹⁰⁸.

Diaghilev a provoqué avec ses spectacles un choc «culturel» auprès du public français, qui s'est vu également frappé par un choc «artistique».

Les Ballets Russes: un choc artistique

Des réactions véhémentes devant des ballets controversés

Certains ballets ont donné lieu à des polémiques, dont la presse s'est fait l'écho. La première représentation de *L'Après-Midi d'un Faune* (29mai1912), a suscité des réactions très violentes. Le directeur du *Figaro*, Gaston Calmette, a comparé le personnage dansé par Nijinski à «*un faune incontinent, vil, aux gestes d'une bestialité érotique et d'une lourde impudeur*»¹⁰⁹. Il a refusé à Robert Brussel, le chroniqueur habituel du journal, l'insertion de son article, qui d'après lui traitait d'un spectacle pornographique.

Le Sacre du Printemps, en 1913, a provoqué un scandale encore plus important, une partie du public ayant conspué la musique d'avant-garde de STRAVINSKI. Les hurlements, les injures et les sifflements dans la salle ont été si intenses que les danseurs eux-mêmes n'entendaient plus la musique.

Dans *Parade* (1917), le décor de Picasso composé de personnages insolites et la référence au cubisme ont également déconcerté le public. L'atmosphère étrange suscitée par le spectacle - notamment lors de l'apparition d'un cheval burlesque ou lorsque sont intervenus des instruments inhabituels comme des machines à écrire, s'est heurtée à l'incompréhension du public.

Le ballet *Romeo et Juliette*, en 1926, a révolté les surréalistes, qui ont taxé l'entreprise de Diaghilev de «capitaliste». André Breton et Louis Aragon ont surtout critiqué la participation au spectacle de deux des «leurs», Max Ernst et Juan Miró, qui avaient réalisé les décors.

Ainsi les Ballets de Diaghilev ont présenté un style jugé trop novateur par certains, et se sont parfois heurtés à l'incompréhension du public. De fait, leur esthétique nouvelle a consacré une forme d'art inédite.

Les Ballets Russes peuvent en effet être qualifiés de révolutionnaires, en ce qu'ils ont durablement influé sur la musique et les arts du spectacle français de l'époque.

Des concepts artistiques nouveaux définitivement acquis

¹⁰⁷ Alexandre CINGRIA , «Les Ballets Russes et le goût moderne», in *L'Art Vivant*, mai 1939, p. 29.

¹⁰⁸ Denis BABLET, *Esthétique générale du décor de théâtre de 1870 à 1914*, Paris , C.N.R.S., réed. 1988, p. 211.

¹⁰⁹ Gaston Calmette , cité in Jean-Michel Nectoux, *Nijinsky. Prélude à l'Après-midi d'un Faune*, Paris , Ed. A. Biro, 1989, p. 47.

Les innovations apportées par les musiciens, les décorateurs et les chorégraphes russes ont bouleversé la sensibilité artistique de l'époque.

Igor Stravinski notamment a révolutionné l'orchestration, en composant pour *Le Sacre du Printemps* une musique aux dissonances très dures et aux rythmes asymétriques. Son style a influencé les musiciens français, en particulier le «Groupe des Six», comme en témoigne la réaction antiromantique et antiwagnérienne de ces derniers.

En 1900, la décoration théâtrale, faite de trompe-l'œil et de couleurs pâles, n'avait su rendre qu'une atmosphère sombre et poussiéreuse. Les décors des Ballets Russes ont passé un grand coup de balai sur ce «truquage en carton-pâte»¹¹⁰. Le même peintre s'est chargé des décors, des costumes et des rideaux. L'emploi de tons vifs a servi de modèle aux décorateurs de théâtres français, qui ont souhaité suggérer plutôt que de tout dire. Ainsi les décors ont joué un rôle important dans la conception globale du spectacle, et le ballet a désormais été conçu comme un tableau animé. Beaucoup d'artistes, de décorateurs et de metteurs en scène se sont inspirés de l'esthétique des décorateurs russes et de leurs méthodes. Ainsi le décorateur Ronsin a repris l'orientalisme des Ballets Russes pour créer des esquisses de décors d'une comédie de Jacques Richepin, intitulée *Le Minaret*, et jouée en 1913. De même, Jacques Rouche, directeur de l'opéra Garnier, a fait participer les décorateurs des Ballets Russes aux spectacles présentés au théâtre des Arts et à l'Opéra. Ainsi le critique Emile Henriot a-t-il pu affirmer: «Sans les Russes, aurions-nous connu les charmantes et fécondes expériences du Théâtre des Arts, les initiatives d'un Rouché et d'un Copeau, les glorieuses manifestations de la *Pisanella* et du *Martyre de Saint-Sébastien* au Châtelet, d'*Antoine et Cléopâtre* à l'Opéra?»¹¹¹. Les Ballets Russes ont nourri une nouvelle sensibilité théâtrale.

Au début du siècle, l'art chorégraphique était sous l'emprise des conventions et du formalisme. Les Ballets Russes ont fait reconnaître l'autonomie créatrice du chorégraphe, l'expressivité du danseur, et le rôle actif joué par le corps de ballet. Les danseurs masculins ont désormais été admirés, et non plus dénigrés comme à la fin du XIXe siècle. Grâce à Nijinski, les sentiments ont été exprimés par des gestes et des pas naturels, qui ont permis de rehausser la beauté sculpturale du corps.

Les années d'après-guerre ont été particulièrement propices à l'expression de tous les talents créatifs. Du vivant des Ballets Russes, d'autres troupes de danseurs ont tenté d'atteindre leur aura. Après 1929, certains artistes se sont déclarés héritiers de la compagnie et ont créé leurs propres troupes. Le répertoire des Ballets de Diaghilev a-t-il ainsi pu survivre à la disparition de son créateur?

Les Ballets Russes: une référence?

Dans le contexte du début du XXe siècle, qui a promu des courants artistiques inédits, les Ballets Russes ont influé sur les créations chorégraphiques de l'époque.

Parmi les compagnies constituées du vivant Ballets Russes, celle d'Anna Pavlova (1911-1929), a joué un rôle accessoire, son répertoire restant assez mince. Ida Rubinstein, qui a présenté sa troupe (1914-1935) sur les scènes du monde entier, a travaillé avec des artistes parisiens comme Valéry et

¹¹⁰ André WARNOD, «Les peintres et les Ballets russes», in *Revue Musicale*, n°spécial, décembre 1930, p. 79.

¹¹¹ Emile HENRIOT, «Les Ballets russes», in *La Revue Musicale*, n°spécial, décembre 1930, p. 16.

Gide. Ses rapports avec Diaghilev ont été conflictuels, car il lui a reproché d'avoir engagé ses anciens collaborateurs.

D'autres troupes se sont construites sur le modèle des Ballets Russes. Même les Ballets Suédois de Rolf de Mare (1920-1924) avaient une certaine filiation, dans leur forme, avec la troupe russe. Mais l'imaginaire lié à la Russie était plus prégnant auprès du public français que les images engendrées par le folklore nordique et la compagnie n'a pas atteint la renommée des Ballets Russes. Ces derniers n'ont en outre pas souffert de la concurrence des Soirées de Paris du comte Etienne de Beaumont, trop éphémères (17 mai - 30 juin 1924).

Après 1929, Serge Lifar et Boris Kochno ont tenté de faire survivre la Compagnie des Ballets Russes, mais sans succès, les intérêts personnels ayant pris le dessus.

Plusieurs compagnies ont été créées dans les années trente sur le modèle structurel des Ballets Russes, mais aucune n'a su aussi longtemps qu'eux capter l'attention du public. Celle de Bronislava Nijinska a cherché avant tout à mettre en valeur l'art du mouvement. La compagnie la plus proche des Ballets de Diaghilev a été créée en 1932 par René Blum et Wassili de Basil, qui l'ont intitulée «compagnie des Ballets russes de Monte-Carlo» (1932-1936). En 1936, elle a connu une scission, et Blum a alors fondé la seconde «Compagnie des Ballets Russes de Monte-Carlo». Les Ballets Russes du Colonel de Basil, fondés en 1934, ont été connus par la suite sous le nom d'«Original Ballet Russe». En 1947, quelques-uns de ses ballets ont été présentés à Paris, puis la compagnie s'est désagrégée. Ainsi, personne n'a pu comme Diaghilev maintenir pendant longtemps la cohésion d'une troupe.

Quant au répertoire des Ballets Russes, il a partiellement survécu, malgré le remaniement de certains spectacles. *Les Sylphides*, *Pétrouchka*, *Le Spectre de la Rose* et *L'Après-midi d'un Faune* ont été repris par diverses troupes. C'est principalement la version originale de ce ballet de Nijinski qui a été reprise pendant plus de cinquante ans. En outre, Balanchine avait conservé à son répertoire *Apollon Musagète* et *Le Fils Prodigue*. *Noces*, *Les Biches*, *Le Train Bleu* ont été représentés ces dernières années.

Ainsi, après avoir participé à l'explosion moderniste révélatrice de la Belle Epoque, les Ballets Russes ont considérablement enrichi l'histoire artistique des Années Folles. Synthèse des arts au service de la danse, ils ont fusionné les décors avec la mise en scène, générant un «spectacle total».

Diaghilev a maintenu une tradition russe tout en mettant en scène des modes avant-gardistes. Ses ballets ont constitué une nouvelle référence sur le plan artistique, dans la manière d'exprimer des idées, des sentiments et de considérer l'œuvre d'art.

Le choc artistique et le choc culturel produits par les spectacles ont été à l'origine de la prise de conscience française d'une identité culturelle russe.

Cette œuvre grandiose qui a fait rêver les Parisiens pendant vingt ans ne serait pas née sans la personnalité hors du commun de Serge de Diaghilev. Le danseur Serge Lifar a résumé en quelques mots la portée des créations de celui-ci: «*Serge de Diaghilev, ce noble et ardent Chevalier de la plus grande croisade des Arts du XXe siècle, qui, par son génie, devait réaliser cette union féconde entre*

toutes les valeurs spirituelles et artistiques, entre l'Orient et l'Occident, et ainsi accomplir la renaissance de l'art dans le monde. La Capitale de l'Art a immortalisé ce grand Magicien.»¹¹²

Diaghilev a rendu au ballet sa valeur d'art universel. Son œuvre a permis d'augmenter l'intérêt pour la danse et pour les études dans le domaine artistique.

NICOLAS BAUQUET

Nicolas Bauquet, p. 61-81

→ [« Un innocent flirt diplomatique ». La France et la coalition hongroise, 1905-1909](#)

Rien n'est plus redoutable pour l'historien que l'ombre portée des grands traumatismes historiques: s'ils transforment réellement les années qui leur succèdent en un «après», c'est souvent indûment qu'ils font de la période qui les a précédés un «avant».

L'historien des relations franco-hongroises se doit d'y être attentif, dans la mesure où il est confronté à un traumatisme historique de grande ampleur: le traité de Trianon, du 4 juin 1920, par lequel la Hongrie, à l'issue de la Première Guerre mondiale et du démembrement de l'Autriche-Hongrie, perdait les deux-tiers de son territoire historique, et voyait trois millions de ses nationaux devenir des minorités dans les États voisins. Ce désastre national, dont la responsabilité a été attribuée par les Hongrois à la France, et qui continue de marquer profondément la conscience nationale hongroise, a eu des répercussions évidentes sur l'historiographie des relations franco-hongroises: alors que les causes et les conséquences du traité ont fait l'objet d'un foisonnement d'études, l'analyse des relations politiques entre la France et la Hongrie dans les décennies qui précèdent la guerre a été négligée, ainsi que celle de l'image de la Hongrie en France pendant cette période: tant il apparaissait évident qu'il ne s'agissait là que d'un «avant-Trianon». Il convient d'y regarder de plus près.

Certes, une certaine défiance de l'opinion et de la diplomatie françaises existe réellement avant la Première Guerre mondiale. Cette «image noire» de la Hongrie vient en premier lieu de l'alliance austro-allemande de 1879, voulue par les Hongrois et réalisée par un des leurs, Gyula Andrassy. S'appuyant sur l'Autriche depuis le Compromis de 1867, et sur l'Empire allemand grâce à cette alliance, les Hongrois ont les mains libres pour exercer leur domination sur leurs minorités, conformément au conseil de Friedrich F. Beust à Ferenc Deák, cité jusque dans les manuels scolaires français du début du siècle¹¹³: «gardez vos hordes, nous garderons les nôtres». Ainsi, les deux éléments principaux de «l'image noire» de la Hongrie, la germanophilie et l'oppression des Slaves, font système. Peu à peu, le capital de sympathie dont jouissent les Hongrois en France depuis 1848 s'effrite, et laisse place à la méfiance face à ce «pilier de la Triple Alliance».

On pourrait nuancer ce premier tableau par l'image non-politique de la Hongrie: les travaux de Catherine Horel ont montré la manière dont les Français, à la fin du siècle, découvrent avec

¹¹² Serge Lifar, *La Danse*, Paris, Editions Gonthier, 1965, p. 112

¹¹³ Voir ROHR (Jean), «La Hongrie dans les manuels d'histoire Malet au début du siècle», *L'image de la Hongrie en France*, Paris, Institut hongrois, 1995, p 33-44

admiration la modernité hongroise¹¹⁴. Mais ce que nous voudrions montrer ici, c'est la grande instabilité qui marque l'image politique elle-même. En effet, l'image négative que nous avons décrite coexiste avec une image inverse, et ce jusque très tard, aussi bien dans la grande presse, chez les «observateurs autorisés» qu'au Quai d'Orsay. Cette image positive inverse trait pour trait les caractéristiques supposées de la Hongrie: marquée par la francophilie, luttant depuis des siècles contre l'influence allemande, prête à faire alliance avec les Slaves pour réorienter la politique de la Double Monarchie, elle serait «le maillon faible de la Triple alliance». On sait que c'est cette image qui prévalait dans certains cercles parisiens, notamment dans le salon de Madame Adam et dans les colonnes de sa *Nouvelle Revue*, lorsque, de 1879 à 1889, elle a rêvé d'une «alliance franco-hongroise». On sait aussi que quelques mois avant le début de la Première Guerre mondiale, Mihály Károlyi, le futur chef du gouvernement hongrois de 1918, était venu en France demander à Poincaré de soutenir cette Hongrie francophile et réconciliée avec les Slaves, sans grand succès. Mais c'est entre ces deux épisodes que se situe la période la plus riche des rapports politiques franco-hongrois, en particulier lors de la crise hongroise de 1905-1906 et lorsque, de 1906 à 1909, la Coalition hongroise est aux affaires. Il s'agit là d'un épisode exceptionnel dans l'histoire politique de la Hongrie du Compromis: pendant ces quatre années, le Parti libéral, pilier de l'édifice dualiste, est chassé du pouvoir par une Coalition dominée par le Parti de l'indépendance. La crise qui a précédé a profondément ébranlé la Double Monarchie et placé la Hongrie au premier plan de la scène européenne.

Après avoir étudié les hésitations des observateurs français dans les premières années du siècle, attentifs à l'agitation anti-germanique qui semble se développer en Hongrie, mais très critiques à l'égard de l'opposition hongroise au début de la crise, on verra comment, à partir de l'été 1905, une partie d'entre eux s'est brutalement retournée en faveur de la Coalition et a cru pouvoir assister, avec son arrivée au pouvoir en avril 1906, à une réorientation de la politique hongroise. Mais très vite, les espoirs intempestifs font place à un certain désenchantement, tant au Quai d'Orsay que dans l'opinion¹¹⁵.

Les premières hésitations françaises

La reconstitution d'un réseau magyarophile français

Le véritable point de départ de cette période d'intérêt accru pour la Hongrie se situe à la veille de l'Exposition du Millénaire de la Hongrie de 1896. C'est à ce moment qu'on assiste à la reconstitution d'un réseau magyarophile en France. Les «amis de la Hongrie» groupés autour de Madame Adam se sont dispersés à la fin des années 1880 et le relais est pris par des hommes nouveaux, plus proches

¹¹⁴ «Voyageurs français en Hongrie au tournant du siècle», in *L'image de la Hongrie en France*, p. 45-61; «Les fêtes du Millénaire de la Hongrie vues par la France», *Cahiers d'études hongroises*, 1996/8, p. 155-176

¹¹⁵ Pour étudier les contacts politiques entre les deux pays pendant cette période, nous nous sommes appuyés sur deux sources restées inexploitées: d'une part, les différents écrits de Raoul Chélar, un membre particulièrement actif des réseaux franco-hongrois, et notamment sur le journal qu'il édite de 1901 à 1910, *La France à l'étranger*; d'autre part, les rapports envoyés au Quai d'Orsay par Louis de Fontenay, consul général à Budapest de 1906 à 1912. L'étude du *Temps*, du *Figaro* et de *L'Écho de Paris* permet une première approche de l'évolution de l'image politique de la Hongrie dans la presse, tandis que les différents travaux de René Henry et les articles de la *Revue politique et parlementaire* peuvent être considérés comme représentatifs des opinions «autorisées» sur la Hongrie. Pour plus de précision, on pourra consulter BAUQUET (Nicolas), *Les francophiles hongrois entre nationalisme et occidentalisme, 1896-1914*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard Michel, 1999, 214 p.

du gouvernement hongrois, et qui deviennent rapidement les personnalités de référence du domaine hongrois dans le milieu des revues parisiennes. Deux personnages, qui commencent tous deux leur carrière de publicistes de l'amitié franco-hongroise en 1895, jouent ici un rôle central. Le premier est Ignác Kont, Hongrois installé en France au début des années 1880, et qui, grâce au soutien du gouvernement hongrois et à une thèse en Sorbonne, devient le promoteur attitré de la littérature hongroise en France. Publiant de nombreux livres et une foule d'articles, il ouvre, en 1902, un cours libre de littérature hongroise à la Sorbonne. Le second est Raoul Chélar, issu d'une famille française émigrée en Hongrie, et qui revient à Paris en 1895. Très vite, il est en charge du domaine hongrois dans certaines grandes revues, notamment la *Revue blanche* à partir de 1895, et surtout le *Mercure de France* de 1899 à 1904. A partir de 1901, il fonde même son propre journal, *La France à l'étranger*, dont il publiera 67 numéros jusqu'en 1910. Cette feuille sans doute confidentielle n'en contient pas moins de précieuses informations sur les contacts franco-hongrois. Il entretient de nombreux contacts, tant en France qu'en Hongrie: il est à la fois correspondant parisien du *Budapesti Hirlap* (le journal de Budapest), un des grands quotidiens de la capitale, et employé au service de presse du Quai d'Orsay.

1899-1901: la France et la campagne de Gábor Ugron

En marge de ces réseaux liés au Parti libéral au pouvoir en Hongrie, on assiste, dans les premières années du siècle, à une courte renaissance des espoirs placés par certains dans l'opposition hongroise, ce Parti de l'Indépendance opposé au Compromis, et dont la fraction la plus francophile, dirigée par Gábor Ugron, recommence à attaquer la Triple Alliance à partir de 1899. Fait notable, cette campagne anti-germanique qui reste marginale à Budapest reçoit un important écho en France. Une partie des observateurs français, gagnée par l'obsession du pangermanisme, voit aussitôt dans cette agitation le signe d'une possible réorientation de la politique hongroise, dans le sens d'une hostilité à l'Allemagne et d'un rapprochement avec les Slaves.

C'est le cas par exemple d'André Chéradame. Dans son essai à succès, *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XXe siècle*, paru en 1901, il se réjouit du «courant d'opinion anti-allemand» qui se développe à Budapest. La très sérieuse *Revue politique et parlementaire* elle-même publie un article anonyme consacré au «rapprochement des races latines et slaves de l'Autriche-Hongrie»¹¹⁶, présentant la Hongrie comme «le point faible» de la Triplice. Un observateur beaucoup plus «autorisé» que Chéradame, René Henry, révisé lui aussi sa position à propos de la Hongrie. On le verra, ce n'est ni la première, ni la dernière fois, et les revirements réguliers de cet éminent spécialiste de l'Autriche-Hongrie, issu de l'École des sciences politiques et disciple d'Anatole Leroy-Beaulieu, sont d'excellents indicateurs de l'évolution de l'image de la Hongrie en France. Dans ses *Questions d'Autriche-Hongrie*, parues en 1898, il dressait un portrait très critique de la Hongrie, principale bénéficiaire de l'alliance allemande, acclamant sans mesure Guillaume II lors de sa visite à Budapest en 1897. Mais l'agitation anti-germanique trouve en lui un observateur attentif. Dès novembre 1900, il publie un article dans la *Revue d'Europe*, signé de ce pseudonyme évocateur: «un Gaulois qui aime les Hongrois et les Slaves»¹¹⁷, dans lequel il encourage solennellement la Hongrie à se réconcilier avec les Slaves pour faire échec à «l'hégémonie prussienne».

¹¹⁶ 10 février 1901, p. 245-269.

¹¹⁷ Explication d'un Français de France», *Revue d'Europe*, novembre 1900, p.321-330. C'est Raoul Chélar qui affirme qu'il est de René Henry, voir «Appréciations françaises sur la Hongrie», *La France à l'étranger*, n°2, p. 2

Ce court épisode est riche d'enseignements qui seront confirmés par la suite. Il montre l'extrême instabilité de l'image politique de la Hongrie en France. Mais si les observateurs français sont prompts à modifier leur jugement sur la politique hongroise, leurs aspirations, elles, sont constantes: ils rêvent d'une Hongrie qui, sans remettre en cause le cadre de la Double Monarchie, romprait avec son orientation allemande et se réconcilierait en même temps avec les Slaves. Pour eux, il n'y a donc pas de contradiction entre slavophilie et magyarophilie: ils ne demandent qu'à les conjuguer toutes deux avec la germanophobie. La crise hongroise sera le moment privilégié de cette conciliation.

Un jugement très critique sur le début de la crise hongroise

L'opinion française est pourtant très défavorable, au départ, à l'agitation politique provoquée par l'opposition hongroise à partir de 1903. Le Parti de l'indépendance, opposé au Compromis, pose ses conditions à l'augmentation du contingent de l'armée commune demandée par le gouvernement, gardien de l'édifice dualiste: il exige la transformation de l'organisation militaire dans un sens plus conforme à ses exigences nationales, et demande notamment le remplacement de l'allemand par le hongrois comme langue de commandement en Hongrie. Une telle revendication porte atteinte à l'un des fondements de la Double Monarchie, et François-Joseph, dans son ordre du jour de Chlopy, en septembre 1903, se montre déterminé à ne pas céder. L'affrontement se durcit entre une opposition qui pratique l'obstruction au Parlement, et un nouveau gouvernement, dirigé par István Tisza, qui utilise des méthodes de plus en plus expéditives pour en venir à bout, au point de provoquer, à la fin de 1904, le regroupement de tous ses adversaires en une «Coalition».

Jusqu'à la fin de 1904, les observateurs français jugent très sévèrement l'action de l'opposition hongroise dont ils critiquent le nationalisme outrancier. En s'attaquant à l'armée, pilier de l'édifice habsbourgeois¹¹⁸, la crise hongroise affaiblit une puissance considérée comme une pièce maîtresse de l'équilibre européen. Qu'il s'agisse de la presse, des revues «autorisées» ou des réseaux franco-hongrois, la réprobation est générale. C'est ainsi que le Figaro, qui deviendra un défenseur acharné de la Coalition hongroise, condamne pour l'instant «l'obstruction systématique et violente de l'opposition», et vante «l'habileté et le courage déployés» par Tisza¹¹⁹. René Henry, revenu de ses espérances de 1901, déplore que l'opposition «s'efforce d'ébranler l'édifice habsbourgeois»¹²⁰. *La Revue politique et parlementaire* adopte elle aussi une position critique. En juin 1905, Alcide Ebray y décrit «l'évolution fatale» de la nation hongroise dont les revendications sont d'abord tournées contre les minorités: «Isolée au centre de l'Europe, sentant autour d'elle et en elle la menace des nationalités hostiles, elle exalte son patriotisme, son nationalisme. Elle voudrait faire de l'armée sa grande école de nationalisation»¹²¹. Susceptible d'ouvrir la voie au *Drang nach Osten* en déstabilisant l'Autriche-Hongrie, exaspérant les nationalités par son chauvinisme outrancier, l'opposition hongroise est doublement condamnée. Elle ne rencontre pas même de soutien dans les réseaux franco-hongrois, restés fidèles au Parti libéral.

Les espoirs français dans la Coalition

¹¹⁸ C'est d'ailleurs ce thème que développe un livre d'Émile Terquem, *Armée, races et dynasties en Autriche-Hongrie*, Paris, Cerf, 1903, XI et 108p.; l'étude est publiée en articles dans la *Revue politique et parlementaire*.

¹¹⁹ 27 et 30 janvier 1905.

¹²⁰ *Le Correspondant*, 25 mai 1905, article reproduit dans *Des Monts de Bohême au Golfe persique*, p. 161.

¹²¹ *Revue politique et parlementaire*, 1905/44, p. 619-620.

Juin-juillet 1905: le Quai d'Orsay a-t-il «sondé la voie hongroise»?

Au début de 1905, la crise change de nature: la Coalition formée à la fin de 1904 a remporté haut la main les élections de janvier, provoquées par la dissolution du Parlement par István Tisza. Elle n'est donc plus une minorité obstructionniste, mais une majorité opposée au gouvernement extra-parlementaire du général Géza Fejérváry, nommé en mai 1905. Cette nouvelle majorité cherche désormais à internationaliser la crise hongroise et, forte de sa légitimité électorale, se tourne vers l'Occident, et notamment vers la France.

Or, à ce moment, au Quai d'Orsay, on a beaucoup plus de raisons d'être attentif aux avances hongroises qu'en janvier 1900. Pendant que l'allié russe, défait par le Japon, perd toute crédibilité, la France est en difficulté face à l'Allemagne dans l'affaire du Maroc, qui provoque la démission de Delcassé le 6 juin 1906. Il n'était pas absurde alors de songer à utiliser la paralysie de la Double Monarchie, qui affaiblit indubitablement la Triple Alliance.

C'est dans ce contexte qu'il convient d'analyser les révélations faites par Raoul Chélar d dans ses *Mémoires d'un nègre du Quai d'Orsay*¹²², parus en 1937. Il y affirme que «dans les premiers jours de juin 1905, M.Delcassé, à la veille de quitter le ministère, me fit sonder par M.Robert de Billy [...] pour savoir s'il m'était possible de coordonner le mécontentisme magyar avec le nôtre. [...] Je répondis par l'affirmative". On sait qu'à l'époque, Raoul Chélar d travaille effectivement au Quai d'Orsay, au service de presse, où il traduit les journaux hongrois. Or, si Chélar d dispose souvent de très bonnes informations, et est effectivement introduit dans les milieux politiques hongrois, il n'est pas toujours fiable, et cette information apparaît impossible à recouper.

Une des affirmations de Chélar d peut pourtant être confirmée: «le résultat de mes conversations à Budapest fut que nous nous entendîmes sur une campagne de presse commune». Effectivement, dès le mois de juillet 1905, la cause de la Coalition trouve soudain des avocats au sein de la presse française. C'est d'abord le cas de Chélar d lui-même: pendant l'été, il publie une brochure intitulée *La crise hongroise et l'opinion*¹²³, reproduite dans numéro 44 de *La France à l'étranger*, daté de fin juillet. Prenant le contre-pied des thèses qu'il défendait encore en novembre 1904, il y dénonce violemment les méthodes de Tisza, se veut rassurant sur les intentions de la Coalition («La Hongrie n'a nulle intention de se séparer de l'Autriche»), et considère les revendications magyares parfaitement justifiées. Surtout, dans son numéro du 8 juillet, la *Revue bleue* publie une interview de Ferenc Kossuth, le chef du Parti de l'Indépendance, qui explique à sa manière la crise hongroise: «bien certainement la France n'aurait jamais toléré que sa glorieuse armée soit commandée en allemand. Tout Français doit trouver naturel que la patience des Hongrois vient [sic] à bout sur ce sujet»¹²⁴. Parmi les grands organes de presse, *Le Figaro*, sous l'impulsion d'Eugène Lautier, commence lui aussi à prendre le parti de la Coalition.

Septembre 1905-mars 1906: une vague demagyarophilie

¹²² Paris, 43 p., édité à compte d'auteur.

¹²³ Paris, Éditions de *La France à l'étranger*, 28 p.

¹²⁴ KOSSUTH (François de), «La crise hongroise», *La Revue bleue*, 1905/2, p.33-35.

Les derniers mois de 1905 marquent une évolution très importante dans la manière dont les relais d'opinion perçoivent et relatent la crise hongroise. On assiste alors, pendant quelques mois à une conjonction entre magyarophilie, slavophilie et anti-germanisme.

La situation en Autriche-Hongrie semble en effet évoluer vers le rêve de nombreux observateurs français, depuis Madame Adam jusqu'à René Henry, un rapprochement des Magyars et des Slaves contre l'orientation allemande de la Double Monarchie. D'une part, l'hostilité des Hongrois envers Vienne commence à se doubler d'un ressentiment envers Berlin: on accuse Guillaume II de pousser François-Joseph à l'intransigeance, en vue de sauvegarder l'outil militaire austro-hongrois. D'autre part, un événement considéré comme décisif intervient le 3 octobre 1905: par la déclaration de Fiume, une partie des députés croates apporte son soutien à la Coalition hongroise dans sa lutte contre Vienne.

Cette double évolution provoque l'enthousiasme d'une partie de la presse française. C'est le cas du *Figaro*, où Eugène Lautier mène désormais une vigoureuse campagne en faveur de la nouvelle politique hongroise. Il voit lui aussi la main de Berlin dans l'entêtement de François-Joseph: «on a fini par se rendre compte (...) qu'il y avait dans tout ceci l'inspiration de Berlin»¹²⁵. Or, si Budapest rompt avec son orientation allemande, «qui sait si les Hongrois et les Slaves ne finiront pas par s'entendre contre Vienne?»¹²⁶.

Raoul Chélaré tente d'exploiter cette situation favorable pour amplifier ce courant magyarophile, et ce à plusieurs titres. D'abord en tant que correspondant à Paris du *Budapesti Hirlap*, un des principaux organes de la Coalition. Il relate l'effet produit en Occident par la déclaration de Fiume et encourage les Hongrois à adresser à l'étranger d'autres signes d'un changement de leurs intentions à l'égard des minorités. Ensuite, il se sert de *La France à l'étranger* comme d'une agence de presse officieuse, rassemblant les informations susceptibles de servir la propagande de la Coalition. Enfin, à partir de décembre 1905, il inspire directement la ligne de *L'Echo de Paris*, qui devient l'un des organes les plus actifs dans la campagne de presse¹²⁷.

Plus encore que celle des publicistes, c'est l'évolution de certains des principaux spécialistes des affaires austro-hongroises qui est significative. La conversion la plus spectaculaire est celle de Charles Loiseau, un des promoteurs français de l'idée d'un «État yougoslave servant de rebord aux couches allemandes et magyares»¹²⁸, considérant avec constance les Magyars comme les auxiliaires de l'impérialisme germanique. Or, le manifeste de Fiume fait brusquement de lui un défenseur de la Coalition hongroise. Le 15 décembre 1905, il publie dans la *Revue de Paris* un important article intitulé «Hongrois et Croates». Il se fait l'écho enthousiaste de cette «contagion de concorde» qui a gagné la Hongrie et la Croatie, et fait l'éloge des «Hongrois de bon sens et de large culture, qui ont fini par former le noyau de la Coalition». C'est aussi à l'automne 1905 que René Henry retrouve ses accents magyarophiles de 1900. Le 16 octobre 1905, quelques jours après la déclaration de Fiume, il évoque la possibilité d'un changement décisif de la politique hongroise, et d'une éventuelle reconstitution de l'alliance entre les «trois forces qui firent la grandeur des Jagellons», les Tchèques, les Magyars et les Polonais. Mais c'est le voyage en Hongrie qu'il effectue à partir de décembre, comme envoyé spécial du *Temps*, qui le convainc d'apporter un soutien prudent mais réel à la Coalition: «Gardons-nous de nous montrer hostiles à des hommes qui demain - peut-être - feront une

¹²⁵ LAUTIER (Eugène), «La situation en Hongrie», *Le Figaro*, 28 février 1906.]

¹²⁶ LAUTIER (Eugène), «En Hongrie», *Le Figaro*, 28 décembre 1905

¹²⁷ CHÉLARÉ (Raoul), «La crise hongroise», *L'Écho de Paris*, 26 décembre 1905.

¹²⁸ LOISEAU (Charles), *L'équilibre adriatique*, Paris, Perrin, 1901, p. 232.

Hongrie nouvelle et amie ou tout au moins neutre». Ainsi, des interviews qu'il envoie au *Temps* pendant son séjour, publiées du 20 décembre 1905 au 7 janvier 1906, deux émanent de personnalités hostiles à la Coalition (Fejérváry et son ministre József Kristoffy), alors que les six autres lui sont favorables. Ces six interviews dressent de la politique de la Coalition une image propre à séduire les observateurs français: Jenő Rákosi met en avant l'hostilité grandissante du pays envers la Triple Alliance; Géza Polonyi insiste sur la volonté d'entente avec les Slaves, et en particulier le rapprochement magyaro-tchèque; le baron Desző Bánffy y ajoute une précision décisive: «c'est évidemment de votre intérêt que nous ne bouleversions pas l'Autriche-Hongrie; mais nous ne voulons pas la bouleverser. Dites-le bien. Telle est la vérité. Il est de notre intérêt qu'on le sache».

Ainsi, le courant d'opinion favorable à la Coalition, qui commence à s'organiser à l'été 1905, reçoit une impulsion décisive à la fin de l'année. Au printemps 1906, il est même devenu assez important pour provoquer une certaine inquiétude dans le camp autrichien. En témoigne l'interview donnée par le général Fejérváry au *Petit Parisien*, au début de mars 1906¹²⁹. Il s'y dit «réellement surpris, et même un peu stupéfait» du succès des thèses de la Coalition. «On ne peut qu'être surpris de voir que quelques journaux français ajoutent foi - une foi presque ingénue, passez moi le mot - à ces promesses abondantes de l'opposition hongroise, suivant lesquelles il suffirait qu'un cabinet Andrassy vienne au pouvoir, en Hongrie, pour que soit immédiatement et inévitablement rompue la Triple Alliance. [...] Que l'opinion française reste l'amie de l'opinion hongroise si cela lui fait plaisir, mais qu'elle n'en devienne pas la dupe!».

Même s'il parle d'un «innocent flirt diplomatique [qui] ne nous inspire aucune inquiétude», le fait que le Président du Conseil hongrois ait considéré cette mise au point comme nécessaire montre que les succès enregistrés en France par la Coalition sont réels et sont suivis avec attention par ses adversaires.

Avril 1906: les francophiles au pouvoir?

Le 7 avril 1906, la crise hongroise se dénoue brutalement: les leaders de la Coalition accèdent au gouvernement sur la base d'un «pacte d'avri» avec François-Joseph. Accueillis en vainqueurs à leur retour de Vienne par la population de Budapest, ils n'en ont pas moins renoncé à la majeure partie de leurs revendications, notamment dans le domaine militaire.

Pourtant, les partisans français de la Coalition jugent ce dénouement porteur de promesses: pour eux, c'est le «parti francophile» qui est désormais au pouvoir, et la France pourra bientôt en tirer des bénéfices politiques. Telle est par exemple l'opinion d'Eugène Lautier: «il faudra compter dorénavant sur un facteur nouveau dans la politique étrangère de l'Autriche-Hongrie, c'est l'avènement du parti Kossuth, (...) dont les sympathies sont pour la France et l'Italie, et non pour l'Allemagne»¹³⁰. Pendant les premiers mois du nouveau gouvernement, *L'Echo de Paris*, qui puise toujours ses informations auprès de Chélar, met en exergue tout les éléments susceptibles de confirmer ce tournant politique hongrois. C'est ainsi qu'en octobre 1906, André Mévil salue la démission de Agénor Goluchowski, ministre commun des Affaires étrangères, victime de l'hostilité des Hongrois à sa politique trop complaisante à l'égard de Berlin: «la victoire que viennent de remporter les Hongrois est significative.

¹²⁹ Article repris dans la *Revue d'Orient*, 10 mars 1906

¹³⁰ «Les Hongrois et la Triplice», *Le Figaro*, 1er mai 1906

Elle prouve que désormais la politique autrichienne ne pourra plus se faire la complice des louches combinaisons de la politique allemande, car elle doit compter avec la Hongrie¹³¹.

Ces espoirs fondés sur le nouveau gouvernement sont partagés par le nouveau consul général à Budapest, Louis de Fontenay. Dès son arrivé en avril 1906, il se fait l'avocat de la Coalition auprès du Quai d'Orsay, et nourrit les plus grands espoirs dans un rapprochement franco-hongrois, qui permettrait de «faire de la Hongrie un rempart infranchissable contre lequel viendra échouer la poussée germanique»¹³².

Ces espoirs du consul sont-ils partagés par le Quai d'Orsay lui-même? S'il est difficile de savoir si Raoul Chélaré est reparti à Budapest le 21 avril 1906 sur ordre du ministère des Affaires étrangères, comme il l'affirme dans ses mémoires, on sait en revanche avec certitude que Paris, sans nourrir de grandioses projets de retournement d'alliances, a tenté de tirer certains bénéfices politiques de l'arrivée au pouvoir de la Coalition, en particulier dans l'affaire des canons serbes. L'Autriche-Hongrie cherche, en effet, à empêcher Belgrade d'effectuer une importante commande d'armements à la France, et à l'obliger de se tourner vers Škoda. Encouragé par les déclarations de la Coalition réclamant une réorientation de la politique étrangère commune dans les Balkans, le Quai d'Orsay charge le consul de Fontenay et l'ambassadeur à Vienne, Reverseaux, d'obtenir du nouveau gouvernement qu'il fasse pression sur Vienne pour laisser à la Serbie sa liberté de choix.

Le temps des désillusions

Le jeu de la Coalition

Mais ces espoirs placés dans le nouveau gouvernement par une partie de la presse française et, dans une certaine mesure, par le Quai d'Orsay, sont rapidement déçus: le décalage apparaît bientôt évident entre les attentes françaises et les intentions réelles de la Coalition. Le nouveau gouvernement désire pourtant mener avec Paris une politique de coopération active, mais dans un tout autre domaine que la politique extérieure: en matière économique et financière. Le but est d'attirer en Hongrie des investissements industriels français, et de permettre l'inscription à la cote de Paris d'un emprunt de 500 millions de couronnes¹³³. En matière politique, la Coalition cherche à nourrir les illusions françaises en évitant soigneusement tout geste susceptible de mécontenter Vienne. C'est notamment le jeu que mène Ferenc Kossuth, devenu ministre du Commerce dans le nouveau gouvernement, lors de ses conversations avec le consul, pendant lesquelles il «insiste sur la nécessité de créer «tout d'abord» des relations économiques entre nos deux pays»¹³⁴: il s'agit de laisser miroiter des concessions politiques pour obtenir «tout d'abord» des avantages économiques et financiers.

¹³¹ MÉVIL (André), «La démission de M. Goluchowski», *L'Écho de Paris*, 23 octobre 1906, p. 1

¹³² Rapport du 23 mai 1907 du consul de Fontenay à Stephen Pichon (Archives du ministère des Affaires étrangères, ci-après AMAE, NS, Autriche-Hongrie, volume 27

¹³³ Sur le problème décisif de l'emprunt hongrois, cf. MICHEL (Bernard), *Banques et banquiers en Autriche-Hongrie au début du XXe siècle*, Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1976, p. 249-255

¹³⁴ Rapport du 10 juillet 1906 du consul de Fontenay, *idem*

Il s'avère ainsi très rapidement que Budapest n'est pas prêt à faire les gestes politiques attendus par Paris. Ni de Fontenay ni Reverseaux n'obtiennent de garantie hongroise à propos de l'affaire serbe. Relatant sa rencontre avec Ferenc Kossuth au début du mois de juillet, l'ambassadeur à Vienne écrit à son ministre Léon Bourgeois: «à ma demande d'user de son influence pour assurer la liberté absolue de son choix au gouvernement serbe, M.Kossuth s'est dérobé. Nous n'avons donc pas plus à mon avis à compter sur les Hongrois que sur les Autrichiens dans cette affaire»¹³⁵. Il s'avérera vite que, loin de jouer un rôle modérateur vis-à-vis de la Serbie, la Hongrie porte une lourde responsabilité dans la détérioration des relations austro-serbes: c'est avant tout pour satisfaire les intérêts agrariens hongrois que Vienne déclenche, à l'été 1906, la «guerre du cochon» contre la Serbie.

L'échec du consul

Malgré ces premiers éléments, Louis de Fontenay continue de croire à la possibilité d'un rapprochement à la fois politique et économique avec la Hongrie, au point d'entrer en conflit avec le nouvel ambassadeur à Vienne, Crozier, qui critique auprès du ministère le caractère hasardeux de la démarche de son consul.

Convaincu de la bonne volonté politique de la Coalition, même si «pour l'instant» elle ne peut réellement s'engager sur ce terrain, de Fontenay déploie une grande énergie pour satisfaire les désirs hongrois, parfois avec succès. C'est le cas à la fin de 1906, lorsque, grâce à son entremise, l'agence Havas ouvre un bureau d'information à Budapest¹³⁶. Il s'agit là d'une revendication ancienne des Hongrois, qui déplorent que les informations sur leur pays parviennent à l'Occident déformées par le «filtre viennois». Toutefois, cette motivation politique, dominante pendant la crise, s'efface devant le souci économique (transmettre des informations économiques sur la Hongrie pour attirer les investisseurs), et devient même gênante pour le gouvernement: Sándor Wekerle, le chef du gouvernement, insiste sur le caractère strictement économique que devra revêtir le bureau. En février 1907, devant le mécontentement exprimé par Aloys Aerenthal, le ministre commun des Affaires étrangères, il envisage même sa fermeture.

Le consul s'engage également sur la question de l'investissement français en Hongrie, chère à Ferenc Kossuth. Pour de Fontenay, il s'agit de contrer l'influence allemande et de prendre pied en Hongrie avant que n'intervienne la séparation douanière, prévue au plus tard pour 1917. Il obtient du Quai d'Orsay l'envoi en mission du consul de France à Bâle, Maurice de Coppet, à partir de décembre 1906, pour évaluer les opportunités d'investissement en Hongrie. Raoul Chélard et Hugues le Roux, directeur de la section commerciale du *Matin*, invité à Budapest par le consul, font campagne à Paris pour un engagement économique français en Hongrie¹³⁷. Pourtant, malgré les efforts hongrois et leurs relais français, la mission Coppet n'aura pas de suite. Le ministère du commerce français met son veto contre toute installation en Hongrie, refusant de faire une exception au dogme de la protection de l'industrie installée sur le sol national, qui pourrait être concurrencée par les nouvelles industries hongroises. Il n'est donc pas question pour Paris d'accorder à la Hongrie des avantages économiques sans contrepartie politique.

¹³⁵ Reverseaux à Bourgeois, Vienne, télégramme n°89 du 4 juillet 1906, in *Les origines de la guerre de 14*.

¹³⁶ Voir les rapports du consul du 5 septembre et du 6 février 1906 (AMAE, NS, Autriche-Hongrie, volume 28).

¹³⁷ Voir LE ROUX (Hugues), «France et Hongrie», *Le Matin*, 20 mai 1907.

Mais la question principale qui concerne la coopération financière reste encore en suspens, : oui ou non la France acceptera-t-elle l'inscription de l'emprunt hongrois à la cote de Paris? Ici encore, Crozier et de Fontenay s'opposent. Alors que le premier, après quelques hésitations, finit par s'y opposer («notre coopération financière avec un État de la Triplice peut-elle s'accorder sans inconvénient?»), le second continue de croire que la France peut tirer bénéfice d'une coopération financière avec «l'aile francophile de la Triple Alliance». En août 1908, il convainc Joseph Caillaux de faire étape à Budapest¹³⁸. Censé être là à titre purement privé, en vacances, celui que le grand hebdomadaire illustré appelle avec respect «le ministre des finances de la nation la plus riche du monde» n'en visite pas moins la bourse de Budapest en compagnie du Président du Conseil, Wekerle, et reçoit un accueil très empressé de la part des officiels comme de la population. Mais la question ne sera tranchée par Paris qu'en septembre 1910: elle reste en suspens pendant toute la période du gouvernement de la Coalition.

Refus hongrois de toute concession politique substantielle, refus français d'octroyer des avantages économiques ou financiers en l'absence de signe politique clair: le «flirt diplomatique» reste bien platonique, et les projets grandioses du consul se révèlent de plus en plus chimériques. C'est ce qu'illustre la tournure prise par l'inauguration à Pécs, le 31 mai 1908, d'un monument français à la mémoire des soldats de Napoléon restés prisonniers dans cette ville en 1809¹³⁹. Conçue comme une grande manifestation d'amitié franco-hongroise, et suscitant à ce titre l'hostilité de Crozier, elle est finalement «rentrée dans son véritable cadre, (...) [celui] d'une cérémonie purement locale»¹⁴⁰, comme le constate avec satisfaction l'ambassadeur. C'est lui qui a en effet dissuadé le Président du conseil et les ministres de la Guerre et des Affaires étrangères français de figurer dans le comité d'honneur, comme ils l'envisageaient. Les «hauts-protecteurs» hongrois, Ferenc Kossuth et Albert Apponyi, seront eux-mêmes absents, préférant infliger au consul un camouflet plutôt que de risquer de donner à la cérémonie un caractère politique qui pourrait indisposer Vienne.

Fontenay continue malgré tout de militer pour un rapprochement franco-hongrois. Dans une dépêche du 25 juin 1908, il expose à nouveau ses plans pour l'avenir. «Dans un conflit européen éventuel qui viendrait à surgir, l'Autriche-Hongrie peut être appelée à jouer un rôle. Or la France n'a rien à attendre de l'Autriche proprement dite, elle doit en être convaincue; c'est la Hongrie seule qui pourra peser de toute son autorité en faveur de la France dans l'attitude que prendra la diplomatie commune»¹⁴¹.

Un peu plus de trois mois plus tard, le 5 octobre 1908, la Double Monarchie provoquait une crise européenne majeure en proclamant l'annexion de la Bosnie Herzégovine. Aucune voix discordante ne s'est alors faite entendre au sein du gouvernement hongrois et le soutien à cette décision a été unanime. Il est devenu clair que la France n'avait rien à attendre d'une influence modératrice de la Hongrie au sein de la Triple Alliance.

La presse française face à la politique de la Coalition

¹³⁸ Voir «Louis de Fontenay», *Vasárnapi Ujság* [journal du dimanche], 30 août 1908

¹³⁹ Les documents relatifs à l'inauguration du monument de Pécs sont classés aux AMAE, NS, Autriche-Hongrie, volume 57, commémoration des batailles napoléoniennes, 1897/1914

¹⁴⁰ Dépêche de Crozier à Pichon, n°135, 9 juin 1908.

¹⁴¹ Dépêche n°165, AMAE, NS, Autriche-Hongrie, volume 9

Pendant ce temps, les journalistes et spécialistes qui avaient salué avec enthousiasme l'arrivée au pouvoir de la Coalition connaissent un progressif désenchantement. La démission de Goluchowski paraît un résultat bien mince en regard des déclarations anti-triplicistes du temps de crise. Mais c'est surtout sur le problème croate que la déception est la plus profonde. Il apparaît très vite qu'en matière de nationalités, la Coalition n'a pas rompu avec les méthodes et les objectifs de ses prédécesseurs. Dès l'été 1906, les incidents avec les Croates se multiplient, notamment sur le problème de la langue à employer dans les chemins de fer. Au début de 1907, les députés croates en viennent à pratiquer l'obstruction au Parlement de Budapest. Les espoirs français d'une alliance entre Magyars et Slaves de l'Empire s'envolent en fumée. A la place, c'est à une aggravation de la politique de magyarisation que l'on assiste: malgré toutes les justifications officielles, la loi Apponyi de 1907 apparaît aux yeux de tous comme une machine de guerre contre les écoles des nationalités. Revenu en Hongrie pour une nouvelle enquête au début de 1907, René Henry ne nourrit plus guère d'illusions sur la politique de la Coalition.

A l'instar du consul, Raoul Chélarde défend au contraire jusqu'au bout la politique du gouvernement. Mais, d'animateur d'une vaste campagne de presse, il devient le défenseur isolé des thèses de la Hongrie officielle, et parvient de moins en moins à masquer l'écart entre les attentes françaises et la réalité de la politique de la Coalition. Il en est réduit à évoquer systématiquement l'idée d'un complot austro-allemand, notamment dans les événements de Croatie. *La France à l'étranger*, d'agence de presse officieuse de certains grands journaux parisiens, est redevenue une feuille confidentielle. Ayant pratiquement cessé de paraître depuis janvier 1909, le journal publiera son dernier numéro, le soixante-septième, le 5 avril 1910.

Un des aspects marquants de cette période est donc la grande instabilité des jugements portés par les observateurs français sur la politique hongroise. Deux images diamétralement opposées de la Hongrie coexistent jusqu'à la fin des années 1900, et se substituent l'une à l'autre avec une grande facilité. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine constitue à cet égard, comme à bien d'autres, une césure importante: la France ne croit plus, désormais, à un changement de la politique hongroise. C'est à la lumière de l'échec de 1906-1908 qu'il faut considérer la méfiance rencontrée à Paris par les projets de Károlyi. S'il fallait déterminer le début de «l'avant-Trianon», c'est sans doute entre octobre 1908 et septembre 1910, date du refus français des emprunts hongrois, qu'il faudrait le situer.

Cet épisode met également en lumière la force, mais aussi les limites de l'influence des réseaux magyarophiles français. S'il n'est pas établi avec certitude que Chélarde ait effectivement servi d'intermédiaire entre le Quai d'Orsay et la Coalition, il est en revanche certain qu'il a joué un rôle décisif dans la campagne de presse en faveur de cette dernière, et qu'il a joué à ce moment le rôle d'informateur d'une partie de la presse. Mais la crise hongroise, en plaçant la Hongrie sur le devant de la scène européenne, provoque un mouvement de curiosité qui dépasse les professionnels de «l'amitié franco-hongroise» de leur statut d'intermédiaire obligé. Avec René Henry, René Gonnard, Raymond Recouly, Gabriel-Louis Jaray et surtout Louis Eisenmann, le public français dispose désormais de spécialistes indépendants, aux informations de première main. De manière symptomatique, c'est Eisenmann qui succèdera à Kont à la chaire de littérature hongroise de la Sorbonne en 1912. Ainsi, cet «innocent flirt diplomatique», s'il a marqué un temps le triomphe des réseaux franco-hongrois, a joué un rôle décisif dans leur marginalisation.

Nicolas Glady

Nicolas Glady, p. 83-100

→ [Les partis monarchistes russes émigrés à Paris 1919-1939](#)

uniquement sur PDF :

http://www.pantheonsorbonne.fr/fileadmin/IPR/article_PDF/article_Nicolas_Glady.pdf

NOLWEEN CARDINAL

Nolwenn Cardinal, p. 101-129

→ « L'expérience de l'émancipation féminine » en Russie soviétique de 1917 à 1936 : un jeu de dupes ?

Le discours marxiste attachait une grande importance à l'égalité de l'homme et de la femme et à l'émancipation de cette dernière. Dans ce discours, émanciper la femme signifiait en faire une citoyenne consciente, libérée de tâches domestiques avilissantes, à qui la participation à la production socialiste permettrait l'indépendance économique, source de liberté, notamment dans ses relations avec les hommes. Cette émancipation, qui verrait à terme la disparition de la famille, devait découler de la réussite de la révolution.

Au regard de ces ambitions reprises par les bolcheviks, l'expérience soviétique d'«émancipation des femmes», dont le régime de l'URSS se glorifia toujours, et qui put sembler un modèle, apparaît plutôt, à la lumière des nouvelles recherches, et malgré l'ampleur de certaines réalisations, comme un échec et un jeu de dupes, dont les femmes furent, dans une certaine mesure, les victimes.

La confrontation du discours bolchevique à ses applications réelles et ses conséquences sur les femmes russes permet de retracer l'histoire de la révolution du côté des femmes, et, par là, d'éclairer tout un pan de l'histoire largement méconnu, en France particulièrement, où aucun ouvrage ne retrace en détail l'histoire de ces femmes de manière satisfaisante. L'histoire générale s'est bornée à rappeler les programmes d'émancipation dont les femmes bénéficièrent, comme par exemple les réalisations soviétiques en matière de protection de la femme et de l'enfant, le rôle exceptionnel joué par les femmes pendant la révolution, leurs responsabilités importantes dans le monde du travail, plusieurs dizaines d'années avant l'Occident, ou encore à cerner certaines grandes figures féminines.

Pourtant, l'étude des rapports entre l'État et les femmes, et de la vie des femmes en général, paraît indispensable à une meilleure compréhension du fonctionnement du pouvoir soviétique et des réalités sociales de la Russie post-révolutionnaire. D'autant plus indispensable que la réflexion sur la femme et la famille tenait déjà dans les écrits marxistes une place importante. Les femmes représentaient par ailleurs plus de la moitié de la population russe. Elles furent donc l'objet d'enjeux politiques, économiques et sociaux majeurs pendant toute la période.

Les réflexions menées sur l'histoire des femmes viennent ainsi enrichir celles sur la révolution. L'étude des rapports entre les sexes est en effet nécessaire pour aborder le discours politique et les

réalités sociales dans toute leur complexité. Elle permet d'apporter des éléments de réponse aux interrogations propres à toute étude des révolutions, sur les continuités de fait entre l'ancien régime, les premières années révolutionnaires et ce qu'on a pu appeler la réaction stalinienne, par delà les ruptures apparentes induites par la révolution.

L'objet de cet article sera précisément de montrer pourquoi l'«émancipation féminine» mise en œuvre par les bolcheviks dans la période étudiée aboutit à l'instrumentalisation des femmes par le pouvoir. On verra comment, dans le domaine public, les femmes se virent retirer peu à peu tout espace de parole spécifique, ce qui revint à ôter aux plus influentes d'entre elles toute importance politique réelle. Comment ensuite, dans le monde du travail et la sphère privée, le pouvoir politique utilisa le discours de l'«émancipation» féminine pour répondre à des exigences d'ordre politique et économique, principalement la production et la reproduction.

L'ambiguïté de l'égalité citoyenne: du prolétariat «viril» à son incarnation dans un homme, un pouvoir masculin.

Lorsqu'ils arrivèrent au pouvoir, les bolcheviks proclamèrent l'égalité totale entre hommes et femmes, et la législation des années 1917-1920 attribua aux femmes tous les droits civiques, légaux et politiques dont elles bénéficièrent durant toute la période soviétique. L'égalité en droit faisait d'elles des citoyennes à part entière, que l'on voulait conscientes. Dans leur intérêt et celui de la société, il fallait que les femmes se rallient au socialisme. Lénine considérait que:

«Il est impossible d'entraîner les masses dans la politique sans entraîner les femmes dans la politique»¹⁴²

En effet, les femmes apparaissaient aux bolcheviks comme le premier vecteur du conservatisme. L'arriération des femmes et leur pouvoir dans la famille constituaient une menace pour la révolution. La nécessité d'éduquer et de politiser les masses rejoignait la méfiance que les bolcheviks entretenaient à leur égard. Le stéréotype de l'ouvrière arriérée accompagnait celui de la paysanne conservatrice, élément le plus rétrograde de la société. De Lénine à Staline, les hommes au pouvoir cherchèrent à se concilier les femmes. Staline, plus que tout autre, avait conscience de l'enjeu politique qu'elles représentaient. Il déclarait:

«[La femme ouvrière] peut contribuer à l'œuvre commune, si elle est éduquée politiquement. Elle peut ruiner l'œuvre commune, si elle est craintive et ignorante [...]. Les ouvrières et les paysannes sont les mères, les éducatrices de notre jeunesse, avenir de notre pays. Elles peuvent déformer l'âme de l'enfant ou donner à notre jeunesse un esprit sain.»¹⁴³

Traditionnellement, en Russie, en dehors de l'intelligentsia, la vie sociale et publique des femmes, leurs prérogatives politiques étaient très limitées. Les rapports de la paysanne à l'État et à la politique rejoignaient plus généralement ceux entretenus avec la ville: rapport de méfiance, de rejet et d'incompréhension. Si dans les villes, ouvrières, domestiques ou employées jouèrent un rôle

¹⁴² Extrait d'un article de la *Pravda* à propos de la journée internationale des femmes, le 8 mars 1921, in FRÉVILLE (Jean), *La femme et le communisme*, anthologie de textes, Paris, Éditions sociales, 1951, p. 220-221.

¹⁴³ Extrait d'un article paru dans la revue *Kommunistka* en novembre 1923. Cité par FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p.138-139

important dans le cours des événements révolutionnaires, ainsi que dans la guerre civile, elles étaient très peu nombreuses à être vraiment politisées. La participation active à la politique était considérée, de manière générale, comme une prérogative masculine.

Face à cette situation, les bolcheviks créèrent en 1918 un organe spécifique destiné à la propagande et à l'agitation révolutionnaire auprès des femmes, le *Zhenotdel* (*zhenskii otdel*), ou Section féminine du Comité central. Il était animé par les grandes figures féminines du Parti, car selon Lénine,

«l'émancipation des ouvrières doit être réalisée par les ouvrières elles-mêmes.»¹⁴⁴

Par ailleurs, la création de cette institution permit aux bolcheviks de confisquer la parole à tous les autres mouvements de femmes. La poignée d'intellectuels au pouvoir, «fraction éclairée» du prolétariat, représentait la masse des ouvrières et des ouvriers. L'action du *Zhenotdel* devenait, selon la rhétorique bolchevique «le mouvement ouvrier féminin.»

Toutefois, directement lié à cette structure, un certain nombre de journaux fournit aux femmes un forum pour s'exprimer. Or, aux lettres décrivant leurs vies et les abus dont elles souffraient, y compris ceux que leur infligeaient les ouvriers, les rédactrices répondaient par des articles qui révélaient aussi bien les préjugés des bolcheviks que le décalage entre leur conception du rôle des femmes et les préoccupations des travailleuses elles-mêmes. Ainsi pouvait-on lire dans le journal *Rabotnitsa*:

«La question féminine, pour les ouvriers et les ouvrières, est la question des moyens à mettre en œuvre pour attirer dans l'organisation les masses arriérées des travailleuses, de mieux leur expliquer où résident leurs intérêts, de faire d'elles au plus tôt de meilleures camarades de combat.»¹⁴⁵

Ces impératifs idéologiques exprimés sans nuance privaient la propagande d'une partie de son efficacité auprès des femmes. Conséquence d'un tel décalage, bien que la lutte contre l'analphabétisme fut un véritable succès, la pénétration culturelle et l'entrée en politique des femmes fut très lente et les autorités manifestèrent à plusieurs reprises leur inquiétude. Néanmoins les efforts pour attirer les femmes dans la vie politique portèrent quelques fruits. A partir du milieu des années 1920, un nombre modeste de femmes accéda aux niveaux moyens de l'autorité politique et administrative; un petit nombre, qui présentait le profil adéquat, bénéficia de réelles opportunités en matière d'éducation et de politique, et prit une part active dans les diverses organisations communistes. Le pourcentage de femmes dans le parti passa ainsi de 7,8% en 1923 à 13,1% en 1927 et à 16% en 1932. Les villes et les campagnes présentaient toutefois des disparités importantes¹⁴⁶.

Mais alors qu'on encourageait la promotion de la femme dans les organes locaux du gouvernement et de l'administration, la position de celles-ci déclina au plus haut niveau politique. Avant et à l'heure de la révolution, les femmes du parti bolchevique, bien que très minoritaires, jouèrent un rôle essentiel, notamment Alexandra Kollontai, Inessa Armand, Nadejda Kroupskaia, Elena Stassova et quelques autres. Mais en dépit de la proclamation d'une stricte égalité, il existait au sein du

¹⁴⁴ Extrait d'un discours de Lénine du 23 septembre 1915 à la IVe conférence des ouvrières sans parti de Moscou, cité par FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p. 203.

¹⁴⁵ ALPERN-ENGEL (Barbara), «Les femmes dans la Russie des révolutions, 1861-1926», in *Encyclopédie politique et historique des femmes*, Paris, PUF, 1997, p. 450.

¹⁴⁶ Pierre (André), *Les femmes en Union soviétique*, Paris, SPES, 1960, p. 130-132.

mouvement bolchevique un sexisme certain dans les comportements à l'égard des femmes et de leurs activités. Bien des cadres bolcheviques cachaient à peine leur mépris pour le *Zhenotdel*, qualifié de *Bab-kom* (comité des bonnes femmes), ou de *tsentro baba*. Les syndicats répugnaient à y coopérer et les hommes à travailler sous la direction des femmes. Il y avait peu d'égalité pratique dans la machine administrative de l'État, et aucune femme ne se vit jamais attribuer le poste de Premier conseiller des commissaires du peuple¹⁴⁷.

Il faut souligner qu'en plus de ce sexisme, il existait au sein du parti des exigences particulières liées à l'image de la révolutionnaire forgée au XIXe siècle, dont l'engagement fut souvent passionnel et dont l'esprit de sacrifice la rendit chère à ses camarades masculins. Cette idéalisation fixa une norme de comportement que les révolutionnaires s'attendaient à trouver ensuite chez les militantes¹⁴⁸. Lénine évoquait ainsi en 1920

«l'énergie, l'esprit d'abnégation et l'enthousiasme des femmes communistes»¹⁴⁹, à propos du travail réalisé auprès des ouvrières. A l'inverse, sans doute visait-il Alexandra Kollontai lorsqu'il déclarait:

«Je ne jurerais pas de la fiabilité et de l'opiniâtreté au combat de ces femmes pour qui une aventure privée se confond avec la révolution.»¹⁵⁰

L'ascétisme était un modèle de vertu révolutionnaire, ancré dans la culture radicale, et la conduite privée d'Alexandra Kollontai constituait un véritable défi à celle-ci. Mais cette femme demeurait l'une des grandes figures féminines bolcheviques. Or celles-ci, toutes nées entre 1869 et 1878, disparurent rapidement de la scène politique, et très peu nombreuses furent les militantes qui, en terme de travail politique et d'image publique, purent s'imposer à leur tour. Après 1923, il n'y eut plus de femmes remarquables proches du pouvoir. Entre 1924 et 1939, seules quatre femmes furent membres du Comité central¹⁵¹. Ce mouvement général, amorcé dès le début des années 1920, allait de pair avec la progressive «plebeinisation» des cadres de l'État, selon l'expression de Marc Ferro. Les préjugés traditionnels antiféminins devinrent alors plus forts que ceux de la première génération de bolcheviks au pouvoir. Une femme qui fit une longue carrière au sein du Parti et qui fut loyaliste toute sa vie, déclarait à propos de la période stalinienne:

«Ils refusaient aux femmes l'accès aux positions des plus hauts niveaux. Il y avait un plafond. C'est la ténacité de la tradition.»¹⁵²

Les femmes bolcheviques nourrissaient à l'encontre des femmes du «peuple» les mêmes préjugés que les hommes du parti, et rejetaient comme ces derniers le «féminisme bourgeois» qui prônait une alliance des femmes, hors de toute considération de classe. Chez des femmes comme Inessa Armand ou Alexandra Kollontai, comme chez toutes celles qui s'étaient engagées à la fin du XIXe dans des mouvements radicaux, cet «anti-féminisme» était né de leur volonté de se consacrer à la cause du peuple russe dans son entier. Alexandra Kollontai déclarait ainsi:

¹⁴⁷ Goldman (Wendy), *Women, the State and Revolution: Soviet Family Policy and social life, 1917-1936*, Cambridge University Press, 1993, p. 111 et ALPERN-ENGEL (Barbara), *op. cit.*

¹⁴⁸ Voir M.-C. Brunet-Vignel, «Femmes russes dans le combat révolutionnaire, l'image et son modèle à la fin du XIXe siècle», *Cultures et sociétés de l'Est*, Paris, 1990, n°12.

¹⁴⁹ Extrait de Zetkin (Klara), *Lénine tel qu'il fut*, 1934, cité par FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p. 224.

¹⁵⁰ Vaksberg (Arkadi), *Alexandra Kollontai*, Paris, Fayard, 1996, p. 188.

¹⁵¹ STITES (Richard), *The women's Liberation Movement in Russia: feminism, nihilism and bolchevism, 1860-1930*, Princeton University Press, 1978, rééd. 1996.]

¹⁵² Posadskaya (Anastasia) et ALPERN-ENGEL (Barbara), *A revolution of their own Voices of women in soviet history, 1998*, entretien avec Sophia Pavlova, p. 83

«Le communisme ne sera atteint que par l'union dans la lutte de tous les exploités, et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.»¹⁵³

L'émancipation des femmes ne pouvait découler que de la réussite de la révolution, or le féminisme ne pouvait que diviser le prolétariat. Aussi, pour les femmes comme pour les hommes bolchéviques, la «politique féminine» était-elle

«conçue comme un élément d'une stratégie générale de la prise du pouvoir et de la révolution.»¹⁵⁴

Cependant, la question féminine avait joué un rôle souvent important dans l'engagement en politique des femmes bolcheviques, le rejet du modèle familial ayant souvent constitué la première révolte contre l'autorité¹⁵⁵. Ce furent ces femmes qui donnèrent à la question féminine l'importance qu'elle eut dès 1917. Or, dans cette lutte, elles ne rencontrèrent que peu de soutien, malgré l'approbation de principe des autres bolcheviques.

Des tâches importantes furent accomplies, notamment parce que dans les premières années de leur existence, le Secrétariat international féminin comme le *Zhenotdel* disposèrent d'une autonomie importante, en grande partie dûe au prestige de leurs dirigeantes. Ainsi Alexandra Kollontai, à la tête du *Zhenotdel* de 1920 à 1922, utilisa-t-elle tout son talent et toute son énergie à dégager l'institution de son travail auxiliaire des temps de guerre pour une mobilisation psychologique et sociale. Dans les années qui suivirent, privé de ses dirigeantes les plus capables, malgré la tutelle idéologique du parti et son rôle de propagande, le *Zhenotdel* continua de jouer un rôle important. Seul organe habilité à parler au nom des femmes, important centre d'idées et d'activités dans le cadre existant, il chercha à les mobiliser pour leurs propres intérêts. Il livra nombre de batailles pour faire valoir leurs droits et réaliser les structures promises, malgré une permanente pénurie de moyens: mise sur pied de gardes d'enfants, de cantines communautaires et autres services.

Ce travail correspondait aux principes de départ. Pourtant, la défiance des hommes bolcheviques vis-à-vis de cette institution contribua à ce que le *Zhenotdel* entreprit, malgré lui, un travail de plus en plus indépendant de l'activité générale du parti, et cela lui fut reproché tout au long des années 1920¹⁵⁶. Ainsi une résolution, adoptée au XII^{ème} congrès du Parti en 1923, avait insisté sur le danger d'une «déviation féministe» du *Zhenotdel*, à savoir:

«la velléité d'améliorer le sort de la femme en dehors du travail général du parti.»¹⁵⁷

Sous prétexte d'améliorer la vie des femmes, le *Zhenotdel* les détournait, selon ses opposants, de la lutte des classes. L'année suivante, face à la faible participation des femmes en politique, on

¹⁵³ Citée par Marie (Jean-Jacques), «De Lénine à Staline, la Section féminine du *Komintern*», in *Encyclopédie politique et historique des femmes*, op. cit., p. 490-491.

¹⁵⁴ Cette phrase fut employée en 1920 à propos de la politique à mettre en œuvre par le Secrétariat international féminin, créé parallèlement au *Zhenotdel* au sein de l'Internationale communiste. Voir MARIE (Jean-Jacques), op. cit. La création du *Zhenotdel* fut par ailleurs approuvée par Lénine, sous réserve de ne pas créer un mouvement féministe séparé. Voir ALPERN-ENGEL (Barbara), op. cit., p. 463.

¹⁵⁵ ALPERN-ENGEL (Barbara), op. cit., p. 465.

¹⁵⁶ Certains s'étaient opposés à la formation du *Zhenotdel*, et certains leaders syndicalistes avaient appelé à son abolition. Sur le *Zhenotdel* et son évolution, consulter STITES (Richard), op. cit.

¹⁵⁷ Cité par Iswolsky (Hélène), *Femmes soviétiques*, Bruges, Desclée de Brower, 1937, p. 46.

reprocha aux sections féminines l'excès inverse: elles planaient trop au-dessus des soucis matériels qui accablaient les femmes...

A la fin des années 1920, le *Zhenotdel* avait perdu beaucoup de son influence. Symbole d'un «séparatisme féminin», il fut dissous en 1930, quand le courant sous-jacent du conservatisme arriva au sommet du pouvoir, derrière Staline. L'argument était qu'il existait désormais une solide cohorte de femmes libérées; un organe spécifique n'était plus nécessaire. Le Secrétariat international féminin subit les mêmes attaques, notamment en août 1930, lors de sa dernière conférence:

«l'absorption sans partage dans les prétendues questions féminines mène inévitablement nos sections féminines et nos militantes femmes à se trouver à la traîne par rapport au rythme de travail de masse du parti (...)»¹⁵⁸

En Russie, en 1930, la question féminine était ainsi déclarée «résolue», alors même que les femmes avaient disparu des plus hautes instances de l'État et du Parti, et que les promesses d'émancipation, pour leur grande part, nous allons le voir, n'avaient pas été tenues, hormis dans le domaine de l'éducation. Le *Zhenotdel* disparu, il n'y eut plus aucun lieu où les femmes purent faire entendre leurs voix. L'adhésion des femmes au bolchevisme était liée à un idéalisme qui refusait le sexisme; or elles en furent elles-mêmes victimes puisqu'elles furent écartées des hautes sphères du pouvoir. La révolution se faisait en réalité au profit des hommes, elle était basée sur une identité masculine. Lénine s'était exprimé en ces termes à propos de la classe ouvrière:

«La classe ouvrière ne va pas à sa ruine, elle devient plus forte et plus virile, elle se rassemble, s'instruit et se trempe dans le combat.»¹⁵⁹

Le prolétariat apparut toujours comme génériquement masculin, guidé par un Parti qui l'était tout autant et qui finit par s'incarner par glissement idéologique dans l'État, puis dans la personne de Staline. La féminité était bannie des sphères du pouvoir. Le comportement d'une Alexandra Kollontai dérangeait. Certains témoignages donnent le sentiment qu'être femme dans les sphères du Parti pouvait même provoquer un certain complexe. Elena Ponomarenko, femme journaliste et membre du Parti, d'origine paysanne, fit une réponse significative à la question d'Anastasia Posadskaya, historienne venue l'interroger dans les années 1990:

«- Ne vous semble-t-il pas que si vous aviez été un homme vous auriez été promue plus rapidement?»

- (...) Bien, j'étais née femme, qu'est ce que je pouvais faire? Bien sûr, j'enviais les hommes, je les enviais (...) et certains également me comparaient à un homme (...). Oui, je n'ai jamais porté de nattes de ma vie, j'ai toujours porté mes cheveux courts, comme un garçon.»¹⁶⁰

Si les femmes furent écartées des plus hautes sphères du pouvoir politique, elles participèrent en revanche de plus en plus, et à de hauts niveaux de responsabilité, à la production.

Les femmes et le travail productif: ambiguïtés des réalisations soviétiques.

¹⁵⁸ Cité par Marie (Jean Jacques), *op. cit.*, p. 494-495.

¹⁵⁹ Lénine, *De l'émancipation de la femme*, anthologie de textes, Paris, Bureau de diffusion et de publicité, 1937

¹⁶⁰ Posadskaya (Anastasia) et ALPERN-ENGEL (Barbara), *op. cit.*, p. 162. Selon la coutume, les paysannes russes tressaient leurs cheveux et coiffaient leur tête d'un foulard.

L'entrée en masse des femmes dans la production au début des années 1930 constitua la rupture la plus importante avec l'ancien régime et la réalisation la plus nette des ambitions soviétiques pour les femmes. Pour les bolcheviks, en effet, les femmes devaient participer au travail productif au même titre que les hommes, en vue du développement économique et de leur émancipation, à travers l'indépendance économique et la libération du foyer. A la chute du capitalisme devait succéder une période transitoire, qui connaîtrait une prolétarianisation rapide des masses, femmes comprises.

Cependant, l'entrée des femmes dans la production ne se fit pas dans les années 1920, l'État ne pouvant pas leur garantir cette participation au travail productif dans le cadre de la NEP. Celle-ci, mise en place dans le but de faire redémarrer une économie ruinée, signifia un mieux-être économique général, grâce à la reprise de l'initiative privée et du petit commerce, mais les femmes en furent souvent les laissées pour compte.

Dans les campagnes, les paysannes, qui représentaient 80% environ de la population féminine, continuèrent de remplir leur tâches spécifiques dans un système agricole traditionnel maintenu dans les années 1920, c'est à dire la tenue du foyer, et leur participation aux travaux collectifs des champs. Mais la NEP exacerba les inégalités que la révolution n'avait pas fait disparaître, le départ d'un fils ou d'un mari à la guerre ayant souvent rompu le fragile équilibre entre la force de travail et les ressources.

Dans les villes, la NEP fut dans l'ensemble très défavorable au travail des femmes, à cause des phénomènes conjugués de la démobilisation, du passage à l'économie de marché, et du désengagement de l'État. Les dépenses publiques furent réduites de manière drastique. Toutes les institutions qui permettaient à la femme de se débarrasser un temps soit peu des «tâches terriblement improductives, mesquines, énervantes, déprimantes» du foyer¹⁶¹ (cantines, crèches, garderies et autres services sociaux) furent atteintes, leur accès devint payant et beaucoup fermèrent. Cela ôta toutes perspectives d'emploi à celles qui devaient s'occuper de leurs petits, et mit de surcroît au chômage leur personnel, très majoritairement féminin. Avec le retour des hommes de l'armée rouge, les femmes perdirent des emplois dans l'industrie lourde et retrouvèrent ceux qui leurs étaient traditionnels, moins payés: textile, couture, secteur alimentaire.

Surtout, ce sont elles qui subirent l'essentiel du chômage engendré par la NEP. Entre 1921 et 1927 le nombre officiel de chômeuses connut une multiplication par six. Le monde de l'usine ne réagit pas du tout conformément à l'idéologie; face à la démobilisation, la concurrence homme-femme, liée à la mentalité très sexiste qui régnait au sein de l'usine, étrangère au schéma marxiste, joua en défaveur des femmes. Les caractéristiques progressistes de la législation du travail que les bolcheviks avaient mises en place des 1918, journée de travail de huit heures, l'interdiction des travaux dans les mines avant 18 ans et huit semaines de congés payés de maternité, se retournèrent cyniquement contre les femmes, licenciées en priorité. Les déléguées ouvrières au congrès du Parti en 1924 réclamèrent des mesures contre ces pratiques discriminatoires: élévations des formations, intégration dans les branches autres que traditionnelles. Le Parti reconnut les faits et souligna que la préservation du travail féminin au sein de la production avait une signification politique autant qu'économique. Mais il se contenta de promulguer des décrets stipulant que les hommes et les femmes devaient être licenciés dans les mêmes proportions, et que l'on ne pouvait licencier les femmes enceintes ou ayant

¹⁶¹ Lénine, extrait d'un discours prononcé au 1er congrès panrusse des ouvrières, le 19 novembre 1918, cité par FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p. 197.

un enfant à charge; or ces résolutions eurent peu d'effet sur les pratiques locales des entreprises. Aussi les délégués au sixième congrès des syndicats en novembre 1924 votèrent ils l'abrogation des dispositions interdisant le travail de nuit, et autorisèrent aux femmes l'entrée dans les industries où le travail pouvait avoir des conséquences nuisibles sur la santé; le *Zhenotdel* lui-même agréa la nécessité de ces dispositions.

Les mêmes discriminations eurent lieu lorsque l'économie redémarra après 1925, et que les entreprises embauchèrent à nouveau. Face au chômage, les syndicats au sein desquels les femmes étaient très minoritaires protégeaient jalousement les droits de leurs membres. L'égalité des salaires entre hommes et femmes avait été décrétée le premier septembre 1918 pour les ouvriers et les employés; pourtant, pour les mêmes positions, hommes et femmes ne percevaient pas toujours les mêmes salaires... Cette situation favorisa une recrudescence de la prostitution pendant la NEP.

Face à ces difficultés que connaissaient les femmes, en 1927, lors du deuxième congrès panrusse des ouvrières et paysannes organisé à Moscou par le *Zhenotdel*, les déléguées s'élevèrent contre la séparation des problèmes de la femme de ceux des travailleurs et de l'État. Les problèmes des femmes étaient

«fermement liés à la situation générale de la classe ouvrière et à aucune condition ne devait être considérés à part de ceux de l'État prolétarien»¹⁶².

Puisque l'État ne se préoccupait pas efficacement du problème de l'emploi des femmes, contre leur gré leur combat devenait un combat isolé. Ce congrès fut la dernière grande manifestation du *Zhenotdel* avant son abolition pour cause de «séparatisme»...

Aussi, lorsque les autorités lancèrent en 1928 le premier plan quinquennal, il n'y avait plus de voix pour défendre la condition des femmes dans le travail. Or la mise en place de l'économie socialiste planifiée fut extraordinairement brutale. Les femmes résistèrent activement à la collectivisation, mais les déportations concernèrent avant tout la population masculine des villages. Dès avant 1941, la main-d'œuvre des kolkhozes se composait avant tout de femmes. Le gouvernement tenta de les convertir au nouveau système des kolkhozes, en leur expliquant les bénéfices de la collectivisation qui les «émancipait.» En détruisant le foyer patriarcal comme unité première de production, la collectivisation imposée leur permettait l'égalité avec les hommes, et l'indépendance. Staline déclarait ainsi au 1er congrès des kolkhoziens *oudarniks* de l'URSS le 19 février 1933:

«(les kolkhoziennes) ne doivent pas oublier que c'est seulement dans les kolkhozes qu'elles peuvent se mettre sur un pied d'égalité avec l'homme. En dehors des kolkhozes, c'est l'inégalité; dans les kolkhozes, c'est l'égalité des droits. Que les camarades kolkhoziennes s'en souviennent et qu'elles gardent le régime des kolkhozes comme la prunelle de leurs yeux.»¹⁶³

Il déclarait encore:

«Au moyen de l'unité de travail, le kolkhoze a libéré la femme, il l'a rendu indépendante. Elle ne travaille plus maintenant pour son père, ni pour son mari »¹⁶⁴.

¹⁶² Sur cette question, voir Goldman (Wendy), *op. cit.*, p. 110-126.

¹⁶³ FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p. 225. Les *oudarniks* étaient les «travailleurs de choc.»

¹⁶⁴ Discours du 10 novembre 1935 à des «kolkhoziennes de choc», FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p. 228.

Des crèches et des centres de garde de jour furent organisées, et les femmes furent entraînées dans des travaux qui auparavant étaient du ressort des hommes. On leur confia également des postes de direction. Des «brigades féminines» se constituèrent et obtinrent d'excellents résultats. Staline énonça en 1934 au congrès du Parti les raisons pragmatiques d'une telle promotion.

«Les femmes forment la moitié de la population de notre pays; (...)elles sont appelées à éduquer nos enfants, notre génération montante, c'est à dire notre avenir(...). Voilà pourquoi nous devons saluer l'activité sociale grandissante des femmes travailleuses et leur accession aux postes de direction, comme un signe certain des progrès de notre culture.»¹⁶⁵

Mais la situation d'ensemble était catastrophique. Les revenus misérables dépendaient du travail accompli, donc les femmes gagnaient moins que les hommes. La survie du kolkhozien et de la kolkhozienne passait par «l'économie auxiliaire individuelle», principalement l'exploitation d'un petit lopin de terre individuel. Au cours des années 30, le niveau de vie et le pouvoir d'achat baissa dans les campagnes. L'égalité en droit qu'elle avait acquise face au paysan ne profitait qu'à une petite minorité effectivement intégrée au kolkhoze. Pour l'immense majorité des paysannes, arrachées brutalement à un ordre, à une civilisation millénaire, cette égalité dans la misère n'avait pas grande signification.

Dans le même temps, des millions de paysans et de paysannes avaient submergé les villes et les nouveaux centres industriels, et entre 1928 et 1937, ce furent 6,6 millions de femmes qui entrèrent dans l'industrie et les services. Cependant, à ses débuts, le premier plan quinquennal offrit peu d'opportunités aux femmes, à cause du primat accordé à l'industrie lourde, secteur au sein duquel les femmes étaient faiblement représentées. La mise au travail des femmes ne se fit pas progressivement mais s'effectua selon une véritable «révolution» et fut la conséquence d'une nécessité économique. Les femmes pénétrèrent en effet en masse dans l'industrie lorsque la main d'œuvre masculine n'y suffit plus, à partir de 1930. La proportion de main d'œuvre féminine dans l'industrie passa de 28,8% en 1928 à 43% en 1940, et elle augmenta dans tous les secteurs. Entre 1932 et 1937, 82% des nouveaux travailleurs étaient des femmes. Mais celles-ci étaient moins qualifiées que les hommes¹⁶⁶. Or les salaires rétribués pour les travaux non qualifiés étaient extrêmement bas, sauf productivité exceptionnelle, puisque le salaire aux pièces fut institué en 1932. La grande encyclopédie soviétique proclamait dans les années 1930:

«la productivité du travail féminin n'est pas inférieure à celle du travail masculin.»¹⁶⁷

Mais en dehors des bataillons de chocs d'ouvrières stakhanovistes, il est évident que la plupart des ouvrières n'atteignaient pas, dans la même usine, les normes des ouvriers, surtout quand ces tâches demandaient un effort physique particulièrement pénible et prolongé. Aussi l'égalité des salaires était-elle illusoire.

Dans le domaine de l'instruction, l'effort entrepris par le gouvernement soviétique fut cependant important, et permit à certaines d'obtenir ensuite un salaire décent. L'élévation du niveau d'instruction, étant donné le niveau de qualification des femmes et les besoins de l'industrie, principalement la pénurie de cadres, était un objectif de première importance. Le pourcentage de femmes parmi les spécialistes augmenta ainsi à mesure qu'elles sortaient des *rabfaks*, écoles techniques et

¹⁶⁵ Extrait d'un rapport présenté au XVIIe congrès du PCUS le 26 janvier 1934, cité par FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p. 226

¹⁶⁶ Goldman (Wendy), *op. cit.*, p. 279-313

¹⁶⁷ Cité par Iswolsky (Hélène), *op. cit.*, p. 34.

établissements supérieurs. En 1937, environ un demi-million de femmes étaient inscrites dans les universités et les écoles supérieures techniques¹⁶⁸.

L'égalité totale affirmée du travail masculin et féminin permit l'emploi de la femme dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes, parce que plus durs ou plus dangereux: en 1935, on comptait ainsi 27,9 % de femmes dans les mines¹⁶⁹. De plus, l'industrialisation conduisit à enfreindre la législation ouvrière interdisant certains métiers aux femmes, et à diminuer les congés de maternité. L'esprit de sacrifice et d'abnégation pouvait justifier cela dans la littérature réaliste socialiste:

«Oui, Lélia savait: au bout de deux à trois ans de ce travail, les jeunes filles perdaient leur éclat, toutes étaient irritables et nerveuses, et ressemblaient à trente ans à de vieilles femmes. Mais elle n'y songeait pas(...)Ce qui l'enchantait, c'était des impressions nouvelles qu'elle éprouvait à l'usine.»¹⁷⁰

Dans les autres secteurs d'emplois, certaines professions furent progressivement occupées très majoritairement par des femmes, comme l'enseignement et la médecine, métiers traditionnellement tournés vers l'enfance et la santé. Or dans ces domaines, les salaires étaient misérables, inférieurs à ceux des ouvriers non qualifiés de l'industrie. Par ailleurs, dans les années 1930, une caste dirigeante privilégiée se développa, autour de laquelle gravitait nombre d'employés, notamment un personnel domestique féminin peu coûteux et absent des statistiques, qui déchargeait les femmes des bureaucrates ou les femmes membres du parti de leurs tâches ménagères. Mais les autres femmes russes connurent le phénomène du «double travail», particulièrement grave en Russie étant donnée l'ampleur des tâches domestiques, les «courses» en particulier. En 1937, «dans certaines villes de province, où le ravitaillement ne se fait pas avec la régularité des grands centres, les femmes sont obligées, avant de se rendre à l'usine, de faire leur marché dès quatre heures du matin, afin de se procurer les déchets de viande et de légumes, vendus à bas prix.»¹⁷¹

L'État engagea des dépenses croissantes en direction des services sociaux. Mais la tâche était immense du fait de la brutalité des changements, et l'on eut souvent recours à des bénévoles, recrutées notamment parmi le «mouvement des épouses»¹⁷². L'indépendance économique de la femme n'était pas encore à l'ordre du jour: entre 1928 et 1932, les salaires réels chutèrent de 49%, et deux salaires étaient nécessaires là où auparavant un seul suffisait. Malgré une amélioration pendant le deuxième plan quinquennal, les salaires restaient en 1937 bien inférieurs au niveau de 1928¹⁷³.

Néanmoins, cette mise au travail des femmes, leur promotion à des postes de responsabilités et l'affirmation systématique de leur égalité à l'homme donna à un très grand nombre de femmes le sentiment d'une véritable émancipation, de fait unique au monde...

Cette application réelle de l'ambition primitive de la participation des femmes à la production se fit donc tragiquement dans le cadre de leur instrumentalisation par le pouvoir, et dès le début des années 1930, la femme travailleuse était au cœur de la propagande stalinienne. Par la propagande, le régime mettait l'accent sur tels ou tels aspects qui lui semblaient les plus importants d'une réalité «décrétée», inexistante en dehors du verbe et de l'image. Or peu à peu, l'image centrale de la femme

¹⁶⁸ *Ibidem*, p. 61

¹⁶⁹ Zamoyska (Hélène), «La femme soviétique», *Histoire mondiale de la femme*, Éd. NLF, Paris, 1966, p.407.

¹⁷⁰ Iswolsky (Hélène), *op. cit.*, p. 21.

¹⁷¹ *Ibidem*, p. 62.

¹⁷² Fondé en 1933, il s'occupait un peu partout de travail culturel et social. Zamoyska (Hélène), *op. cit.*, p. 408 et Iswolsky (Hélène), *op. cit.*, p. 61.

¹⁷³ Goldman (Wendy), *op. cit.*, p. 317.

travailleuse et de l'héroïne de la production fit place à celle de la femme mère, gardienne du foyer et héroïne de la reproduction. Dans le domaine de la vie privée comme dans les autres, le pouvoir tenta d'instrumentaliser la femme à des fins économiques et politiques. Comment en dix ans à peine, le pouvoir en arriva à cela? Quelles étaient au départ en ce domaine les intentions des bolcheviks?

Les bolcheviks, la famille et le couple: d'un discours libertaire à la réaction stalinienne.

Dès leur arrivée au pouvoir, ceux-ci avaient mis à bas la législation patriarcale d'ancien régime (difficultés de divorce, tyrannie du père et de l'époux, notion d'illégitimité des enfants, emprise de l'Eglise), et édicté un nouveau code de la famille. Le mariage devint une formalité. En novembre 1920, un décret légalisait l'avortement thérapeutique gratuit, qui devait permettre aux femmes réduites à la dernière des extrémités de recourir à cette mesure dans de bonnes conditions sanitaires. Aussi cette pratique fut elle autorisée

«aussi longtemps que les survivances du passé et les difficultés économiques du présent contraindront les femmes à recourir à cette mesure.»¹⁷⁴

Mais Lénine déclarait par ailleurs que les bolcheviks étaient

«des ennemis absolus du néo-malthusianisme, de cette tendance propre aux couples petit-bourgeois(...)»¹⁷⁵

Le code de la famille dans son ensemble était en fait une création provisoire, dont l'objet était de régir la phase «transitoire» et de préparer l'avènement de la société future, dans laquelle les relations matrimoniales, déchargées de tout poids économique et juridique, ne seraient plus fonction que des affinités réelles entre les individus. Ainsi, un nouveau code de la famille fut promulgué en 1926, conçu au départ comme une étape supplémentaire dans l'élimination de la loi «bourgeoise»; «les formalités abjectes qui accompagnent [le divorce]», selon l'expression de Lénine¹⁷⁶, y étaient simplifiées à l'extrême puisqu'elles ne requéraient la présence et la décision que d'un seul des deux époux. Par ailleurs, l'État devait se substituer à la famille dans l'exercice de toutes ses fonctions, celle de l'économie domestique et de l'éducation, grâce à la prise en charge par la collectivité des enfants et des tâches ménagères, dont des femmes, ou les femmes en général, seraient chargées. On souhaitait l'extension du sentiment maternel exclusif à tous les enfants. La famille serait ainsi réduite à l'union de deux êtres libres, égaux, au service de la collectivité: l'épanouissement personnel n'était en effet pas conçu hors de la collectivité.

Mais la création de ce mode de vie et l'apprentissage des nouveaux droits fut largement mis en cause par le contexte socio-économique. Les situations extrêmes dans lesquelles furent plongées les populations pendant les sept années de guerre engendrèrent l'«ensauvagement «du pays, un effondrement des valeurs morales. Aussi, la législation très permissive mise en place dès 1917, favorisa en Russie, surtout dans les villes, un certain «relâchement des mœurs», considéré par

¹⁷⁴ Cette phrase était inscrite dans le code de la famille de 1918.

¹⁷⁵ LÉNINE, *De l'émancipation de la femme*, op. cit., p. 32.

¹⁷⁶ FRÉVILLE (Jean), op. cit., p. 142

certaines comme une «libération des mœurs»¹⁷⁷. Mais celle-ci était rien moins que féministe, puisqu'elle fonctionnait le plus souvent à sens unique.

L'instabilité familiale vint s'ajouter et bien souvent aggraver les problèmes économiques des femmes. Le taux de divorce augmenta tout au long des années 1920, surtout après la promulgation du code de 1926. A Moscou, il passa ainsi de 477 à 741 pour mille mariages entre 1916 et 1927. Souvent, les époux sollicités refusaient de payer les pensions alimentaires. Beaucoup d'enfants furent abandonnés, et le phénomène dramatique des *Besprizorniki*¹⁷⁸ ne tarit pas avec la fin de la guerre civile, puisque leur nombre était estimé en 1928 à neuf millions. Beaucoup de femmes eurent recours à l'avortement, et l'ampleur que prit le phénomène (à la fin des années 1920 le nombre d'avortements dépassait le nombre de naissances dans de nombreuses villes), déborda les autorités. Il constituait pour les femmes un véritable moyen de régulation des naissances, et touchait toutes les catégories de population, contrairement à l'interprétation qu'en avaient faites les bolcheviks.

Dans les campagnes, l'application de la nouvelle législation en matière familiale accéléra la déstabilisation de la famille traditionnelle «élargie.» Le divorce devint une réalité statistique, et en 1926, on y comptait en moyenne un divorce pour dix mariages. Mais la famille y demeurait un pilier indispensable, et la politique très libérale du gouvernement y apparut vite inadaptée. Celle-ci se heurta d'abord à tout le système socio-économique paysan, pourtant reconnu par le pouvoir lui-même dans le code agraire de 1922. Ainsi, la distinction entre enfants légitimes et illégitimes, abolie par le code de la famille de 1918, était maintenue de fait puisque l'enfant d'une femme non mariée n'avait pas de droits sur la propriété familiale... Cette notion d'illégitimité constituait pourtant un aspect majeur des «lois infâmes» dont Lénine affirmait n'avoir «rien laissé subsisté.» Elle était forte encore également dans les mentalités, puisque le désir de se préserver de la honte d'une grossesse illégitime était un des motifs principaux qui poussait les paysannes à l'avortement.

Le divorce posait des problèmes économiques d'autant plus majeurs que les divorces n'avaient pas lieu dans les familles aisées. Les femmes divorcées étaient souvent obligées de vendre leur terre ou de payer un ouvrier, faute de pouvoir réaliser les travaux les plus difficiles. Les femmes ouvrières agricoles étaient d'autant plus vulnérables qu'elles travaillaient le plus souvent sans contrat, donc sans protection sociale. C'est parmi elles qu'on trouvait nombre de prostituées qui affluèrent vers les villes, ainsi que les «épouses d'une saison», phénomène qui constitua un des nombreux effets pervers de la législation. L'émancipation telle qu'elle était conçue par les bolcheviks requérait en fait le changement des mentalités et de tout le mode de production. Il aurait fallu que les paysans des deux sexes gagnent un salaire, et que la famille cesse d'être une unité de production¹⁷⁹.

Aussi, lors des discussions au sein du Comité exécutif central qui présidèrent à l'élaboration du code de 1926, la plupart des ouvrières et des paysannes qui firent connaître leur opinion présentèrent une critique incisive de ce que coûtait aux femmes l'instabilité de la famille et l'irresponsabilité masculine, et préconisèrent une approche plus sérieuse et plus responsable du mariage, et une bien plus restrictive approche du divorce. Le décalage entre les lois permissives correspondant à l'idéologie et le contexte socio-économique étaient plus que flagrantes. Les politiques «progressistes» qui souhaitaient libérer l'individu et les relations entre les sexes de l'ingérence de l'État étaient des

¹⁷⁷ Voir par exemple Stites (Richard), *op. cit.*

¹⁷⁸ Les *Besprizorniki* étaient ces enfants sans domicile qui erraient souvent en bandes, orphelins ou abandonnés. Ce phénomène avait atteint son paroxysme avec la guerre civile puis la famine en 1922

¹⁷⁹ Sur les questions de l'application des codes de la famille à la population, voir Goldman (Wendy), *op. cit.*, p. 221-230, et BÉrÉlowitch (Wladimir), «Les débuts du droit de la famille en RSFSR: pourquoi et comment», *Cahiers du monde russe et soviétique*, octobre-décembre 1981.

échecs. Dès le milieu des années 1920, il était avéré que l'État n'avait pas les moyens d'exercer les fonctions habituellement dévolues à la famille, que celle-ci ne disparaîtrait pas, et que toutes les activités du foyer restaient à la charge des femmes.

Or, face à ces échecs, au milieu des années 1920, une tendance politique peu présente jusque là dans les discours sur les femmes et la famille tendit à prendre de l'importance. Autoritaire et volontariste, elle rejoignait les aspirations à la stabilité de la population féminine et était incarnée par des figures en vue dans l'État et le Parti. Celles-ci s'avançaient comme réalistes et considéraient que la politique familiale soviétique encourageait un comportement sexuel que l'économie des familles et de l'État ne pouvait pas suivre. Face au chaos social, ils proposaient l'ordre. C'est cette tendance qui arriva au pouvoir avec Staline à la fin des années 1920. Sa volonté d'intervenir dans la vie des individus put dès lors s'appuyer sur une idéologie socialiste «pervertie.» On assista, selon l'expression de Marc Ferro, à

«la lente subversion des idées socialistes ou libertaires par la mentalité traditionnelle.»¹⁸⁰

Les nouveaux hommes au pouvoir échafaudèrent dans les années 1930 un nouveau discours sur la famille et la sexualité, basé sur la rhétorique de la responsabilité familiale.

«Un père qui abandonne la mère de ses enfants et se sent libre comme un oiseau est un criminel.»¹⁸¹

La famille et l'honnêteté des mœurs devenaient des devoirs sociaux pour le citoyen qui devait servir efficacement sa patrie socialiste. Des considérations éminemment politiques entraient en ligne de compte dans l'élaboration du discours sur la famille. Face à la catastrophe démographique, provoquée par la brutalité de la mise en place de l'économie socialiste planifiée, qui s'ajoutait aux pertes des guerres et de la répression, il fallait encourager la natalité. Par ailleurs, dans un contexte international de plus en plus tendu, la stabilité apparaissait comme une nécessité politique. Comme dans tous les régimes totalitaires des années 1930, le régime communiste remit donc sous Staline la famille à l'honneur.

Mais le discours stalinien était d'une nature particulière. Il héritait d'abord du discours patriarcal de l'ancien régime, de la tendance traditionnelle de l'État russe à contrôler la famille, à exalter le principe féminin légitimé par la Nature, comme épouse et mère, éléments déjà présents dans le *Domostroi*¹⁸². Staline évoquait en 1936 ainsi le

«grand et noble devoir que la Nature lui a donné: elle est mère et elle donne la vie»¹⁸³

Il héritait également des conceptions bolcheviques sur la famille et le rapport des sexes. Le pouvoir exaltait le bonheur de la famille socialiste dans la propagande, mais il n'avait pas perdu de vue que la famille demeurerait «l'un des principaux points de départ d'une distance entre l'État et la société»¹⁸⁴, entre l'État et l'individu, qui devait se mettre tout entier au service de la collectivité, principalement en

¹⁸⁰ FERRO (Marc), *La Révolution de 1917*, Paris, Aubier-Montaigne, 1976

¹⁸¹ Cité par Pierre (André), *op. cit.*, p. 26.

¹⁸² Le *Domostroi*, rédigé vers la fin du XVe siècle, légitimait le modèle patriarcal, dans lequel la domination représentait le modèle fondamental des relations, celle du Tsar sur la société, celle du chef de famille sur la maisonnée. Il ne prit jamais force de loi mais exerça une influence importante sur la société. Voir Ivanitski (Vladimir), «La femme russe et l'époque du Domostroi», in *Droits et cultures*, Paris, L'Harmattan, 1995.

¹⁸³ Cité par MARIE (Jean-Jacques), *op. cit.*, p. 498

¹⁸⁴ BLUM (Alain), *Naître, vivre et mourir en URSS, 1917-1991*, Paris, Plon, 1994, p. 185.

participant activement à la production et à la reproduction. Aussi l'État tenta-t-il de s'immiscer dans le couple et d'en briser l'intimité, de diverses manières. En encourageant la rivalité homme-femme, d'abord, dans le domaine de la production. La protection de la femme contre l'homme par l'État rejoignait cette idée, le pouvoir soulignant, comme dans le discours aux kolkhoziennes cité plus haut, que l'émancipation se faisait contre l'homme. Cet aspect était d'autant plus important que l'État était incarné dans la figure d'un seul homme et que celui-ci faisait l'objet d'un véritable culte de la personnalité. Le climat de terreur parvint également à miner les relations familiales, puisqu'on encourageait les pratiques policières comme la dénonciation des parents par leurs enfants¹⁸⁵. Cette intrusion de l'État dans la vie intime des gens s'exerçait enfin par une pression morale «par en bas», tout membre de la société communiste devait être un gardien de la bonne morale de son voisin.

Le pouvoir entretint une certaine frontière entre les sexes par l'instauration d'un tabou formidable sur le sexe en cultivant l'ignorance et les préjugés. Le sexe était frappé d'interdit, et la censure anti-érotique permanente était un des traits caractéristiques du régime soviétique dès la fin des années 1920. L'essentiel de l'information sur le sujet était de souligner les dangers terribles que pouvait entraîner la vie sexuelle, et prenaient souvent la forme de menaces: de stérilité, d'impuissance, de maladies vénériennes. L'attitude indifférente à l'égard du sexe était un modèle de comportement type de la femme honnête. Les jeunes filles étaient donc laissées à elles-mêmes dans la découverte de la sexualité, et les jeunes mères ne bénéficiaient d'aucune écoute, alors même que la naissance était encensée. La réponse d'une femme de l'époque à une question posée lors d'une entrevue est significative:

«- Est-ce qu'on vous préparait pour la naissance ou vous enseignait comment prendre soin d'un jeune bébé?

- Comment pouvez vous penser cela? Bien sûr que non.»¹⁸⁶

Le tabou sur le sexe, traditionnel, rejoignait le thème de la pureté révolutionnaire, par opposition à l'impureté des relations de l'ancien régime, thème central de l'analyse marxiste des rapports entre hommes et femmes, et l'idée que le sexe était néfaste et pouvait être un obstacle à la révolution. A cet égard les hommes au pouvoir n'eurent pas de difficulté à trouver dans les textes de Lénine de quoi justifier leur discours. Chez les premiers bolcheviks, au-delà du consensus de principe sur la question du couple, la question de la sexualité avait déjà entraîné des désaccords. Certaines femmes bolcheviques avaient tenté de discuter ouvertement de cet aspect de la famille liée à la sexualité, dès avant la révolution; elles avaient reçu peu d'encouragements. Alexandra Kollontai, véritable théoricienne sur ce type de sujets, s'était interrogée.

«Comment s'expliquer la relégation hypocrite du problème sexuel dans le casier des 'affaires de famille' ne nécessitant pas un effort collectif? Comme si les rapports entre les sexes (...) n'apparaissaient pas dans tout le cours de l'histoire comme l'un des facteurs invariables de lutte sociale?»¹⁸⁷

En appelant la femme à défendre, interioriser et imposer l'idée de sa propre valeur, ces femmes étaient sorties du cadre marxiste. Clara Zetkin, Alexandra Kollontai et Inessa Armand furent rappelées à l'ordre par Lénine. La position de ce dernier était claire:

¹⁸⁵ Sur ces questions, consulter l'ouvrage de STERN (Mikhail), *La vie sexuelle en URSS*, Paris, Albin Michel, 1979

¹⁸⁶ Posadskaya (Anastasia) et ALPERN-ENGEL (Barbara), *op. cit.*, entrevue avec Anna Dubova, p.30.

¹⁸⁷ Stora-Sandor (Judith), *Marxisme et révolution sexuelle*, anthologie de textes d'Alexandra Kollontai, Paris, Maspero, p. 52.

«Il me semble que cette abondance de théories sexuelles(...) provienne de nécessités toutes personnelles, c'est à dire du besoin de justifier aux yeux de la morale bourgeoise sa propre vie anormale ou ses instincts sexuels excessifs, et de les faire tolérer. (...)»¹⁸⁸

Il avait écrit à Klara Zetkin en 1920:

«On m'a dit que les problèmes sexuels sont aussi l'objet favori de l'étude de vos organisations de jeunes. (...). Cela est particulièrement scandaleux, particulièrement dangereux pour le mouvement des jeunes. Ces sujets peuvent facilement contribuer à exciter, à stimuler la vie sexuelle de certains individus, à détruire la santé et les forces de la jeunesse. (...)Or pendant la révolution, cela ne vaut rien du tout. (...)Une âme saine dans un corps sain.»¹⁸⁹

A la fin des années 1920, une théorie de la «sublimation révolutionnaire» fut élaborée, qui déclarait que l'énergie sexuelle était limitée et que toute vie libidinale devait être canalisée et orientée vers la production. Le médecin Aron Zalkind, tenant éminent de cette théorie, déclarait:

«J'ai très peur qu'avec le culte des 'Eros ailés' nous construisions très mal nos avions.»¹⁹⁰

«Eros ailé» était le titre d'un des ouvrages d'Alexandra Kollontai, qui fit l'objet de vives attaques, comme si elle avait été à l'origine du chaos social. Si ses discours sur la liberté de l'amour étaient effectivement plus en phase avec ses propres préoccupations qu'avec celles des femmes du peuple à qui elle voulait les étendre, ils étaient néanmoins la seule variante «féministe» des théories de l'amour libre, qui aspirait au respect mutuel et à des relations de qualité.

L'idée déjà soulignée d'une égalité des sexes virant à l'identité des sexes au profit de l'identité masculine, conjuguée à la théorie de la sublimation révolutionnaire, entraînait le type de discours suivants. Le Dr Zalkind déclarait à propos du «combattant moderne»:

«peu importe si c'est un homme ou une femme (...). Quant à la fragilité de la femme, elle ne sert de toutes façons à rien: économiquement et politiquement, c'est-à-dire aussi physiologiquement, la femme doit se rapprocher et se rapproche de plus en plus de l'homme.»¹⁹¹

La force physique, associée à la virilité, était une qualité essentielle pour la production. L'identité des sexes, transposée sur le plan physique, se retrouvait dans l'iconographie «réaliste socialiste.»

Afin de guider les hommes dans la construction socialiste, de plus en plus s'affirmait la prétention de contrôler totalement les individus, et l'argument eugénique prit de l'importance dans les discours sur la sexualité¹⁹². Mais l'État central cherchait avant tout à réguler les comportements démographiques, et la lutte contre les méfaits de l'avortement fut la pièce maîtresse de la campagne nataliste vers le milieu des années 1930, qui culmina avec la promulgation d'un nouveau code de la famille le 27 juin 1936. Celui-ci proclamait l'interdiction de l'avortement, dont les femmes n'avaient plus besoin du fait de leur émancipation dans la nouvelle économie socialiste; il apportait des restrictions à la procédure du divorce, et renforçait les mesures de contraintes aux pères coupables de non-paiement de la pension alimentaire. Il prévoyait également l'extension d'un réseau de maternités,

¹⁸⁸ Extrait de Zetkin (Klara), *Lénine tel qu'il fut*, cité par FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p. 79.

¹⁸⁹ FRÉVILLE (Jean), *op. cit.*, p. 218-221

¹⁹⁰ Voir ALPERN-ENGEL (Barbara), *op. cit.*, p. 467

¹⁹¹ Cité par Bérélowitch (Wladimir), «Modèles familiaux dans la Russie des années 1920», in *Cultures et sociétés de l'Est*, 9, 1988, p. 37.

¹⁹² BLUM (Alain), *op. cit.*, p. 162.

crèches et jardins d'enfants. Mais celle-ci ne fut pas réalisée à hauteur des promesses, et le régime, qui agissait par pilonnage idéologique sans promouvoir de mesures propres à améliorer la situation, échoua à demi dans ses objectifs. Les femmes continuèrent d'avorter de manière clandestine, donc très dangereuse pour la santé, car c'était en Russie le seul moyen de réguler les naissances et de profiter un tant soit peu des opportunités offertes par le régime. Une étude de 1960 montre ainsi que sur 1000 femmes interrogées, fertiles dans ces années là, seulement un tiers n'avaient jamais subi d'avortements¹⁹³. Mais il semble que le pouvoir ait réussi à demi à briser les familles, par la répression, et à entretenir une certaine frontière entre les sexes: les difficultés du temps qui alourdissaient le quotidien, combinées à l'ignorance et aux préjugés, aux préoccupations différenciées des hommes et des femmes, ne pouvaient qu'empoisonner les relations entre époux et la compréhension mutuelle.

Ainsi, dans les premières années qui suivirent la révolution, les promesses de l'émancipation ne furent pas réalisées, et dans les années 1930 le pouvoir stalinien passa à un discours rigide et conservateur, utilisant le discours de l'émancipation dans une idéologie pervertie pour instrumentaliser les femmes à des fins économiques et politiques.

Deux facteurs peuvent expliquer cette évolution. Le premier est le décalage entre le discours bolchevique et les réalités du pays, donc le caractère inadapté des lois adoptées par les bolcheviks à une population qu'ils connaissaient en fait très mal. Ce décalage explique la fluctuation des politiques concernant les femmes après 1917, dans un contexte socio-économique particulièrement difficile.

Mais ce facteur, maintes fois souligné, n'explique pas tout, et l'aspect le plus tragique de l'expérience soviétique découle d'un autre décalage, contenu dans la théorie «marxiste-léniniste» de l'émancipation féminine elle-même. Dans le schéma marxiste, la question du rapport des sexes était réduite à la théorie de l'exploitation de la femme par l'homme lié à la division du travail instauré par le capitalisme. La révolution, en renversant ces rapports de production et en affirmant l'égalité totale de l'homme et la femme, faisait disparaître tout rapport de pouvoir entre les sexes. L'émancipation de la femme signifiait dès lors son assimilation par le prolétariat. Or ce prolétariat était conçu comme génériquement masculin. L'émancipation de la femme ne pouvait dès lors que tendre à l'assimiler à l'homme lui-même. Ainsi, la révolution rendit impossible toute revendication des femmes en tant que telles, et se fit au bénéfice de l'identité masculine. Cet aspect est fondamental car il permet seul d'éclairer la continuité paradoxale entre les premières années «libertaires» et la réaction stalinienne, qui toutes deux se réclamaient du même héritage marxiste.

GILLES PERROY

Gilles Perroy, p. 131-151

→ [L'exemple d'une diplomatie municipale : la Ville de Paris, les Américains et les affaires étrangères françaises de 1914 à 1939](#)

«La politique diplomatique de Paris [consiste] en des échanges de visites [...] qui produisent un je ne sais quoi qui rapproche les peuples par le contact de sympathies latentes.» C'est de cette manière, un

¹⁹³ Enquête citée par Goldman (Wendy), *op. cit.*, p. 162

rien fanfaronne, qu'un des principaux acteurs de la vie municipale sous la IIIe République, Ernest Gay¹⁹⁴, présente les contacts de la Ville de Paris avec ses hôtes étrangers.

Une ville, même l'une des plus puissantes et prestigieuses, a-t-elle vraiment la possibilité de développer des relations spécifiques, systématiques et politisées, avec une nation étrangère? De fait, l'assertion d'Ernest Gay n'a rien d'évident, au moins parce que les supports municipaux de l'échange international, ses tenants locaux et son articulation avec les relations d'État à État ont été très peu étudiés dans l'histoire des relations internationales. Deux raisons peuvent expliquer cette marginalité historiographique. D'abord, l'idée, plus souvent postulée que vérifiée, que ces liens sont nécessairement congruents avec les contacts interétatiques dont ils ne constitueraient qu'une «sous-histoire.» D'autre part, l'évocation des contacts entre une municipalité et des hôtes étrangers charrie assez spontanément toute une série d'images, telles que des visites d'élus en écharpe ou des missions de fonctionnaires obscurs, des banquets amicaux où la bonne humeur de règle crypte inmanquablement le sentiment réel, des inaugurations, tantôt pompeuses, tantôt bancales... Autant dire une série d'objets épistémologiquement assez anecdotiques et périphériques dans le cadre des relations internationales.

L'étude des rapports américano-parisiens sous la IIIe République, en déterminant les formes que peuvent prendre les relations d'une ville avec l'étranger, en étudiant les instruments dont celle-ci dispose, et l'intérêt que ces contacts peuvent revêtir, permettra donc de voir si l'expression de «diplomatie municipale» a un sens substantiel ou non. Encore s'agit-il aussi de comprendre comment s'opère l'articulation de ces contacts avec la politique étrangère de la France. Est-on devant un relais politico-cérémoniel de la diplomatie du Quai d'Orsay ou en face d'une production originale qui jouit d'une certaine autonomie et de finalités propres? Question d'autant plus sensible que dans le cas d'une ville-capitale comme Paris, la confusion des espaces politiques avec les services de l'État pourrait répondre à la confusion des espaces physiques, complexifiant par-là les rapports traditionnels de simple hiérarchie entre État et municipalités.

La focale ici adoptée insistera sur la période de la Première Guerre mondiale et sur les années Trente, qui, en raison des tensions qui les caractérisent, confèrent une lisibilité maximale aux diverses formes de propagande qui se pratiquent à l'Hôtel de Ville, sous couvert de réceptions «urbaines» et de mondantés. Trois modèles se succèdent au cours de ces vingt-cinq ans (le modèle de la guerre, et deux modèles durant l'Entre-deux-guerres), se recoupant plus ou moins, et se fondant tous sur l'utilisation de souvenirs communs, instrumentalisant les différentes facettes du Paris, «lieu de mémoire» américain en France.

1914-1918: le modèle jusserandien de propagande à l'Hôtel de Ville, les formes de la translation municipal-international

Alors qu'elles étaient jusque là restées circonscrites à une sphère strictement technique et édilitaire, les relations américano-parisiennes vont se transformer du tout au tout dès l'automne 1914, répondant politiquement à l'aide spontanée des Américains de la capitale. La Ville de Paris cherche alors à amplifier (plus de dons) et à transformer (pas que des médecins mais aussi des soldats) le secours des États-Unis selon une série de procédures qui rappellent particulièrement les mesures prônées par l'ambassadeur français en poste à Washington, J.-J. Jusserand¹⁹⁵. L'autre option d'alors

¹⁹⁴ Syndic du Conseil municipal en 1914. Voir *Les Couloirs de l'Hôtel-de-Ville*, p. 248.

¹⁹⁵

eût pu être la pratique d'une propagande plus lourde, celle prônée par Aristide Briand. Mais outre que la ville n'en avait ni les moyens ni les fonctions (encore que les frontières institutionnelles ont tendance à s'effacer en ces temps troublés), la propagande jusserandienne avait le mérite de réactiver des habitudes parisiennes qui dataient de l'alliance franco-russe. De l'étude précise de cette configuration, nous pouvons attendre de mieux connaître les moyens qui, ancrés dans les pratiques municipales, permettent d'intervenir sur la scène internationale, et de mieux cerner la part respective des consignes ministérielles et des initiatives locales.

Notre premier outil de travail, les discours prononcés à l'occasion des réceptions officielles et conservés dans le *Bulletin municipal officiel* créé en 1882 par les services de la Ville de Paris, permet de faire apparaître certains thèmes nouveaux qui attestent le virage pris par les relations américano-parisiennes. Ainsi de la thématique assénée jusqu'à la saturation de la proximité américano-parisienne, d'autant plus remarquable que la vision d'avant guerre était surtout différentialiste. Désormais tout se ressemble, et l'on va jusqu'à nier que le paysage des villes américaines diffère de celui de la capitale française «où il n'est pas une promenade [...] qui ne vous permettra de croire que vous n'avez pas traversé l'océan; nos constructions rappellent [les vôtres]; notre foule est comme la vôtre, active, variée, curieuse.»

Plus abstraitement, on proclame dans la même perspective que «nous ne formons qu'une famille où les prénoms seuls diffèrent»¹⁹⁶. Ceci est corroboré par une insistance sur l'hospitalité de l'Hôtel de Ville à l'endroit des Américains, en accord total avec les vœux de Jusserand en la matière. Chaque discours parisien devient ainsi l'occasion de rappeler «l'hospitalité coutumière de cette maison»¹⁹⁷, ou de préciser que «vous êtes ici chez vous; chaque foyer est votre foyer»¹⁹⁸,... le postulat sous-jacent de telles observations étant bien entendu que les Américains doivent défendre Paris avec la même pugnacité que s'il s'agissait de l'une de leurs cités. Mais les édiles parisiens vont, bien au delà de la proximité ou de l'hospitalité, jusqu'à évoquer des thématiques fusionnelles, la France, Paris ne formant qu'une seule entité guerroyante avec les États-Unis, «une nation commune en lutte pour le droit et la liberté». La similitude du tricolore des deux pavillons nationaux est souvent prise en prétexte pour opérer ce glissement; de l'avis des Parisiens en effet, «s'étaient unies dès les premiers instants de cette guerre, les couleurs américaines et françaises.»¹⁹⁹ La charge propagandiste de l'image est attestée dans un carton d'invitation à l'occasion d'une grande cérémonie américano-parisienne²⁰⁰. Il s'agit d'un programme cartonné, avec en couverture, une aquarelle représentant un navire aux armes de Paris, navigant sur la Seine. À la proue, trône une Marianne couronnée, vêtue d'un drapé français bleu, blanc, rouge, qui brandit six drapeaux de nations alliées. Le pavillon américain est au premier plan, à ce point mis en avant qu'il en rend les autres difficilement reconnaissables, et s'avère en fait rejoindre dans la même étoffe le costume de la femme, dont il n'est que le prolongement. Peut-être est-ce surinterpréter que de voir dans ce motif l'illustration de cette volonté de communion qui est celle de l'Hôtel de Ville à l'endroit des Américains. Cependant, le type même du document, destiné pour partie à être distribué à des Américains, sa convergence avec des expressions verbales de la même idée, autorisent selon nous à dire qu'il s'inscrit finalement dans un vaste projet propagandiste où l'on veut donner l'image de l'indissolubilité des liens américano-parisiens.

On peut la résumer comme suit: la propagande pour les États-Unis en France est la meilleure propagande pour la France aux États-Unis.

¹⁹⁶

¹⁹⁷ BMO, 23-08-1918, p. 2550

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 2552

¹⁹⁹ BMO, 02-05-1917, p. 1302.

²⁰⁰ AP, VK3-199

Un autre type de document tout à fait remarquable rend bien compte de ces intentions: les plaquettes illustrant l'aide américaine à Paris, imprimées et distribuées par la Ville aux enfants de ses écoles. Le Conseil municipal, dans les temps forts de la guerre, s'érige ainsi en pédagogue et thuriféraire de l'amitié franco-américaine. La première est réalisée lors de la grande vague d'enthousiasme du mois d'avril 1917. À peine moins de trois jours après le discours du 2 avril du président Wilson, les conseillers municipaux délibèrent sur une proposition portant sur «le devoir de répandre cette belle page d'histoire et de la soumettre aux enfants de notre libre démocratie»²⁰¹. Le résultat établi à l'unanimité que des exemplaires d'une plaquette reproduisant le message du président à la nation américaine seront gratuitement distribués aux enfants des écoles²⁰². Au vu de la rapidité de la décision, il s'agit bien évidemment d'un enthousiasme spontané. Mais l'esprit de l'entreprise, tout comme la facture du document, montrent qu'il y va aussi d'une volonté calculée de propagande: témoignage de gratitude, apologie, large communication, ... que demandait Jusserand? Ce petit carnet gris-vert de seize pages²⁰³, exécuté par les soins de l'école Estienne, est significativement intitulé: «les États-Unis dans la guerre pour le droit et pour la liberté; la Ville de Paris aux enfants de ses écoles.» Il est frappé de l'écusson aquilin de l'Amérique et consigne à la fois le discours du président Wilson et le récit de la réception de l'ambassadeur Sharp, qu'organisa l'Hôtel de Ville pour célébrer l'événement le 22 avril. C'est dire par-là la coalescence que l'on veut établir entre les hauts faits américains et la reconnaissance parisienne, saisies dans un même mouvement.

Le plus souvent, l'expression de cette gratitude s'effectue sans médiation, par envoi direct de courrier aux organismes américains concernés. C'est précisément ce qui se passe le 6 avril 1917²⁰⁴, alors même que le Congrès est en train de se prononcer sur l'entrée en guerre. Sans en attendre les résultats, et en se défendant de vouloir intervenir dans un débat strictement américain, les conseillers, «ne pouvant taire l'émotion qui déborde de [leurs] cœurs», «prient le président Wilson d'agréer l'hommage de [leur] admiration respectueuse.» Procédure significative, s'il est vrai qu'il y a bien quelque chose de propagandiste à remercier par provision!

En dehors de ces temps forts, les dons ou aides américains suscitent systématiquement des lettres de remerciements officiels émises par l'un ou l'autre des Conseils (municipal ou général) ou les deux. Ainsi, en mars 1918²⁰⁵, des remerciements sont adressés, au nom de la Ville de Paris, au gouvernement des États-Unis, qui vient d'offrir une statue de Lincoln; une médaille de donateur lui sera en outre décernée²⁰⁶. Fin avril 1917, reconnaissants des dons de toute nature que le Clearing House²⁰⁷ a faits à la capitale, «les élus de Paris remercient leurs grands amis d'Amérique.» L'optique est donc nette: aucun geste, aucun secours américain, si ténu soit-il, ne doit passer inaperçu, et il convient à chaque fois de manifester sa satisfaction et sa reconnaissance. Mais si l'on peut dire de ces menus faits qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'une propagande jusserandienne, c'est dans la mesure où ces remerciements ne restent pas dans la sphère «privée» et qu'on cherche au contraire à leur donner une large publicité. Toutes les décisions afférentes du Conseil municipal, comme la teneur de tous les courriers, sont en effet publiées dans le BMO. Ce dernier, propagande de guerre oblige, était alors largement diffusé: mairies, bibliothèques, affichage «sauvage», ... ce qui donnait une très large audience à ces témoignages de gratitude. Certains passages vont même jusqu'à exploiter la veine de façon très visible. À l'occasion de la distribution de cadeaux offerts par les enfants

²⁰¹ 5 avril, BMO, p. 1101.

²⁰² BMO, 20-04-1917, p. 1210

²⁰³ Bibliothèque historique de la Ville de Paris.

²⁰⁴ BMO, 06-04-1917, p. 1077.

²⁰⁵ BMO, 29-04-1917, p. 1272.

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 1273.

²⁰⁷ Il s'agit du Comité central des secours américains créé dans les derniers mois de 1914, notamment sous l'initiative de l'ancien ambassadeur des États-Unis à Paris, Myron T. Herrick.

américains, la ville publie un long descriptif de la cérémonie et inclut dans le récit la lettre «émouvante» d'une jeune américaine, Katherine Roberts, «*to a sister in Europe*»²⁰⁸, et sa réponse «chère petite sœur d'Amérique.» On touche là aux aspects les plus grossiers de la propagande.

La diffusion de la gratitude parisienne et de ses manifestations peut aussi satisfaire les critères jusserandiens en passant par d'autres vecteurs comme la presse française ou américaine. Toutes les manifestations organisées par la municipalité sont étroitement observées par la presse qui en assure l'indispensable diffusion. Les archives VK3²⁰⁹ permettent d'établir le rôle des responsables de la Ville sur cette question. C'est en effet le syndic du Conseil municipal qui est en charge d'expédier les invitations aux directeurs des grands journaux: *Le Figaro*, *L'Exelsior*, *Le Petit Journal*, *Le Matin*, *L'Intransigeant*, *Le Temps*, ... Concernant les journalistes américains, les services de la ville demandent le plus souvent la liste de la presse à l'ambassade américaine. Sont ainsi fréquemment présents le *New York Herald*, le *Chicago Examiner*, ...Au total, on compte une cinquantaine de journalistes-photographes à chacune de ces cérémonies. Par ce truchement, la diffusion de la gratitude parisienne est effective. Le *Lafayette's Day* de 1917 est ainsi très positivement répercuté par les quotidiens du 7 septembre qui ont correctement perçu l'intention parisienne: tous ou presque retranscrivent le témoignage de gratitude envoyé par le Conseil municipal au maire de Philadelphie; l'événement fait la première de couverture du *Figaro*, de *La Liberté*, de *L'Intransigeant*, ou encore du *Temps*. Quant au *Matin*, il a parfaitement compris que la propagande américaine de l'Hôtel de Ville équivalait à de la propagande française aux États-Unis, insistant particulièrement sur l'enthousiasme que suscite l'Amérique:« [...] une cérémonie qui a permis à la population parisienne de manifester une fois de plus sa sympathie à l'égard de la noble nation alliée.»

Il est encore des formes de propagande beaucoup plus directes, à l'instar de la mise en spectacle de l'aide américaine. Durant ces années de guerre, le pavoiement en est incontestablement l'une des manifestations les plus visibles. Lors de toute grande cérémonie, la municipalité dispose en effet, sur les parcours ou sur les lieux symboliques, des drapeaux américains, parfois seuls, parfois mêlés au tricolore français et enserrés par les armes de Paris. À voir la minutie de l'administration en ce qui concerne leur nombre et leur emplacement, le pavoiement semble déterminant dans la tactique de montre propagandiste entreprise par l'Hôtel de Ville. La multiplication des directives et contre-directives en tous genres qui précèdent les manifestations organisées pour l'entrée en guerre des États-Unis ne laisse pas de doute à ce sujet: la Ville n'ayant prévu que le pavoiement des vingt mairies dans un premier temps, rectifie d'urgence le tir en pourvoyant finalement à l'ornement de tous les monuments publics de la capitale²¹⁰, comme à proportionner les symboles d'amitié pour les États-Unis à l'aide qu'on en attend. L'Hôtel de Ville se voit réserver un sort spécial puisque le campanile arbore pour les cérémonies ultérieures au 6 septembre 1917 le grand drapeau américain offert par Philadelphie²¹¹. En somme, la pratique du pavoiement fonctionne comme un rite des manifestations américano-parisiennes, régi par une double logique: au premier chef, galvaniser la population par ce signe d'une présence amie forte, mais aussi et surtout, témoigner brillamment de la reconnaissance française - topique jusserandien s'il en est.

²⁰⁸ BMO, 26-01-1915: «Dear sister in Europe, I am sending this doll which I have taken much pleasure in dressing for you. I am 12 years old and live in Chicago. I am sending my love and sympathies and hope that better times are coming, and peace will soon be restored in your's and other little girl's countries. I hope that she has found a good mother and that she'll be a comfort to you»; signed«your loving sister in America».

²⁰⁹ AP, VK3, 190. Il s'agit du fonds des fêtes et cérémonies des Archives municipales de la Ville de Paris.

²¹⁰ AP, VK3-190.

²¹¹ BMO, 10-07-1917; il s'agit d'une réplique du drapeau américain, brodé spécialement dans la maison historique où Betsy Ross broda le premier emblème de la nouvelle nation. Les treize étoiles représentant les treize États de l'époque ont été brodées par 6 petites Françaises et 7 petites Américaines.

Représenter les liens américano-parisiens dans l'espace, c'est de cela aussi que procède la proposition du conseiller Fiancette au printemps 1918, visant à donner le nom de Wilson à une grande avenue de la capitale. Son compte-rendu au Conseil municipal est significativement introduit par cet impératif: «nous devons manifester notre gratitude.» Le vote est unanime, et cette avenue du président Wilson est inaugurée dès le 4 juillet 1918²¹². La propagande parisienne sait sans conteste manier les symboles américains, ce dont témoignent aussi, au plus haut point, l'organisation et le déroulement des grandes réceptions à l'Hôtel de Ville.

La communication en Amérique même fait elle aussi partie des instruments utiles. La Ville, malgré d'évidentes difficultés financières, ne décide-t-elle pas finalement de maintenir sa participation en 1916 à l'Exposition internationale de San Francisco? Le principe en avait été voté en 1913, mais le contexte de guerre eût pu conduire à un abandon légitime. Or, c'est tout le contraire que l'on observe, puisqu'une délibération du 29 mars 1915 ouvre un crédit supplémentaire de 35000F, mis à la disposition de l'administration pour les dépenses occasionnées²¹³. Y seront exposés les objets devenus habituels dans ce genre de manifestation, mais aussi quelques photographies de la guerre à Paris - la ville ayant auparavant multiplié les avis aux photographes parisiens pour que soient pris des clichés-choc²¹⁴.

Manifestations d'enthousiasme spontané, les cérémonies de l'Hôtel de Ville sont donc aussi le résultat d'une propagande calculée, ce qui autoriserait bien à employer le terme de «diplomatie» proposé par Ernest Gay. Au vu du contexte, favorisant le consensus politique, et des compénétrations institutionnelles existant entre l'État et la municipalité, il est permis de se demander si certaines d'entre elles ne sont pas encore le produit d'une manipulation du pouvoir central. Sans préjuger de la réponse, quelle est l'initiative réelle de la Ville de Paris et quelle est sa marge de liberté?

Une instrumentalisation par les Affaires étrangères françaises?

En termes strictement fonctionnels, l'intervention de différents ministères pour régler tel ou tel aspect accrédièterait la thèse d'une «manipulation.» Encore, une distinction s'impose-t-elle à ce stade entre les directives nationales (toutes les municipalités de France se voient contraintes d'organiser pareillement certaines cérémonies) et celles qui ne concernent que Paris.

Pour les premières, peu de remarques, sinon qu'il y va d'une volonté - nécessairement un peu fautive et paradoxale - de montrer que les élans d'enthousiasme viennent d'en bas, de la société civile, plus que d'en haut, des ministères. La circulaire n°496 du 6 avril 1917 envoyée à tous les préfets de France par le ministère de l'Intérieur s'inscrit tout à fait dans cette logique, puisqu'il s'agit de pavoiser tous les bâtiments publics aux couleurs américaines en l'honneur de l'entrée en guerre des États-Unis²¹⁵. La démarche est parfaitement comprise par les édiles parisiens qui insistent beaucoup sur cette dimension spontanée et populaire dans leurs discours. Aussi précisent-ils systématiquement que les réceptions officielles ne sont que le réceptacle de l'exaltation de leurs administrés. Paris joue résolument ici le jeu de la propagande gouvernementale.

²¹² AP, VK3-194.

²¹³ BMO, 29-03-1915.

²¹⁴ Voir notamment «avis aux photographes», BMO, 06-03-1915.

²¹⁵ AP, VK3-190.

Pour les secondes, c'est la place particulière que Paris occupe dans la stratégie du pouvoir central qui est en question. L'ingérence des services centraux est quasi-permanente, prenant parfois un ton suggestif quand le ministre des Affaires étrangères propose à la ville de hisser sur le clocher de l'Hôtel de Ville le drapeau de Philadelphie le 6 septembre 1917, mais le plus souvent autoritaire à l'instar du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts qui demande en juillet 1918 aux administrateurs parisiens que les établissements d'enseignement arborent les couleurs américaines. Ne parlons pas des services du Protocole ou des Affaires politiques du Quai d'Orsay qui tendent à régenter tous les aspects des réceptions américaines à l'Hôtel de Ville²¹⁶. Toutes ces circulaires et recommandations jouent en faveur d'un renforcement et d'une amplification des mesures déjà prises: toujours plus de drapeaux, plus de cérémonies, plus d'invités. En soi, ceci n'a rien d'étonnant, Paris étant la capitale, une certaine confusion des espaces (physique et politique) doit nécessairement se produire avec les services de l'État. Si l'Élysée ou la présidence du Conseil veulent recevoir comme il se doit un hôte américain, il faut pavoiser son parcours, et cela implique obligatoirement de passer par la municipalité pour lui demander d'exécuter les décisions arrêtées. Pourtant, il y a plus, dans la mesure où le personnel gouvernemental assiste la plupart du temps aux cérémonies organisées par la municipalité: Ribot est présent lors de la réception de l'ambassadeur américain en 1917, les ministres des Affaires étrangères, de la Marine et des Régions libérées sont là quand est célébré à l'Hôtel de Ville le premier anniversaire de l'entrée en guerre, Pichon, Boret et Lebrun²¹⁷ co-accueillent Hoover en mai 1918. C'est à se demander si l'Hôtel de Ville est encore «la Maison du peuple parisien» ou l'antichambre des cabinets ministériels!

Mais, sur le fond, quelle est l'intention des ministres qui participent aux réceptions municipales? Les discours qui y sont prononcés ne sont pas différents en vérité de ceux des conseillers: mêmes analyses, mêmes compliments, tant il est vrai que les ministres parlent à l'unisson des Parisiens. Il est d'ailleurs frappant d'observer que leurs discours sont strictement superposables, alors même que l'on sait par ailleurs que leurs positions sont tout autres. Un cas est exemplaire, celui de Pichon qui déclare en avril 1918 à l'Hôtel de Ville: «nous combattons pour la même chose, agréant totalement les buts fixés par le président Wilson», alors que les 14 Points ont été accueillis avec tiédeur par le gouvernement Clemenceau en janvier et que les buts ultimes des États-Unis et de la France divergent, Pichon étant bien placé pour le savoir. Tout se passe donc comme si l'Hôtel de Ville était un lieu où s'apaisaient les tensions et où s'affirmait une pleine et totale concorde. La propagande que fait le gouvernement par le biais de la municipalité parisienne est donc une propagande qui s'inspire elle-même de Jusserand.

D'ailleurs, la présence de ministres n'est pas nécessaire à l'État pour intervenir dans les cérémonies, puisque le préfet de Seine et le préfet de Police (ou à défaut leurs représentants) y prennent systématiquement la parole: nommés par le pouvoir central et responsables devant lui seul, ils donnent à entendre sa voix en toute occasion. Là encore, on est frappé de la distance entre les positions réelles et le contenu des discours prononcés. Lorsqu'est reçue une délégation de l'*American Federation of Labour* en mai 1918, le préfet Autrand cautionne de son autorité les déclarations du président du Conseil municipal:

«Nous savons que, par la force de son idéal, l'Amérique nous préserverait, s'il en était besoin, de la tentation d'abuser de notre victoire.»²¹⁸

²¹⁶ AP, VK3-187, 190, 191, 193-195, 197.

²¹⁷ Respectivement ministres des Affaires étrangères, du Ravitaillement, et du Blocus

²¹⁸ BMO, 25-05-1918; or le Cabinet Clemenceau ne souhaite nullement que les grands idéaux américains prévalent sur les intérêts français à l'heure du règlement de la paix.

En somme, la stratégie est assez simple, consistant à afficher «le fameux sourire de Paris»²¹⁹ à l'heure même où l'État grince ou grimace. C'est bien à une utilisation jusserandienne de l'image parisienne que procède en ces années le gouvernement français.

Mais c'est aussi de façon beaucoup plus tangible que la Ville de Paris est politiquement instrumentalisée par l'État, comme le montre, en 1916, l'opération d'emprunt sans nantissement contracté auprès de banques américaines par la Ville de Paris ... pour le compte de l'État.

Ce qu'on peut retenir de tous ces éléments, c'est que l'État utilise l'image positive de Paris aux États-Unis, exploite les sympathies que la Ville s'est déjà acquises, soit spontanément, soit au moyen de sa propagande, pour servir ses propres intérêts. Mais il faut reconnaître qu'il s'agit là d'une instrumentalisation largement consentie, comme si la Ville avait contracté un pacte de «centralisation sacrée» en ces années de guerre, mettant fin à la période de tension et de crise politico-institutionnelle de l'avant guerre. Le terme de «manipulation» est donc trop loin de la réalité et on lui préférera ceux de coopération ou de subsidiarité, tant il est vrai que la Ville fonctionne alors plus comme une structure auxiliaire que comme un organe ancillaire.

Vers la pérennisation de la diplomatie américaine de la Ville de Paris: modèles de l'intervention dans l'Entre-deux-guerres

Durant les années 1920 et 1930, on aurait pu penser que les contacts américano-parisiens reprendraient mécaniquement la forme de relations techniques et édilitaires qui avait été la leur avant le conflit mondial. Or, c'est en fait tout le contraire que l'on observe. La Guerre signifie bien ici une rupture capitale, et les élus municipaux s'érigent, au cours de l'Entre-deux-guerres, en véritables intercesseurs du gouvernement français auprès de leurs hôtes américains, quoi qu'ils pensent par ailleurs de son action: il est vrai que les causes de dissensus sont nombreuses, qu'il s'agisse des dettes interalliées, des retombées de la Grande Crise ou de la montée des tensions en Europe. C'est sur tous ces sujets que la Ville de Paris intervient, à chacune de ces rencontres avec des Américains. Le fondement de cette position vient de ce que le nationalisme des conseillers l'emporte sur toute autre considération.

Mais il resterait tout de même à expliquer la concordance entre la propagande des élus parisiens et les thèses adoptées par le Quai d'Orsay dans ses relations avec les États-Unis. Cette concordance n'a bien sûr rien d'un hasard. Pour les réceptions d'importantes personnalités américaines, les services du ministère des Affaires étrangères demandent, en effet, que les épreuves de discours du préfet de la Seine lui soit envoyées²²⁰. Mais il n'est pas jusqu'aux élus parisiens eux-mêmes qui ne bénéficient des conseils du Quai d'Orsay, lorsque se préparent d'importantes manifestations: des directives d'informations confidentielles (en fait très souvent normatives et prescriptives) sont expédiées à la présidence du Conseil municipal pour ces événements. Particulièrement exhaustive fut celle qui précéda le voyage de Raymond-Laurent²²¹ aux États-Unis en 1937. Le but affiché était de

²¹⁹ Mentionné par le préfet Autrand en mai 1918 (BMO, 25-05-1918, p. 1304). Il devint un poncif dans l'Entre-deux-guerres.

²²⁰ AP, DE1 fonds Debidour, carton 1.

²²¹ C'est une des personnalités particulièrement brillantes de l'amitié américano-parisienne. Un séjour de trois ans aux États-Unis au cours de son adolescence, des postes-clés au sein du Comité France-Amérique durant les années 1920, expliquent sans doute sa parfaite connaissance des États-Unis, ses réseaux personnels, et sa

convier les municipalités américaines à participer à l'Exposition de Paris, mais l'occasion était trop belle pour la France de ne pas en faire une mission de propagande aux desseins plus généralistes. Dès leur retour à Paris, les délégués seront ainsi conviés au ministère des Affaires étrangères pour rendre compte des résultats qu'ils ont obtenus.

Cette mission de 1937, correspondant avec la présidence de Raymond-Laurent, est d'ailleurs au plus haut point caractéristique de ce que peut-être la diplomatie de l'Hôtel de Ville au cours de l'Entre-deux-guerres.

La municipalité met alors en place une «diplomatie de la présence», terme qui fut revendiqué par Raymond-Laurent pour sa présidence en 1936. Par ce nom, il s'agit en fait de désigner la politique très active de la municipalité à l'occasion de l'Exposition de 1937: celle-ci doit absolument réussir et montrer que la France n'est pas isolée sur la scène internationale. En dépit de cette vocation mondiale, elle se porte surtout sur les États-Unis, précisément dans la mesure où la longue mémoire qui les unit en renforce l'efficacité. Les élus vont désormais jusqu'aux États-Unis pour rappeler la profondeur de ces liens (mars-avril 1937). Faisant une communication radio quelques jours avant son départ, Raymond-Laurent précise parfaitement ces rapports entre diplomatie de la présence et utilisation de la mémoire américano-parisienne:

«Je ranimerai les amitiés innombrables que Paris et la France possèdent à l'étranger... Je crois à l'utilité de ce que j'appellerai 'la diplomatie de la présence', et j'ai voulu que mon mandat de président du Conseil municipal y fût en grande partie consacré. Elle est particulièrement efficace lorsqu'elle est faite dans des pays comme les États-Unis auxquels nous lient tant de grands souvenirs historiques en même temps qu'une communauté profonde de pensée et d'idéal.»²²²

Les préparatifs de cette grande «ambassade» illustrent la relative autonomie de la municipalité. Beaucoup d'informations politiques et de conseils ne proviennent pas du Quai d'Orsay, mais sont le fait des réseaux que la présidence du Conseil municipal a su se nouer dans la sphère des «américanistes.» Exemple remarquable, un texte dont l'auteur n'est pas spécifié²²³, d'environ quatre feuillets, lui est expédié quelques jours avant son départ. Il comporte trois remarques sur ce qu'il convient de dire à New York et en Louisiane sur le Père Marquette et Cavelier de la Salle. Sont données des informations historiques, mentionnées les personnes à rencontrer, et proposés les thèmes à aborder. Il est ainsi recommandé d'insister sur l'ancienne présence française à la Nouvelle-Orléans:

«Dîtes tout ce que vous voulez [...] Plus les traces réelles de notre présence s'effacent - et elles s'effacent très vite en ce moment - plus le souvenir est tenu en très grand honneur.»

À ces remarques sont ensuite adjointes quatre règles générales: exalter l'idéal démocratique, ne pas trop insister sur Lafayette et consorts, faire attention au prestige Blum et à la Presse Hearst, aux mains de «ce salaud de première», ... soit un véritable programme d'action.

prodigieuse activité pour promouvoir les liens avec l'Amérique à l'heure où il accède à la présidence du Conseil municipal en 1936-1937.

²²² AP, 1221/64/1/147

²²³ AP, D51/Z, carton 11 (voir annexe). L'auteur de ce texte est anonyme, mais on peut inférer qu'il s'agit d'un Français en rapport avec les sphères politiques, très bien informé sur les États-Unis. Peut-être appartient-il au Comité France-Amérique.

Mais au total, quoi qu'ils puissent faire appel à des avis extérieurs, les élus parisiens se conforment la plupart du temps aux directives gouvernementales dans le choix des thèmes politiques qu'ils abordent avec leurs interlocuteurs américains.

Au cours de son «Tour de l'amitié», Raymond-Laurent prononce de nombreux discours (Mobile, La Salle, La Nouvelle-Orléans, Los Angeles, San Francisco, Chicago, New York)²²⁴ qui tous exaltent les souvenirs communs, le devoir de mémoire et l'indestructibilité des liens: les municipalités américaines doivent en ce sens venir nombreuses à l'Exposition de Paris prouver leur amitié. Mais la mission de Raymond-Laurent se porte également sur des problèmes beaucoup plus politiques. Il donne en effet à New York de nombreuses interviews radio dans lesquelles il évoque les menaces allemandes en Europe, rappelant que la France veut la paix, mais dans certaines conditions²²⁵. On a désormais franchi le dernier stade de la politisation des relations américano-parisiennes.

Cette extrême politisation des relations américano-parisiennes est définitivement consommée en 1939, lors de la présidence de Le Provost de Launey. Déjà, depuis le mois d'octobre 1938, il n'avait cessé de féliciter les Américains de passage à Paris pour l'attitude exemplaire qui avait été celle du président Roosevelt tout au long de la crise de Munich: à la mesure parisienne répondit la sagesse de la Maison-Blanche qui «contribua à préserver des millions d'existences et notre belle terre de France»²²⁶. Le Conseil municipal parisien cherche donc à plaquer sur les Américains, assez abusivement, une image de sauveurs inconditionnels de la France. Du 14 juin au 3 juillet 1939, Provost de Launey va présider la délégation municipale qui assiste à l'ouverture de l'Exposition universelle de New York²²⁷. Le discours qu'il prononce en cette occasion est particulièrement déterminé et politisé. Il suffit pour cela de remarquer que sur les dix feuillets dont il est composé, six évoquent les risques de guerre en Europe. La stratégie est double: indirectement, en une figure qui nous est désormais connue, il s'agit d'utiliser le capital-mémoire acquis au cours des décennies précédentes - «les pays liés par des affinités de sentiments et des similitudes d'intérêts doivent se rapprocher de plus en plus» - mais aussi de manière plus directe, en cherchant à impliquer les États-Unis dans un possible conflit européen. Après tout, eux non plus ne sont pas à l'abri d'une propagation de la guerre, et Le Provost de Launey de se lancer dans une longue description comminatoire où il expose les motifs qu'a l'Amérique de craindre une nouvelle guerre européenne: progrès de l'aviation, moyens d'attaque longue distance, étau germano-nippon, propagande qui désagrège une nation dans sa substance même; en bref, et les termes choisis sont limpides, «un isolement sans grandeur ne saurait garantir la sécurité.» La «diplomatie de l'implication» de Provost, tout en s'inscrivant dans le prolongement des différents modes d'instrumentalisation du souvenir américain à Paris, poursuivant la ligne de «la diplomatie de la présence», en est surtout l'aboutissement ultime et paroxystique: s'adressant aux soldats de l'*American Legion* en 1939, c'est «sans détour» qu'il leur demande comment ils peuvent «concevoir une vie digne de ce nom dans un monde plié sous la loi de fer des États totalitaires en Europe et en Asie.»²²⁸

Deux modèles «diplomatiques» se succèdent ainsi au cours des années Trente, celui de Raymond-Laurent et celui de Provost de Launay, qui, pour être morphologiquement différents, n'en utilisent pas

²²⁴ *Ibid.* Il s'agit principalement des brouillons de ces discours.

²²⁵ Compte-rendu de plusieurs d'entre elles dans le *New York Herald Tribune* en date du 14 mars.

²²⁶ BMO, 26-10-1938, p. 3787-3788.

²²⁷ AP, 1221/64/1/153

²²⁸ BMO, 30-0-1939, p.1256. La suite est tout aussi caractéristique de l'attitude de Provost vis-à-vis des États-Unis: «Quel serait alors le sort de l'Amérique elle-même? Pourrait-elle se flatter que les barrières de l'Atlantique et du Pacifique la mettent à l'abri des propagandes insidieuses et des attaques les plus inattendues et les plus brutales? Regardez l'Angleterre qui a découvert que son insularité ne la mettait pas à l'abri.»

moins la même tradition amicale unissant la ville aux Américains, et dont chacun prétend répondre aux enjeux du contexte international.

Une diplomatie pour quoi faire?

En fait, la Ville de Paris déploie autant d'initiatives en direction des États-Unis, c'est qu'il s'agit là d'un moyen pour elle de reconquérir un certain nombre de prérogatives dont l'avait privée le statut de tutelle de 1871.

Les élus parisiens essaient en effet d'utiliser ces manifestations comme un moyen d'affirmation et de légitimation. Pouvoir prétendre à des relations spécifiques avec une puissance extérieure, c'est incontestablement pouvoir prétendre à une certaine autonomie. C'est pour cela que les officiels parisiens tentent systématiquement de singulariser leurs rapports avec les Américains au sein de l'amitié franco-américaine. Dans cette perspective, certains gestes ne laissent pas de doute quant à leurs fins dernières, comme cette offre d'une miniature de la statue d'Étienne Marcel au maire de New York: l'objet renvoie bien aux libertés et franchises municipales, avec d'autant plus de transparence qu'il est verbalement présenté comme tel. Il n'est pas rare non plus de voir les présidents du Conseil municipal revendiquer en présence de leurs hôtes américains le titre de «maire de Paris.»

Les résultats de tous ces efforts sont, au demeurant, difficiles à évaluer, même si la préséance cérémonielle qu'acquiert le président du Conseil municipal sur le préfet de la Seine au cours de cette période, leur doit incontestablement quelque chose. De nombreux signes autorisent donc à voir dans les relations américano-parisiennes un lieu utilisé par la Ville pour affirmer ses aspirations autonomistes. Sont par là mises en lumière des logiques purement endogènes: l'amitié entre la ville et les États-Unis provient bien pour partie dans des motivations d'ordre interne.

L'État, quant à lui, a tout lieu de favoriser ces contacts, et contribue à faire de la Ville de Paris, par ses conseils et directives, un acteur de premier plan des relations entretenues avec les États-Unis. Constituer Paris en structure focale de la propagande française présentait en effet de nombreux avantages dont le moindre n'était pas de montrer aux Américains les sentiments d'un corps élu. En effet, peu d'Américains prennent contact avec d'autres assemblées issues du suffrage universel. Ni le Sénat ni la Chambre des députés ne sont généralement inclus dans les programmes de visite. Le gouvernement est quant à lui trop cantonné aux réceptions officielles pour pouvoir exprimer sur la corde sensible, l'enthousiasme populaire. En ce sens, ce sont bien les conseillers municipaux, les élus les plus proches du peuple, qui garantissent une certaine authenticité à beaucoup de ces événements, conformément aux intentions du Quai d'Orsay.

Somme toute, cette «diplomatie» doit bien être vue comme la convergence des intérêts de ces deux acteurs: l'ambassade américaine de Raymond-Laurent sert à la fois la ville, soucieuse de montrer qu'elle est encore à la pointe de la modernité et en espérant des retombées économiques, et le gouvernement, voulant prouver sa responsabilité (discutée pendant le Front Populaire...), son aptitude à mener de grands chantiers, et annoncer son credo pacifiste dans un contexte international tendu. Mais que cette convergence d'intérêts donne précisément naissance à une «diplomatie municipale» ne s'explique que par l'existence d'une configuration unique: le statut de capitale de Paris, son rôle historique dans la longue durée (caractérisé par un messianisme bien enraciné), la compénétration institutionnelle des services de l'État (le préfet de la Seine) et des organes élus au sein même de la

municipalité résultant du statut de 1871. C'est bien ici cette coordonnée «capitale» qui explique la transgression du municipal en direction de l'international, et rend assez exactement compte de ces modalités.

MOHAMMED-MEHDİ CHERİET

Mohamed-Mehdi Cheriet, p. 153-172

→ **Le printemps croate de 1971**

«Large victoire de l'opposition croate»²²⁹ ; «Débâcle électorale pour les nationalistes»²³⁰ ; «La Croatie tourne sa page nationaliste»²³¹ ; «Tudjman mort, Zagreb sort du congélateur de l'histoire»²³².

Les titres de la presse française sont éloquents, après la défaite du parti nationaliste qui a dirigé la Croatie d'une main de fer pendant près de neuf ans: un vent de renouveau souffle sur le pays. Le défunt président Franjo Tudjman, son successeur et dernier président de la fédération yougoslave Stipe Mesic, ainsi que le candidat libéral Drazen Budiša furent tous trois des acteurs du Printemps croate de 1971. Trois hommes d'Etat, deux projets de société: Budiša et Mesic font partie de la coalition victorieuse aux élections législatives de janvier 2000. Leur dénominateur commun, le Printemps croate de 1971, fut presque ignoré par les médias. La presse a une fois de plus manqué de mesurer la portée d'un événement majeur de l'histoire de l'ex-Yougoslavie. A travers cet article nous nous efforcerons de rendre intelligibles les événements qui ont conduit au processus de démocratisation de la Croatie, et peut-être même dans un futur proche à celui de ses voisins immédiats. Durant l'année 1971, des événements inattendus secouèrent la République croate de la fédération yougoslave. En quelques mois, les Croates réussirent à rassembler, dans le même projet, le pouvoir communiste, l'intelligentsia regroupée autour de l'institution culturelle Matica hrvatska, l'Eglise catholique et les étudiants de Zagreb. Ce projet issu du mouvement, que l'on appelle aujourd'hui le Printemps croate par analogie au «Printemps de Prague», était aussi appelé MASPOK (mouvement de masse) par ses détracteurs pour en souligner avec ironie le caractère populaire. Ce mouvement, lancé par une nouvelle génération d'hommes politiques, les réformistes du comité central de la Ligue Communiste croate, bien que cela soit contesté, a ouvert un espace de liberté dans lequel l'opinion publique croate a pu s'élever contre le centralisme et réclamer une plus grande autonomie politique, culturelle, et économique, au sein de la fédération yougoslave. Ce processus de libéralisation fut brutalement interrompu le 1er décembre 1971, par l'arrestation des leaders du mouvement et par une purge de la Ligue Communiste de Croatie décidée lors de la XXIIe session du présidium de la Ligue Communiste de Yougoslavie (LCY) à Karadjordjevo. Longtemps qualifié de nationaliste, ce mouvement qui incluait des éléments de pluralisme politique était avant tout démocratique, même s'il se déroulait dans un contexte de monopole du Parti. Le Printemps croate fut

²²⁹ *La Croix*, 5 janvier 2000

²³⁰ *Le Figaro*, 5 janvier 2000.

²³¹ *Le Monde*, 5 janvier 2000.

²³² *Courrier international*, 13 janvier 2000.

en effet porteur d'une vision politique moderne, dans un contexte peu favorable aux idées démocratiques. La répression de ce mouvement a peut-être étouffé la dernière chance de voir la Yougoslavie échapper à un destin tragique.

Compte tenu de la diversité des facteurs et des composantes du mouvement du Printemps croate, il est nécessaire de présenter, même sommairement, les différents éléments qui ont permis à un tel mouvement de prendre forme. Pour cela nous avons choisi délibérément de lier les origines du Printemps croate à des faits historiques qui ont incontestablement fait souffler un vent de liberté à travers toute la Yougoslavie.

La chute de Rankovic

Au IV^e Plénum du CC de la LCY, tenu le premier juillet 1966 sur l'île bien gardée de Brioni, le vice-président de la République yougoslave Alexandar Rankovic fut destitué et exclu de la vie politique, ainsi que ses plus proches collaborateurs. Il s'agissait avant tout de condamner la gestion de la police secrète, l'UDBA (service de sûreté), et de le rendre responsable des abus commis par celle-ci. Rankovic, à cette période, personnifiait la conception de la bureaucratie étatique et du système centraliste de la Yougoslavie. Dans l'organigramme de la Ligue Communiste yougoslave il existait une hiérarchie non écrite qui avait une grande importance dans les rapports en vigueur au sein de la direction politique. Rankovic et Eduard Kardelj se partageaient la seconde position au sommet de cette pyramide. Ainsi, la culpabilité et le niveau de responsabilité de Rankovic dépendaient de la position qu'il occupait au sein de cette hiérarchie. Dans ce cas, et de façon générale dans le système communiste, la culpabilité était d'abord fondée sur des suppositions et ensuite sur la réalité des faits incriminés. Il est évident que Rankovic ne portait pas l'entière responsabilité de la répression et de la terreur qui régnaient alors dans certaines régions de la Yougoslavie, et qui masquait en réalité une lutte pour la succession de Tito.

Les deux plus proches collaborateurs du maréchal étaient Kardelj et Rankovic. M.Tripalo affirme dans son livre que les deux hommes ne s'étaient pas parlé pendant un certain nombre d'années en dehors des rencontres officielles et résume leur rapports en citant une conversation téléphonique entre Tito et Rankovic suite à une grève de mineurs. Tito avait alors demandé à Rankovic en 1958 de prendre la responsabilité de «pacifier» à Trbovlje et Hrstanik, en Slovénie, quelques milliers de mineurs qui, pour la première fois en Yougoslavie socialiste, s'étaient mis en grève pour demander de meilleurs salaires. Ce dernier l'avait commenté ainsi à M.Tripalo: «Quand il faut expliquer quelque chose de théorique, le camarade Bevc (on nommait souvent Kardelj ainsi) est là, et quand il s'agit de se salir les mains, alors tu y vas Marko! (Rankovic)»²³³.

La chute de l'homme qui représentait le centralisme brutal et la répression policière fut vécue comme un symbole par toutes les victimes de ses méthodes et par les tenants d'un socialisme libéral. Nonobstant le fait qu'il n'était pas responsable de tous les crimes qu'on lui imputait, car les décisions ne pouvaient se prendre sans l'aval de Tito, il restait tout de même l'incarnation d'une pratique policière brutale et d'un communisme violent et intolérant. Pour bien comprendre le rôle joué par Rankovic il suffit d'énumérer les postes qu'il occupa²³⁴, chef de l'OZNA (la police secrète qui deviendra plus tard UDBA) de 1944 à 1946 et ministre de l'Intérieur de 1946 à 1953. Durant cette

²³³ TRIPALO (Miko), *Hrvatsko Proljeće (le printemps croate)*, Zagreb, Globus, 1990, p.70.

²³⁴ STEFANOVIC (D.S), *Les origines de la crise croate de 1971*, thèse de doctorat inédite, EHESS, Paris, 1979, p. 272-275.

période, la lutte menée contre les partisans de Staline se solda par l'arrestation et le jugement d'un nombre incalculable de personnes (opposants de tous bords, surtout au Kosovo), déportées et torturées sur l'île de Goli Otok.

Les services de sécurité ont cependant joué un rôle important dans la préservation de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie face à la menace soviétique. Cette police de l'ombre et ses dirigeants constituaient un pouvoir parallèle dans le système communiste. Elle contrôlait toute la vie politique, économique et culturelle en pratiquant une politique de terreur à l'encontre de tous les opposants. Ce système perdura après la chute de Rankovic mais de façon moins brutale, la terreur finit par s'estomper. Le caractère symbolique que revêtait cette mise à l'écart des tendances centralistes au sein du pouvoir communiste eut un immense impact politique sur l'opinion publique croate, car Rankovic ne représentait pas seulement la dictature policière, il incarnait aussi les prétentions grand-serbe, ce qui engendra l'espoir de voir une injustice réparée. Cela eut aussi pour conséquence d'augmenter la marge de manœuvre des réformistes de la Ligue Communiste croate qui, non sans raison, vivaient dans la peur de la police politique.

De 1966 à 1971, la vie culturelle croate connut la plus riche et la plus intense période de son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale. Les journaux bénéficièrent d'une plus grande liberté, les nouvelles éditions ne furent plus étroitement contrôlées par le Parti, on constata également une plus grande tolérance au sein du Parti ainsi que dans l'opinion publique croate et un engagement de l'intelligentsia qui, consciente de la démocratisation du pays, se manifesta à travers des revues et des périodiques comme *Kritika*, et *Encyclopaedia Moderna* où l'on parla ouvertement des problèmes ayant trait à la nation croate, dont une question brûlante qui déclencha l'un des actes les plus importants de l'histoire du nationalisme croate: «la déclaration sur la position et l'appellation de la langue littéraire croate».

La déclaration sur la langue

En 1967, la langue pouvait avoir une connotation politique, et le «croatisme» était un signe de reconnaissance: lorsqu'une personne disait «tisucu» (mille) au lieu de «hiljadu», on pouvait facilement conclure que son interlocuteur était un «nationaliste» croate car il soutenait ainsi les thèses qui établissaient une différence entre la langue littéraire croate et la langue littéraire serbe²³⁵. En Croatie, lorsque l'on demande à des personnes ayant participé de près ou de loin au Printemps croate de classer par ordre d'importance les événements qui ont engendré la manifestation du nationalisme en 1971, une majorité d'entre elles désigne «la déclaration sur la position et l'appellation de la langue littéraire croate». La question de la langue ne se limitait pas aux querelles linguistiques mais elle prit un caractère nettement politique, la langue était avant tout un critère de nationalité. Cette déclaration démontra qu'il existait des forces politiques hors du Parti communiste.

Quelques années auparavant, la commission du dictionnaire de Novi Sad avait imposé l'expression «serbo-croate». De plus, la langue serbe et le cyrillique étaient obligatoires dans l'armée, la police, l'administration et la diplomatie. Tout cela avait tendance à donner un caractère provincial à la langue et la culture croate. Avec la libéralisation du régime, les cercles culturels croates commencèrent à

²³⁵ IVICEVIC (Jozo): "*Sedamdesetprva u suvremenoj hrvatskoj povijesti*" («Soixante et onze dans l'histoire contemporaine croate»), *Vjenac*, journal de la Matica hrvatska pour les sciences humaines, n°110, Zagreb, 26 mars 1998, p.20-21.

manifester leur mécontentement devant cette tentative d'assimilation de la culture croate justifiée par l'idéal du «yougoslavisme».

En mars 1967, la présentation de la déclaration par 130 intellectuels croates, dont de nombreux communistes, devant le Sabor (parlement) de la Croatie et l'assemblée fédérale, fut une action des plus importantes. Les journaux de Zagreb, le *Telegram* du 16 mars 1967 et *Vjesnik* publièrent la «Déclaration» qui réunissait en outre une vingtaine d'institutions et associations croates. Parmi les signataires se trouvaient l'écrivain croate le plus célèbre, Miroslav Krleža (qui était proche de Tito), et le défunt président F.Tudjman, alors président de l'Institut d'histoire du mouvement ouvrier en Croatie²³⁶. Les intellectuels exigèrent la reconnaissance de l'identité et de la langue croates, menacée de serbisation sous couvert de langue serbo-croate. Ils revendiquèrent le droit de l'utiliser pour nommer leur langue maternelle et reprochèrent au pouvoir de vouloir imposer aux Croates une langue dépourvue de toute caractéristique qui pourrait rappeler une tradition linguistique propre. Ils remettaient ainsi en cause le compromis de 1850 et tous les efforts de rapprochement réalisés au XIXe siècle. Ce qui portait atteinte aux fondements même de l'Etat et de la fédération yougoslave.

Cette «déclaration» fut un acte révolutionnaire qui réunit à la fois l'élite communiste et l'élite non communiste sur une idée commune, l'identité croate. Elle montra en outre que les dirigeants croates n'étaient pas en total désaccord avec les signataires. La campagne assourdissante menée contre les pétitionnaires était en définitive contre-productive car les communistes des autres républiques, et en particulier le CC de la Ligue Communiste serbe, ont, de ce fait, contribué à amener sur le terrain politique, y compris au sein de la LCY, une question strictement identitaire et linguistique. Les institutions et associations culturelles croates sont devenues un foyer d'opposition qui a agi comme un catalyseur sur les événements du Printemps croate.

Le système politique

Les cadres étaient un des piliers du régime communiste, leur principale caractéristique était la discipline imposée par le Parti, lorsqu'il s'agissait d'exécuter les ordres, et l'absolue obéissance à la hiérarchie. Dans l'illégalité, avant et pendant la guerre, le critère de sélection était le courage; une fois arrivé au pouvoir, le Parti communiste choisissait ses hommes en fonction du degré d'obéissance. Les cadres du Parti pouvaient donc faire carrière et garder leurs privilèges en toute quiétude s'ils ne s'opposaient pas par leurs idées ou par leurs actes aux structures bureaucratiques mises en place par le Parti-Etat. Dans cette organisation, la Ligue Communiste yougoslave était la seule force politique. La participation du peuple était limitée et rigoureusement contrôlée. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, sous l'influence d'une conception qui incluait une participation massive du peuple aux décisions politiques, la Yougoslavie a, en 43 ans, changé quatre fois sa Constitution, et l'a amendée cinq fois²³⁷. Les citoyens et la classe dirigeante étaient bien conscients de la différence entre les possibilités théoriques de la participation au pouvoir et la réalité, qui les en excluait.

Plus les désaccords et les conflits au sein de la classe dirigeante étaient visibles, plus on élaborait des programmes qui ouvraient les institutions politiques à un grand nombre de citoyens. C'est dans ce contexte que la politisation s'est élargie aux masses, mais le système était construit de manière à ce que la pression du peuple n'influe pas sur les décisions du sommet. Lorsqu'une libéralisation politique

²³⁶ STEFANOVIC (D.S), *Les origines de la crise croate de 1971*, op. cit., p. 439-440

²³⁷ KRULIC (Joseph), *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Editions complexe, Campin, 1993.

apparaissait, l'opinion avait à peine le temps de s'habituer: immédiatement après, on constatait un durcissement du régime pour, ensuite, revenir au temps des promesses utopiques. Si bien que les mêmes personnes qui ont mis en place le système l'ont critiqué, puis changé lorsque cela s'imposait. La politique des cadres évoluait ainsi selon les «affaires» qui secouaient le cœur du Parti: l'élimination de Andrija Hebrang, Milovan Djilas²³⁸, Rankovic et d'autres personnalités. Il ne s'agissait jamais de procédés démocratiques, mais d'intrigues ou d'intérêts politiques du moment. L'essence même du régime yougoslave se trouvait dans la toute-puissance du Parti, qui, au plus haut sommet, instrumentalisait l'Etat pour réaliser son programme en contrôlant étroitement la vie politique d'abord, et ensuite le citoyen.

Dans ce système politique, les cadres ont commencé à ressentir certains changements et ce, à partir de la chute de Rankovic. Le sommet du Parti a, comme dans d'autres pays communistes, compris que les arguments de la lutte antifasciste de la guerre de libération nationale n'avaient plus la même audience. En effet, la Yougoslavie commençait à récolter les fruits de la prospérité, le niveau de vie s'élevait et les aspirations des uns et des autres prirent de plus en plus une tournure revendicative dans tous les domaines de la société civile. A l'intérieur du Parti s'ouvrit une ligne de front entre la vieille garde communiste attachée au dogme et à la discipline et les jeunes cadres instruits, moins endoctrinés et surtout plus libres vis-à-vis de la hiérarchie. La libéralisation politique créa une situation nouvelle dans laquelle les cadres qui avaient une conception politique qui correspondait de moins en moins à la ligne du Parti purent exprimer leur point de vue sans avoir subir de représailles. Cette nouvelle tendance s'accrut au Xe Plénum du CC de la LCC²³⁹ tenu du 15 au 17 janvier. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, une action politique indépendante était menée par le Parti d'une république fédérée avec, à sa tête, la présidente du CC de la LCC, S. Dabcevic Kucar, Miko Tripalo (membre du bureau exécutif de la LCY) et Pero Pirker (membre du bureau exécutif du CC de la LCC), unis pour s'opposer à la tendance dominante de la politique fédérale, le centralisme et l'unitarisme (incarné par Miloš Žanko qui sera condamné pour "opinion anti-Parti"). Autre fait sans précédent, les débats furent intégralement retransmis à la télévision²⁴⁰. En plaçant ainsi les discussions sur la place publique, la direction politique croate a créé une symbiose avec toutes les franges de la société, particulièrement avec les cercles culturels, même s'ils étaient plus radicaux dans leurs revendications. Dès lors, il était possible de se dire croate ou de parler la langue croate sans autocensure. De plus, les réformistes montrèrent, lors de ce Plénum, qu'il était possible de rompre avec les formules abstraites du communisme et de parler un langage compréhensible pour le peuple. Le Xe Plénum a ouvert un processus de politisation et d'émancipation des masses populaires croates. Cet état d'esprit se développa dans les milieux culturels, universitaires, littéraires et religieux. Une euphorie nationaliste se propagea, aboutissant à l'épanouissement du Printemps croate.

Le Printemps croate

Les réformistes

²³⁸ Hebrang et Djilas furent les principaux lieutenants de Tito à être victimes de la purge antistalinienne.

²³⁹ Le comité central de la Ligue Communiste croate que l'on nommera dorénavant le CC de la LCC.

²⁴⁰ DABCEVIC KUCAR (Savka), *Hrvatski snovi istvornost 71*, Zagreb, Interpublic, 1997, 2 vol., p. 118.

La direction du Parti croate a initié les changements et ouvert un espace dans lequel ont pu se manifester librement tous les acteurs du Printemps croate. Ce groupe politique a exprimé des idées beaucoup plus courageuses et audacieuses que celles qui ont été développées par les autres pays du bloc de l'Est, y compris les autres républiques de la Yougoslavie. La plus audacieuse fut sans doute le concept de légitimité du pouvoir, même si cela ne fut jamais exprimé en ces termes.

Dans le système communiste, la légitimité du pouvoir vient du sommet, personne ne peut venir s'interposer entre le ou les dirigeants et le peuple. Tous les autres dirigeants politiques ne peuvent exercer le pouvoir que grâce à la légitimité que leur confère le sommet de la hiérarchie. La direction politique croate a donc été la première à promouvoir l'idée d'une légitimité de la base. Cette base ne représentait pas un concept abstrait, que la terminologie communiste désigne par segment national du prolétariat mondial. Il s'agissait de réels citoyens croates qui aspiraient à une politique représentative. C'est donc pour légitimer le pouvoir conféré par la base que la direction du Parti s'appuya sur l'intérêt national. Trop longtemps criminalisée, l'identité croate fut en quelque sorte affranchie. L'affirmation de l'identité nationale fut un facteur important, mais aussi un instrument servant à soulever un certain nombre de questions économiques, politiques et sociales. Les leaders politiques croates agirent en quelque sorte dans le sens d'une libéralisation de l'activité économique de la république croate au sein de la fédération yougoslave.

La Matica Hrvatska

Institution culturelle engendrée par le mouvement illyrien, la Matica illyrienne se transforma en Matica hrvatska le 29 novembre 1874²⁴¹. Elle était tellement enracinée dans le patrimoine culturel croate que même le régime communiste ne put en venir à bout, toutefois son activité fut réduite jusqu'à la chute de Rankovic. Les membres de la Matica hrvatska commencèrent activement à participer à la vie culturelle pendant la période qui suivit, en exprimant de manière spontanée divers points de vues dans une atmosphère de moins en moins dangereuse, puis de façon plus organisée. Dans la période qui nous intéresse, c'est-à-dire au cours de l'année 1970-1971, donc juste après le Xe plénum du CC de la LCC, la Matica hrvatska augmenta ses effectifs. A la fin du mois de novembre 1970, l'institution possédait trente branches réparties dans les villes et villages de Croatie, et plus de 2000 membres; à la fin de l'année 1971, 55 branches, 41 000 membres et 36 filiales à l'étranger²⁴². La Matica hrvatska n'était cependant pas une institution homogène, on pouvait trouver dans cette organisation, des anciens combattants, des membres et anciens membres du Parti, d'anciens militants du Parti paysan croate, ainsi que de farouches anticommunistes.

Les membres de la Matica hrvatska entrèrent sur la scène publique de manière plus discrète que les autres protagonistes du Printemps croate, mais incitèrent et développèrent une activité culturelle intense: journaux revues et périodiques virent le jour. Le plus populaire d'entre eux, *Hrvatski tjednik* (l'hebdomadaire croate) tirait jusqu'à 120 000 exemplaires. Sa publication débuta en avril 1971 et prit fin en décembre de la même année. Il fut en quelque sorte la vitrine du Printemps croate²⁴³. La Matica hrvatska regroupait toute l'intelligentsia croate. Par son influence sur les diverses institutions de la société civile, elle représentait un formidable centre de contre-pouvoir, qui formellement pouvait s'apparenter à un parti d'opposition. Si la Matica hrvatska agissait comme une pieuvre sur la société

²⁴¹ Hrvatski Leksikon, (Le lexique croate), Naklada Leksikon, Zagreb, 1996., p. 79-80.

²⁴² STEFANOVIC (D.S), *Les origines de la crise croate de 1971*, op. cit., p. 451, p. 465.

²⁴³ *Hrvatski Leksikon*, op. cit., p. 79, p. 326, p. 477.

civile, elle ne pouvait cependant prétendre à un objectif précis sur la base d'un programme commun. Que ce soit à travers les journaux, les livres, les manifestations culturelles, la Matica fut le lieu et le catalyseur de l'affirmation de l'identité nationale croate.

L'université de Zagreb

La deuxième option politique qui se profila dans l'opinion publique lors du Printemps croate fut représentée par les étudiants regroupés dans les mouvements universitaires. Si l'ouverture politique amorcée par la direction politique croate a permis à ce mouvement d'éclore, cela n'empêcha pas les étudiants de prendre position contre le pouvoir politique, d'où qu'il vienne. Le mouvement prit forme dans un climat de contestation à l'encontre de la direction officielle de la ligue des étudiants (affiliée au Parti communiste) et de sa stratégie de noyautage des organisations estudiantines. Même s'ils réclamaient une réforme de l'université et du système économique, ce qui les intéressait, en réalité, c'était de débattre de la légitimité du pouvoir.

La portée de leur action dépassa largement le cadre universitaire, car leur principale revendication au moment des grèves, l'action la plus radicale du Printemps croate, touchait à la question des devises. Leur objectif ne fut pas de réformer le système mais de le détruire. Ce changement radical dans les méthodes prit un caractère révolutionnaire. En effet, pour le CC de la LCC, l'affirmation de l'identité nationale était un instrument au service de la démocratisation et des réformes économiques, alors que, pour le mouvement des étudiants, l'Etat national était un but en soi et les revendications pour les réformes économiques une des stratégies pour les réaliser.

Ces divergences constatées au sein du mouvement ont donné naissance à une sorte de pluralisme politique où les différents sujets liés à des organisations comme le mouvement des étudiants ou des institutions à l'exemple de la Matica hrvatska ont pu exprimer des idées politiques différentes. Ce pluralisme a brisé le monolithisme du Parti qui régnait alors dans ces différentes institutions. Par conséquent, il n'y eut pas qu'un seul courant politique, mais un ensemble d'individus traversés par différents courants d'opinions, regroupés dans diverses organisations et mobilisés autour de la même plate-forme politique: l'identité nationale. Cette constellation politique était cependant dominée par deux organisations bien structurées: le groupe des réformistes du CC de la LCC et le mouvement des étudiants. Le radicalisme de ces derniers accentua les divergences entre les partisans de revendications démocratiques à l'intérieur du système communiste et ceux qui étaient engagés dans le processus de destruction du communisme.

Le dénouement

Le Printemps croate s'est achevé le 1er décembre 1971, à Kardjurdjevo, date anniversaire de la proclamation de l'Etat yougoslave (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) et 52e anniversaire de la fondation du PCY, devenu LCY. La date et le lieu hautement symboliques ont été choisis non sans arrière-pensée²⁴⁴. Ce 1er décembre, Tito convoqua les dirigeants croates pour annoncer une sentence en réalité déjà prononcée. Le limogeage des dirigeants croates avait été planifié par l'entourage de Tito, mais il fallait montrer à l'opinion que cette décision salutaire avait été prise à la

²⁴⁴ STEFANOVIC (D.S), *Les origines de la crise croate de 1971*, op. cit., p. 24-25.

suite de la radicalisation du mouvement étudiant. A la fin du mois de novembre 1971, les leaders étudiants déclenchèrent une grève pour demander que l'on diminue la spoliation de la Croatie par le pouvoir central: cela ne pouvait mieux tomber.

Dans les jours, les semaines et les mois qui suivirent les décisions de la XXI^e session du Présidium de la Ligue Communiste yougoslave à Karadjodjevo, le Printemps croate fut brutalement freiné par l'arrestation des leaders et par la purge de la LCC. Miko Tripalo évoque le chiffre de 50.000 exclusions et parmi elles de nombreux héros de la Libération, anciens résistants et anciens de la brigade d'Espagne. Près de 5.000 cadres politiques et économiques furent également écartés. Des journalistes, des professeurs, des étudiants furent victimes de la vague de répression à travers toute la Croatie. Pour certains d'entre eux, le simple fait d'avoir organisé une manifestation ou écrit des slogans, des tracts et des poèmes, était considéré comme un acte criminel²⁴⁵.

Le mouvement de 1971 était donc voué à l'échec avant même d'avoir pu atteindre son essor: il était impossible d'instaurer l'autonomie de la Croatie à l'intérieur d'une fédération dirigée par des conservateurs qui n'admettaient le principe d'autodétermination que hors de leur frontière. Il était tout aussi inconcevable d'instaurer un pluralisme politique dans un système de Parti unique. S.Dabcevic parlera de «vol d'Icare» pour résumer le Printemps croate. C'est ainsi que l'immense espoir de tout un peuple fut anéanti au nom de l'unité.

Un article du *Figaro* daté du 14 décembre 1971, soit deux jours après la démission des leaders croates, avait pour titre: «Le prestige de Tito renforcé par le dénouement de la "crise croate"». Plus loin, le correspondant du quotidien ne trouva pas de mots assez durs pour condamner les réformistes et les acteurs du Printemps croate: «La démission des membres de la "troïka" a mis un terme définitif à une véritable escalade de chauvinisme et de séparatisme qui troublait sérieusement le sommet du Parti yougoslave mais aussi les plus larges couches populaires, qui y voyaient un danger permanent pour l'unité du pays». Et plus loin, pour qualifier la répression, le journaliste écrivit: «Ce nettoyage (il ne s'agit nullement d'une purge du haut) ne pourra toujours pas éviter certains procédés "plus énergiques". Déjà un groupe d'une dizaine de dirigeants étudiants qui s'étaient mis en valeur comme protagonistes d'une Croatie séparatiste et avaient mené une grève des étudiants à la faculté de Zagreb ont été arrêtés dimanche». La publication de cet article montre clairement le parti pris des médias occidentaux et explique en partie l'indifférence envers les mesures de répression brutale qui s'abattaient dans les différentes républiques de Yougoslavie et l'hostilité des dirigeants de l'Ouest envers ce qu'ils qualifiaient encore récemment de «nationalisme sauvage» ou de «lutttes tribales».

Les conséquences du Printemps croate

Le Printemps croate eut de multiples retombées. Après avoir engagé une politique de contrepoids pour éviter de voir surgir des leaders trop menaçants, en particulier en Serbie et en Croatie, Tito relança le processus de redistribution des pouvoirs et des compétences de la fédération aux républiques, et cela aussi bien dans l'administration publique que dans l'économie. En 1973, la politique de décentralisation fut appliquée à des secteurs sensibles, en l'occurrence aux capitaux de la Croatie et de la Slovénie accumulés à Belgrade, aux assurances au niveau des Républiques fédérées, à la redistribution des devises et, enfin, au monopole de l'import-export détenu par Belgrade.

²⁴⁵ TRIPALO (Miko), *Hrvatsko proljeće, op. cit.*, p. 196.

Ces réformes avaient été les principales revendications des acteurs du Printemps croate, confirmées sur le plan institutionnel en 1974 dans la quatrième Constitution yougoslave. Le juriste V.Primorac²⁴⁶ nous éclaire à ce sujet: «Ce qui est intéressant et ce qui se révèle être le paradoxe de toute cette histoire, c'est qu'après le XXI^e congrès, donc à la fin du Printemps croate, arrive en 1974 une nouvelle Constitution qui complète l'ancienne par de nouveaux amendements donnant un rôle significatif aux républiques, selon les normes constitutionnelles elles avaient même le caractère d'une confédération. Ce qui est primordial, c'est que cette Constitution a été élaborée sur la base du droit à l'autodétermination. Pour la première fois dans l'histoire de la Yougoslavie, la Constitution donne à chaque peuple le droit à l'autodétermination s'il le désire. C'est d'ailleurs la Constitution de 1974 qui a permis à la commission Badinter de statuer sur l'indépendance de la Croatie. Ainsi, malgré une réaction violente contre le Printemps croate pour préserver l'unité yougoslave, et retrouver une administration centralisée, on obtient une Constitution qui permet la sécession. Visiblement, Tito a compris alors les dangers encourus par la Yougoslavie, ce qui explique l'apparition d'éléments fédératifs dans la Constitution de 1974. Cette Constitution comportait également d'autres aspects positifs. C'est le cas pour le Kosovo et la Voïvodine qui acquièrent un haut degré d'autonomie et dont les droits se rapprochèrent alors de ceux des républiques...»²⁴⁷.

Cette timide ouverture confédérative ne pouvait s'épanouir dans un système peu démocratique. Les forces centrifuges et l'hégémonie grand-serbe bloquaient toute initiative qui allait dans le sens d'une autonomie des républiques. V.Gotovac²⁴⁸ donne quelques explications à ce sujet: «En 1974 Tito avait compris qu'il avait fait trop de concessions aux partisans de l'unitarisme, ce qui l'amène à cette Constitution de 1974 qui reprend des idées exprimées lors du Printemps croate. Il accepte *de facto* des éléments confédératifs dans la Constitution. C'était pour Tito une façon de tirer les conséquences de toute cette période afin de baisser les tensions nationales et d'affaiblir les forces centrifuges. Cette tentative n'avait aucune chance d'aboutir car il s'est appuyé sur une direction qui avait de l'aversion pour la Croatie.»²⁴⁹

Le Printemps croate aura donc eu de multiples conséquences dans les années qui suivirent, notamment en Croatie même. La diversité y fut reconnue dans le domaine culturel; dans le domaine économique les Croates obtinrent largement satisfaction, notamment en ce qui concerne la répartition des devises et la décentralisation des banques. Quant à l'aspect politique cependant, l'épuration et la répression des acteurs du mouvement coupèrent la Ligue Communiste croate de sa base populaire.

Le Printemps croate aujourd'hui

Le Printemps croate de 1971 reste aujourd'hui un thème controversé. Les principaux acteurs, toujours actifs politiquement, se montrent très critiques quant à la manière dont fut traité cet événement historique. Dans une Croatie où, jusqu'à une date récente, les structures politiques sont restées patriarcales, le nationalisme substitué au communisme fut monopolisé pendant près de neuf ans par un parti-Etat, le HDZ, dont le président fut aussi le chef de l'Etat. Les événements passés continuaient à faire l'objet de manipulations partisans. C'est pourquoi la Croatie de Tudjman,

²⁴⁶ Vladimir Primorac fut au moment du Printemps croate président du conseil de délibérations, il se fera remarquer pour sa clémence envers les acteurs des événements de 1971.

²⁴⁷ Entretien réalisé le 16 mars 1998

²⁴⁸ V.Gotovac fut l'une des personnalités les plus importantes des cercles culturels regroupés autour de la Matica hrvatska. Il sera condamné pour cette raison, en 1972, à quatre ans de prison ferme, puis en 1981, à deux ans de prison.

²⁴⁹ Entretien réalisé le 19 mars 1998.

comparée au Printemps croate, considéré comme une période clé dans le processus de démocratisation, pouvait faire l'effet d'un miroir déformant. S. Dabcevic déclarait à ce propos: «Si l'on compare la situation actuelle à celle du Printemps croate, il est paradoxal de constater que, dans un contexte de monopole du Parti, nous avons des éléments de pluripartisme, alors qu'aujourd'hui, dans un contexte de multipartisme, nous avons des éléments de parti unique. Autrefois, dans le système socialiste, nous luttons pour une diminution du rôle de l'Etat afin de développer une économie prospère, et aujourd'hui, dans une Croatie souveraine et non-communiste, nous faisons le contraire...»²⁵⁰.

La politisation du Printemps croate a poussé les individus à prendre conscience de leur identité et des libertés auxquelles ils avaient droit. Dans l'ensemble des groupes qui composaient le mouvement, il existait diverses revendications, mais il est essentiel de préciser qu'aucune d'elles ne revêtait un caractère totalitaire. Ivan Zvonimir Cicak²⁵¹ déclarait à ce propos: «A cette époque il n'existait pas encore de multipartisme même si *de facto* ces regroupements cachaient ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui des partis politiques, avec, en plus, un quatrième groupe, celui des opposants politiques. Et ce rapport de force a engendré une forme de multipartisme. Ce qui n'était pas possible dans les pays communistes a donné, en Croatie, une sorte de pluralisme informel. Et ce que je considère aussi comme une caractéristique commune pour les trois groupes, c'est qu'ils ont, d'une certaine façon, représenté les libertés individuelles»²⁵². Même si la dimension nationaliste a été stigmatisée par le pouvoir communiste, et par une partie des dirigeants occidentaux, il paraît évident que les acteurs du Printemps croate ont aussi cherché à affirmer des valeurs démocratiques.

Une des conséquences de la grande purge de 1971, qui a vu toute une génération d'hommes politiques enclins à démocratiser la Yougoslavie disparaître des instances du pouvoir, fut d'empêcher la maturation de la classe politique issue du communisme. Opposée à toute réforme, elle refusa de passer le relais aux démocrates. C'est donc le HDZ qui profitera de ce vide idéologique pour exprimer avec force un nationalisme radical, qui fera de la réhabilitation de la nation croate son cheval de bataille. Les acteurs du Printemps croate ont toutefois joué un rôle dans la création de l'Etat croate et, depuis quelques mois, dans l'affirmation de la démocratie lors des élections législatives et présidentielles de janvier et février 2000. En témoigne la déclaration de D.Budiša²⁵³: «Les protagonistes du Printemps croate se sont trouvés dans différents partis lors d'une nouvelle vague de démocratisation sous la Yougoslavie. Et tous ces partis se sont plus ou moins prononcés pour l'idée d'un Etat croate indépendant. Cette idée était fortement présente dans notre conscience politique. Quand vous regardez aujourd'hui où se trouvent les personnes en question, en partant du parti au pouvoir jusqu'aux partis d'opposition, alors vous comprenez que nous, les acteurs, avons eu un rôle considérable dans la formation de l'Etat croate...»²⁵⁴.

Près de trente ans plus tard, les protagonistes des événements de 1971 ont retrouvé l'arène politique en reproduisant les clivages d'antan. D'un côté, la coalition victorieuse aux élections législatives et présidentielles composée d'anciens communistes reconvertis en sociaux-démocrates (SDP), et de sociaux-libéraux (HSLs), menée par D.Budiša, un des principaux organisateurs du mouvement des étudiants durant le Printemps croate. De l'autre, le parti nationaliste (HDZ), dirigé

²⁵⁰ Périodique croate *Erasmus: casopis za kulturu demokracije* (revue pour une culture démocratique), n°15, février 1996, p. 9.

²⁵¹ I.Z Cicak a été élu en 1971 premier étudiant pro-recteur de l'université de Zagreb. Il fut aussi un des leaders du mouvement étudiant, arrêté et condamné à ce titre à trois ans de prison ferme.

²⁵² Entretien réalisé le 3 avril 1998

²⁵³ D.Budiša fut le président de la ligue des étudiants de Zagreb. Il sera condamné en 1972 à quatre ans de prison ferme.

²⁵⁴ Entretien réalisé le 24 mars 1998.

pendant près de dix ans par le défunt président F.Tudjman, acteur du Printemps croate sans avoir eu de rôle marquant. La défaite des nationalistes installés au pouvoir depuis les élections d'avril 1990 a démontré que la purge consécutive aux événements de 1971 a provoqué une radicalisation du discours nationaliste, écartant ainsi durant une longue période les cercles démocratiques de la vie politique yougoslave et des instances dirigeantes croates. Le processus enclenché en 1971 s'arrêtera une fois les libertés individuelles retrouvées, l'Etat de droit installé et la séparation des pouvoirs rétablis.

Ainsi, l'apport des protagonistes du mouvement de 1971 dans la création de l'Etat croate aura été considérable et, au moment de l'accession à l'indépendance, les «printaniers» ont été, et sont encore, les plus actifs dans la formulation d'une vision démocratique. Comme l'indiquait Pierre Renouvin: «Le sentiment national, bien qu'il se manifeste souvent par opposition avec la conscience nationale des groupes voisins, n'est pas, en principe, dominateur: il s'affirme prêt à respecter les sentiments de ses voisins. Telle était la thèse des promoteurs du "mouvement des nationalités" au XIXe siècle »²⁵⁵. En conséquence, le nationalisme auquel font référence les médias, en particulier celui des présidents Tudjman et Milošević, n'est en réalité qu'une déformation de cette idéologie.

EMMANUEL COSPEN

Emmanuelle Cospen, p. 173-186

→ La rivalité entre Boeing et Airbus, 1987-1998

L'industrie aéronautique prend son essor après la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, sont en position de leadership dans l'industrie aéronautique et spatiale. Grâce à l'application de découvertes militaires dans le domaine civil et à l'importance des investissements en recherche et développement, Boeing, McDonnell et Lockheed ont détenu plus de 80% du marché aéronautique civil pendant plus de vingt ans. Après le retrait de ce dernier du secteur civil en 1985 et les difficultés rencontrées par McDonnell Douglas²⁵⁶, Boeing s'impose comme le premier constructeur mondial. Son nom et ses avions sont dans le monde entier synonymes de réussite industrielle, technologique et commerciale.

A partir du milieu des années 1960, la France, l'Allemagne puis la Grande-Bretagne et l'Espagne décident de coopérer industriellement et de lancer le programme Airbus. Le traité Airbus est signé le 29 mai 1969 et la collaboration prend la forme d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) en décembre 1970. Entre 1970 et 1987, Airbus devient le deuxième constructeur mondial reléguant McDonnell Douglas (MDD) à la troisième place. L'Europe oppose donc un concurrent fort qui peut rivaliser avec les plus grosses sociétés américaines.

Les noms de ces deux grands constructeurs d'avions que sont Airbus et Boeing évoquent des images, des sensations, des souvenirs: Clément Ader, les Frères Wright, la traversée de Charles Lindbergh... bref, les avions et leur histoire.

²⁵⁵ Renouvin (Pierre), *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Armand Colin éditeur, Paris 1991, p. 210

²⁵⁶ Fusion de McDonnell et Douglas le 28 avril 1967

Cependant, l'énoncé du titre «La rivalité entre Boeing et Airbus, 1987-1998» provoque une toute autre impression. Au seul ajout du mot «rivalité» viennent à l'esprit des expressions communément utilisées par les économistes et dans les milieux professionnels telles que chiffres d'affaires, ventes à la hausse, guerre commerciale...un tel titre ferait donc exclusivement référence à une analyse économique des deux constructeurs concernés dans laquelle seraient évoqués les théorèmes de Cournot et de Bertrand concernant les situations de duopole, ou encore les effets économiques des abaissements des droits tarifaires.

Et pourtant, ce titre est celui d'une maîtrise d'histoire nord-américaine. Étonnement, perplexité, curiosité sont les réactions habituelles, réactions qui montrent donc l'impérieuse nécessité d'expliquer de manière simple et claire en quoi un tel sujet est digne d'une étude historique.

Histoire économique et histoire des techniques

Reconstituer l'histoire de la rivalité entre Boeing et Airbus pendant ces onze dernières années nécessite la mise en commun de données à la fois sociales, politiques, technologiques et commerciales déterminant ce secteur, éléments indispensables à une compréhension intelligente des actions des uns et des autres. Ainsi, la convergence des disciplines devient indispensable, et ici, à l'histoire se mêlent l'économie et les sciences des techniques.

L'industrie aéronautique, parce qu'elle oblige la fusion de quatre thèmes sensibles, devient un objet d'étude à la fois riche, complexe et significatif. En effet, se mélangent dans cette activité le prestige national des pays possédant des constructeurs, la défense de l'indépendance militaire et technologique nationale, l'emploi ainsi que les résultats économiques et commerciaux faramineux que génère cette activité. Si l'on développe chaque thème de manière un peu plus approfondie, on découvre, qu'en premier lieu, l'industrie aéronautique est un instrument de rayonnement. «Vendre des avions et en suivre l'exploitation sur tous les continents, c'est y envoyer des hommes, commerçants, techniciens et autres représentants ainsi qu'une cohorte de produits: c'est y exposer sa civilisation bien au-delà de son aspect technique et industriel²⁵⁷. De plus, les programmes concernant les avions bénéficient d'un large soutien populaire sur tous les continents, devenant ainsi une cause que les politiciens défendent facilement. Les Européens sont, par exemple, particulièrement fiers de leurs réussites en aéronautique, avec, entre autres, le premier avion supersonique, et depuis 1974, les avions Airbus. Il en est de même de l'autre côté de l'océan atlantique; le président Clinton voyage en effet dans un Boeing 747, *Air Force One*. Ces deux avions, et par extension les entreprises qui les produisent, sont donc devenus les représentants et même les symboles de la réussite européenne et américaine, et inévitablement les symboles de la rivalité à l'échelle planétaire existante entre ceux-ci.

Les entreprises réunies au sein d'Airbus Industrie ainsi que Boeing ont toutes des activités militaires, plus ou moins développées, parallèlement à leurs activités civiles. Aérospatiale se présente comme l'un des acteurs majeurs mondiaux de la construction d'avions, d'hélicoptères, de l'industrie aérospatiale et des secteurs de la défense pour les domaines civil et militaire. Le groupe est d'ailleurs divisé en deux catégories d'activités: l'industrie aéronautique, qui représente en 1997 près de 80%

²⁵⁷ ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS, Vol. 1, Paris, 1995

des ventes, et les activités aérospatiales et de défense, qui représentent 20% des ventes²⁵⁸. Aérospatiale travaille sur des programmes aussi divers qu'Ariane 4 (lanceurs) ou l'hélicoptère Colibri.

En ce qui concerne la recherche en aéronautique, l'utilisation de fonds publics destinés à la recherche soulève un certain nombre de questions. Il faut d'abord préciser qu'obtenir des chiffres sûrs concernant le financement public de la recherche est un exercice difficile et que ceux obtenus ne doivent être considérés qu'en tant qu'ordre de grandeur. Ceci s'explique principalement par la nature complexe des relations entre les industries d'armement et l'état. Cependant, tant aux États-Unis qu'en Europe, les branches ayant les activités les plus intensives en technologie, et en particulier l'aéronautique et l'électronique, reçoivent une part significative du financement public de la recherche industrielle et constituent le cœur de l'industrie nationale d'armement. Le principal contentieux opposant les États-Unis et l'Union européenne a pour objet les aides gouvernementales, directes ou indirectes, dont bénéficie l'industrie aérospatiale.

De plus, il existe des liens entre la recherche aéronautique civile, militaire et la recherche spatiale. En effet, tous les chercheurs interrogés ont souligné le fait qu'il existe des liens entre la recherche de ces différents secteurs: «des liens évidents et forts» pour Monsieur Consigny, chercheur à l'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA), affaires internationales, qui rappelle que pour tout ce qui concerne l'accès à l'espace (décollage), les points communs entre ces secteurs sont étroits, et qu'en ce qui concerne l'aéronautique civile et militaire, de nombreuses technologies sont à double usage. Il reprend les fameux exemples des Boeing 707 et 727, résultats de recherches militaires. Monsieur Schmitt, chercheur à l'ONERA, Département aérodynamique appliquée, précise que «pour la recherche strictement de base, c'est-à-dire la recherche fondamentale, la recherche est la même, mais les applications sont différentes: pour les avions civils, le but des chercheurs en aérodynamique est de réduire la traînée, donc la consommation en carburant, ce qui diffère complètement des recherches pour les avions militaires ou, dans une autre mesure, avec le spatial». Il existe donc des différences qui, aujourd'hui, ont tendance à prendre de l'importance et la spécialisation se renforce.

Vers une recherche européenne?

La recherche aérospatiale européenne se différencie de celle des États-Unis car l'intégration de la recherche civile et militaire aux États-Unis est très avancée alors que les centres de recherches européens sont séparés. Monsieur Consigny précise que «la doctrine de l'ONERA, c'est de fusionner». Des échanges réguliers de chercheurs sont effectués avec les autres pays européens présents dans l'industrie aérospatiale. Mais il ne conçoit cette fusion possible que «si les industries aéronautiques civiles et de la défense fusionnent elles aussi».

La nature même de ses produits fait de l'industrie aérospatiale une industrie de pointe, à haut niveau technologique: la solution des problèmes posés implique le recours à des disciplines scientifiques et à des techniques très diverses, les plus récentes si l'on veut rester compétitif. Cette industrie ne peut donc se développer que dans la mesure du développement général du pays concerné et en fonction de ce développement. Réciproquement, recherche et innovation sont pour elle des nécessités permanentes: il en résulte pour les autres branches industrielles et pour le niveau

²⁵⁸ Source Internet: Aérospatiale, «1997 Financial Statements»

général technologique du pays un effet très bénéfique. D'ailleurs, toute grande industrie aérospatiale est associée à un grand organisme de recherche: la NASA, le RAE, l'ONERA.

L'industrie aérospatiale met aussi en jeu l'emploi, thème politique sensible par excellence. En premier lieu, cette industrie est génératrice d'emplois. Cette industrie a un poids politique et social capital, aussi bien aux états -Unis qu'en Europe. En 1990, l'industrie aérospatiale de la communauté européenne représente 3% de la production industrielle communautaire et emploie 1% de la main d'œuvre communautaire, avec plus de 400 000 emplois directs et près d'un million d'emplois indirects²⁵⁹. Le *SeattleTimes* du 21 juillet 1992, met en avant le fait que Boeing est la source d'un emploi sur trois à Seattle²⁶⁰. Le nombre total d'emplois dans l'industrie aérospatiale américaine en 1996 représente 4,3% des emplois dans toutes les industries américaines²⁶¹. Cette industrie est de plus génératrice d'emplois hautement qualifiés : 25% de tous les employés ont un diplôme universitaire. La plupart des travailleurs manuels ont été formés pour faire face à la nature perfectionnée de la technologie aérospatiale²⁶².

Enfin, la place commerciale que détient cette industrie dans le budget d'un pays est prépondérante. En 1997, les nations du monde les plus importantes au niveau de la production aérospatiale (ex-URSS et Chine exclues) ont réalisé des ventes équivalentes à 167 milliards d'ECU. L'Union européenne y participe pour 33%, les États-Unis pour 55,9%²⁶³. Boeing a été la première société américaine en ce qui concerne les exportations pendant de nombreuses années.

Les succès d'Airbus et de Boeing ont, de plus, des conséquences sur la santé économique de leurs fournisseurs, et plus particulièrement de leurs fournisseurs nationaux. Les entreprises aérospatiales en général et aéronautiques en particulier sont d'une importance vitale pour un État, tant, comme expliqué plus haut, sur le plan du prestige, de l'indépendance nationale militaire et technologique, que de l'emploi et du commerce extérieur. Cette étude permet donc une meilleure compréhension du soutien inconditionnel des États aux entreprises aérospatiales et de l'énergie qu'ils mettent à les défendre. Le journaliste du *Christian Science Monitor* mettait en lumière en 1991 le fait qu'il y a plus en jeu qu'une simple rivalité entre les constructeurs d'avions Boeing et Airbus.

Marc Bloch posait la pertinente question des connaissances techniques dont devait disposer un historien: «l'historien d'une époque où la machine est reine, acceptera-t-on qu'il ignore comment sont constituées ou se sont modifiées les machines?»²⁶⁴. Une tentative visant à explorer l'univers des matériaux, des techniques et des outils nécessaires à la fabrication d'un avion s'imposait donc. Car la rivalité entre Boeing et Airbus se joue également lors de la phase de fabrication des avions: réduire les coûts de production ainsi que les délais, augmenter la productivité et gérer les cycles en sont les principaux enjeux.

L'industrie aéronautique se différencie des autres industries par des caractéristiques qui lui sont propres : de faibles cadences de production, l'exigence d'être «léger» et une haute technologie.

²⁵⁹ « Avis sur l'industrie aéronautique européenne: premiers constats et propositions d'actions communautaires », Avis et Rapports, Communauté européenne, Comité économique et social, Bruxelles, 27/01/1993

²⁶⁰ European Consortiums not Taken Seriously as a Threat to Boeing's Dominance - AirbusArrives", Toulouse, 21/07/1992

²⁶¹ «Aerospace Facts and Figures», Aerospace Industries Association of America, Library of Congress, Washington DC, USA, 1997/1998

²⁶² «The European Aerospace Industry», The European Association of Aerospace Industries (AECMA), 1998, p.13

²⁶³ The European Aerospace Industry», AECMA, 1998, p.18

²⁶⁴ BLOCH (Marc), *Les caractères originaux de l'histoire rurale française, du XIe au XVIIIe siècle*, 1931, p. 28.

Cependant, les constructeurs peuvent utiliser des techniques de fabrication différentes; grâce à trois exemples, les particularités des techniques utilisées peuvent être clairement soulignées : le choix d'utilisation des matériaux, la politique de sous-traitance et le choix des fournisseurs. Concernant l'utilisation des matériaux composites par exemple, Airbus est plus avancé que Boeing. L'utilisation des composites a été envisagée dès 1970 en France par Aérospatiale (programme Concorde puis Airbus). Elle entraîne la réduction du nombre de pièces totales à assembler et donc un gain de masse. En conséquence, l'utilisation des composites permet de construire des avions plus légers et de travailler plus vite. Boeing est en retard en ce qui concerne l'utilisation des matériaux composites, ceux-ci servant essentiellement pour des pièces secondaires.

Le système de sous-traitance et le choix des fournisseurs sont déterminants si l'on veut considérer la rivalité dans sa totalité. De par la structure du GIE, le système de sous-traitance européen est un peu différent du système américain. Airbus sous-traite à BAe qui lui-même sous-traite des grandes parties de la voilure à des entreprises américaines! Boeing sous-traite une partie de sa voilure à des sociétés japonaises. La partie ventrale de l'A330-A340 a été sous-traitée à Bombardier Aéronautique (Canada); et pour le 777 à Kawasaki, car les Japonais offrent encore des prix très intéressants. Concernant le choix des fournisseurs, par exemple en aluminium, fournisseur dont le rôle est déterminant, la décision est particulière puisqu'elle est liée, non seulement à la recherche d'efficacité et de coûts faibles, mais aussi à la recherche de type d'alliages. En effet, Pechiney et Alcoa, les deux entreprises mondiales de ce domaine, ne proposent pas exactement les mêmes produits. On peut noter que si le premier travaille beaucoup pour Airbus et extrêmement peu pour Boeing, l'autre, partenaire privilégié de Boeing, travaille aussi avec Airbus.

Histoire du «temps présent» et relations internationales

À la suite des précurseurs tels que Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, auteurs d'une *Introduction à l'histoire des relations internationales*(1964), les historiens ont fait une place de plus en plus importante aux recherches portant sur les relations internationales. Cette ouverture permet de mieux cerner une réalité aujourd'hui établie: que ce soit dans les domaines économiques ou politiques, l'intensité des échanges internationaux et ses implications sont devenues des paramètres incontournables. Tout en respectant les critères d'objectivité indispensables à toute analyse historique, la compréhension des cinquante dernières années ainsi que du temps présent nécessite que les trames structurelles et que les événements contemporains soient décortiqués, analysés et mis en forme, exercice périlleux et difficile auquel il a fallu se soumettre pour essayer de mettre en lumière les spécificités des relations entre Airbus et Boeing ainsi que le cadre général dans lequel celles-ci se sont développées.

L'industrie aéronautique civile mondiale est aujourd'hui entre les mains d'un constructeur américain et d'un constructeur européen. S'interroger sur leur rivalité induit donc une étude des relations entre les États-Unis et l'Europe; l'analyse s'articulant autour d'une question: «en quoi la rivalité entre ces deux constructeurs est-elle un révélateur de l'évolution des relations entre ces deux puissances?».

Dès les premières recherches, un point majeur apparaît: face à l'industrie américaine, une Europe industrielle et politique unie et forte n'existe pas encore, même si Airbus est une première tentative réussie. Les divergences politiques, la défense accrue des intérêts nationaux sont autant d'obstacles à une réelle unification de l'Europe. A travers cette étude est donc souligné le paradoxe caractérisant une Europe en construction: alors que la nécessité de faire front uni tant dans le secteur économique

que dans les débats commerciaux et politiques sur la scène internationale est devenue une évidence pour tous, continuent de se dresser ces velléités d'indépendance dont font preuve tous les états européens et plus particulièrement la Grande-Bretagne.

Cependant, n'oublions pas que l'Europe est représentée par la Commission européenne dans le processus de réglementation et de régulation du commerce international auprès d'organismes tels que le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) puis l'Organisation mondiale du commerce (OMC). «L'article 133 du traité de Rome «communitarise» la politique commerciale dont le centre décisionnel devient Bruxelles» explique Monsieur Michel Petite, conseiller juridique de Monsieur Prodi à la Commission européenne. Au conseil des ministres de chaque pays, des propositions de mandats sont effectuées et doivent être validées à la majorité qualifiée pour les biens, à l'unanimité pour les services et les propriétés intellectuelles.

Avant de s'interroger sur les conséquences des négociations internationales concernant cette industrie, il convient de rappeler ce qu'est le GATT. Le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) est signé le 30 octobre 1947 par 23 pays et entre en vigueur le 1er janvier 1948. En 1992, il compte 103 parties contractantes. Le GATT, installé à Genève, est animé par un directeur général et dispose d'un secrétariat qui, au début des années 90, comprend 400 fonctionnaires. Il a des règles et des objectifs précis et a connu un enrichissement, à travers les «cycles» de négociations qu'il a mis en place, amenant à la création de l'OMC. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce «a une double mission: régler le commerce international afin d'en assurer la sécurité et la stabilité, promouvoir la libéralisation des échanges grâce à des «cycles» ou «*rounds*» de négociations commerciales multilatérales périodiques»²⁶⁵. L'OMC a succédé au GATT selon les accords de Marrakech de 1995. Sa mission est de favoriser la poursuite de la libéralisation des échanges mondiaux et d'assurer une concurrence équitable. Il s'agit de mettre en place des pratiques loyales, on préfère parler de *fair trade* plutôt que de *free trade*. Le prochain Round, appelé *Millenium Round* a été officiellement lancé par la Conférence interministérielle des pays membres de l'organisation en novembre à Seattle.

Les enjeux liés à l'industrie aéronautique sont tels que des différends commerciaux entre les États-Unis et l'Europe n'ont cessé de se développer au fur et à mesure que la compétitivité d'Airbus grandissait. Dès 1979, lors du *Tokyo Round* des accords sont signés; ils expriment la politique générale des objectifs d'une structure internationale qui régleme le commerce en général, dont celui des avions. Depuis la création du GATT, plusieurs objectifs ont été accomplis. Par exemple, un comité chargé du bon fonctionnement et de l'application des accords concernant le commerce des avions, a été créé et se réunit à Genève sous le GATT deux ou trois fois par an. Ce comité a, de plus, établi un sous-comité technique qui doit travailler sur les éléments des avions qui n'étaient pas encore couverts par les accords du GATT.

Néanmoins, toutes les pratiques commerciales ne semblent pas être en accord avec certains articles. Quelques gouvernements, comme ceux du consortium Airbus, sont accusés de continuer à faire pression sur leurs compagnies aériennes nationales pour l'achat d'avions. Ces accusations entraînent la signature d'un nouvel accord qui est multilatéral entre les responsables officiels des crédits à l'exportation (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne). L'essentiel de cet accord est centré sur les ventes et les locations pour les marchés autres que ceux d'Allemagne, de France,

²⁶⁵ « Le GATT », *Le Monde*, 10 mars 1992

de Grande-Bretagne et des États-Unis. Cet accord a été élaboré en vue de neutraliser le financement comme facteur de choix entre des avions concurrents et d'éviter les entorses à la compétition.

Cependant, Airbus prenant de plus en plus d'importance, les protestations des Américains se sont portées plus spécifiquement sur les formes d'aides reçues par les entreprises aéronautiques européennes pour développer et produire un avion. Boeing et MDD affirment qu'aucun des programmes lancés n'a jamais été rentable et que le programme A330/A340 ne l'est pas non plus si l'on applique les critères économiques qui existent aux états -Unis.

L'administration Bush, en 1989, décide de porter le contentieux devant le GATT, et souhaite que ce cas soit entendu par le comité s'occupant des subventions. La Communauté européenne soutient que le forum approprié est le comité s'occupant des avions civils et non celui s'occupant des subventions. Les négociations continuent donc tout au long de 1990 à propos de la substance d'un possible accord mais aussi du forum approprié pour la résolution du contentieux. Le 14 février 1991, les états -Unis entament la procédure au comité des subventions concernant les taux de change et en mai 1991 demandent formellement l'ouverture des discussions avec la Communauté auprès de ce même forum.

En amenant ce qui était essentiellement un problème bilatéral devant le GATT, les états -Unis rendent public leur mécontentement à l'encontre des pratiques européennes concernant l'industrie aéronautique et le déroulement des négociations. Bien qu'ils réussissent à porter le cas des couvertures de taux de change devant le comité des subventions et que, en 1992, la décision finale soit en leur faveur, un forum et un processus multinational n'est probablement pas les bons moyens pour résoudre une telle dispute entre deux adversaires puissants avec des intérêts économiques et industriels vitaux en jeu. Et, pendant que le cas des subventions est traité au GATT, les deux parties continuent de renforcer leurs argumentaires pour ce qui sera sûrement des négociations à deux.

Les deux parties, malgré tous les différends, se sont accordées sur des formes et des montants acceptables d'aides gouvernementales aux programmes aéronautiques. En avril 1992, les représentants américains au Commerce et ceux de l'Union européenne ont annoncé une tentative d'accord bilatéral décidée à Bruxelles pour limiter toutes les formes d'aides gouvernementales tout en établissant une procédure externe au GATT pour régler le conflit. Signé en juillet 1992 entre les états -Unis et l'Union européenne et ainsi appelé «l'accord de juillet», celui-ci ne s'applique qu'aux programmes engagés après la date de signature. Son objectif principal est de retirer le dossier des subventions des préoccupations politiques et ainsi d'empêcher des complications dans des relations commerciales déjà difficiles.

Malgré ce dernier accord, le contentieux entre Américains et Européens sur les subventions aéronautiques est loin d'être résolu. Beaucoup de représentants américains du gouvernement et de l'industrie aérospatiale sont restés insatisfaits par le contenu de cet accord. D'ailleurs, la campagne électorale américaine de 1992 a été un moment propice pour affirmer que le gouvernement américain devait protéger ses secteurs menacés, et en particulier le secteur aéronautique, Airbus restant la principale cible. W. Clinton a défendu de manière ferme les intérêts des industriels américains et est devenu un négociateur de poids dans la vente des avions Boeing.

L'accord de 1992 est toujours en vigueur en 1998 et sera renégocié lors du *Millenium Round*. Les Américains n'ont cessé depuis 1987 de porter plainte et d'accuser Airbus de pratiques commerciales déloyales, leur silence actuel ne doit pas être mal interprété, il est sûr que celles-ci vont reprendre lors du lancement de l'A3XX. Le consortium Airbus est encore dans une situation embarrassante, il a eu besoin des avances remboursables pour lancer tous les avions qui ont été produits, il nécessite

encore des aides pour le lancement du très gros porteur dont le coût de développement dépasserait les 10 milliards de dollars. Les dirigeants d'Airbus, GIE aujourd'hui devenu the European Aeronautics Defense and Space Company (après la fusion des trois groupes français, allemand et espagnol, le groupe britannique est resté à l'écart) espèrent qu'après le lancement de cet avion, Airbus sera capable de s'autofinancer. Le conflit opposant Airbus à Boeing et les Européens aux Américains est donc loin d'être terminé.

Conclusion

L'analyse historique de l'industrie aéronautique a tenté de dévoiler les facteurs essentiels de ces éternels différends que d'aucuns appellent aussi «guerres commerciales» qui caractérisent les relations contemporaines entre les États-Unis et l'Europe. Elle a aussi permis de souligner les conséquences de la défense des intérêts particuliers à laquelle s'attache passionnément l'ensemble des pays concernés, une défense qui finalement entretient un climat hostile à toute résolution définitive des conflits. L'accord bilatéral de 1992 est un exemple de la mise en échec par les pays de l'instauration de règles internationales grâce à des accords multilatéraux permettant d'assurer dans ce secteur le si recherché *fair trade* à l'échelle mondiale.

Cette analyse a parallèlement mis en exergue la situation paradoxale dans laquelle se trouvent aujourd'hui tant les États-Unis que les pays européens. En effet, la complexité des échanges internationaux en particulier à travers la sous-traitance et leur intensité rend les pays interdépendants. Ainsi, malgré les tensions, le *Millenium Round* a pris place en décembre 2000 à Seattle, dans cette ville qui est le symbole même de la force et des intérêts américains puisque sont installés dans cet état du Washington deux des plus grandes entreprises américaines, Boeing et Microsoft. Malgré les derniers échecs, les négociations reprendront, et de nouveaux accords seront conclus. En effet, les États-Unis et les pays européens sont contraints, dans une économie mondialisée, de privilégier la discussion, car leurs concurrents sont désormais avant-tout leurs partenaires.

ESTELLE FOHR-PRIGENT

Elisabeth Fohr-Prigent, p. 187-189

→ La « Honte noire ». Racisme et propagande allemande après la Première Guerre mondiale

«Honte Noire» est la traduction de l'allemand «*Schwarze Schmach*», qui désigne la honte que représente aux yeux des Allemands l'occupation de la rive gauche du Rhin par des troupes coloniales françaises. Des troupes «noires» sont en effet chargées de surveiller, de contrôler des populations allemandes «blanches.»

Le gouvernement allemand s'empare de l'affaire et orchestre une campagne de propagande pour dénigrer d'une part ces troupes, accusées de violer les femmes allemandes, et d'autre part la France, accusée de vouloir humilier l'Allemagne dans un esprit de basse vengeance.

Une campagne de propagande moderne

La campagne de la «Honte Noire» est, après la Première Guerre mondiale, un des premiers exemples de propagande structurée et définie à l'échelle internationale. A première vue, cette campagne semble émaner de petits groupes nationalistes. Elle s'avère en fait être organisée par le gouvernement du Reich, qui prend prétexte de l'occupation de la rive gauche du Rhin par des troupes coloniales françaises pour tenter de discréditer la France aux yeux de l'opinion publique internationale.

L'Allemagne a tiré les enseignements du conflit mondial; elle sait le poids des opinions publiques et l'impact d'une propagande massive dans la bataille diplomatique qui l'oppose à la France. En montrant la France comme une nation belliqueuse, assoiffée de revanche, qui ne pense qu'à «humilier» et «asservir» l'Allemagne, le Reich entend déstabiliser la position de la France dans les négociations de l'après-guerre. Sont notamment en jeu l'occupation du territoire et le paiement des réparations.

Remettre en cause le décompte des dommages de guerre établis par les Français est une stratégie possible, mais les propagandistes allemands ont conscience que provoquer l'indignation, voire la colère, est bien plus efficace qu'une argumentation rationnelle.

Les troupes coloniales françaises sont à cet égard un ennemi idéal, susceptible de fédérer contre lui toutes les nations «blanches.» Le Royaume-Uni et les Etats-Unis, alliés de la France, sont particulièrement ciblés par les propagandistes.

L'efficacité de cette campagne de propagande est difficile à apprécier. Il semble que la pseudo-«neutralité» des propagandistes américains et anglais - à la solde de l'Allemagne-, n'ait pas trompé les gouvernements américain et anglais.

L'attitude ambivalente du gouvernement français

Le gouvernement français prend néanmoins la campagne très au sérieux et cherche à réfuter point par point les allégations allemandes. Mais la France est accusée de mauvaise foi et sa contre-propagande est mise sur la sellette. Le gouvernement français envisage donc rapidement le retrait de ses troupes coloniales, malgré le manque de métropolitains susceptibles de les remplacer. Ce projet provoque aussitôt l'indignation de M.Diagne, député et commissaire général aux Troupes Noires, qui fait valoir le droit des troupes coloniales de participer à l'occupation de l'Allemagne comme elles ont participé à la victoire. De fait, le gouvernement hésitera longtemps avant de retirer les dernières troupes coloniales de la rive gauche du Rhin.

Cette affaire permet finalement d'observer une singularité française: la France semble en effet moins touchée, à l'époque, par le racisme que les autres pays européens, et, *a fortiori*, que les Etats-Unis. Cela provoque un certain décalage entre les grilles de lecture des pays concernés et entraîne quelques incompréhensions diplomatiques, notamment avec l'Italie.

Martine Lemaître-Demarquay, p. 219-229

→ Le secteur audiovisuel de la BDIC. Des sources documentaires inconnues→

Le colloque sur «les archives du cinéma pédagogique et scientifique à l'heure du multimédia» qui s'est tenu à l'École normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud a rappelé que: «L'intégration des images et du son, du cinéma, puis de la vidéo et du multi média dans l'enseignement et la recherche est une pratique beaucoup plus ancienne qu'on ne le croit communément, comme en témoignent l'importance et la diversité des archives existantes.»²⁶⁶

La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, bibliothèque de recherche en histoire des relations internationales et du monde contemporain, située sur le campus de l'Université de Paris-10-Nanterre²⁶⁷, acquiert justement, et depuis le début des années vingt, des documents audiovisuels d'importance pour l'étude de l'histoire culturelle, économique, politique et sociale du XXe siècle. Elle met à la disposition des étudiants et des enseignants-chercheurs de nombreux documents dans les langues d'origine (allemand, anglais, espagnol, hongrois, italien, polonais, russe...).

La BDIC a pour mission, notamment, de fournir des sources primaires (archives privées, littérature grise, documents rares), à la communauté universitaire et aux étudiants avancés, notamment dans le domaine des relations internationales au XXe siècle.

Au moment où s'ouvrent à Paris de grands centres de consultation audiovisuelle (comme le Département de l'audiovisuel de la BNF ou l'Inathèque de France), rappelons l'originalité du fonds audio-vidéo de la BDIC, qui rassemble des documents français ou étrangers ainsi que des archives privées.

Créées au début du siècle, les collections de la Bibliothèque et Musée de la Guerre (devenus en 1925 la BDIC) recueillent, dès les origines, tous les types de supports disponibles (imprimés, images, sons et objets porteurs d'un message idéologique), comme par exemple des compilations sur disques de discours d'hommes politiques ou des chants engagés (partisans ou militaires).

Il faut attendre cependant l'immédiat après-guerre (1949) pour que ces collections s'enrichissent, notamment avec la donation de la Direction des domaines de la Seine. Centralisant les opérations de la Confiscation «Pétain», la Direction a fourni 800 disques et textes écrits des discours et audiences du Maréchal Pétain, de 1917 à 1944. Toute la période du gouvernement de Vichy (1940-1944) y est présente de façon exhaustive.

Si la vocation première de la BDIC est de recueillir non seulement des sources documentaires nationales sur la vie intérieure et la politique extérieure de la France, son effort de collecte s'est porté

²⁶⁶ Colloque européen - 21 et 22 octobre 1999 - ENS de Fontenay-Saint-Cloud.

²⁶⁷ BDIC, 6 allée de l'Université - 92001 Nanterre cedex

également sur la documentation étrangère et, plus particulièrement, sur le regard extérieur porté sur la France tout au long du XXe siècle. Les trois-quarts de la documentation audiovisuelle d'aujourd'hui sont ainsi de provenance étrangère, dans les langues d'origine. Les pays les plus représentés sont l'Allemagne, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, la Pologne. Quant à la production française, la veille documentaire se fait autour des deux guerres mondiales, des conflits contemporains, des génocides, des massacres de population, des luttes sociales, des migrations politiques (exilés, déplacés...), des Droits de l'Homme et, enfin, sur la perception des relations internationales à travers les portraits d'hommes politiques (comme, par exemple, de Gaulle, Churchill, Lénine, Mussolini, Staline, Mao Tsê-tung, Che Guevara, Gandhi, ...).

Le fonds audiovisuels de la BDIC compte aujourd'hui plus de 3.000 documents répartis entre 1.500 documentaires (sur l'histoire du monde contemporain dont la plupart sont des documentaires étrangers), 800 vidéogrammes d'archives (plus axés sur la politique intérieure française et relatifs à des témoignages de Français ou de personnalités ayant été témoins ou acteurs de la vie politique française), 600 documents sonores (témoignages ou émissions de radio enregistrés sur cassettes audio, comme par exemple l'émission *Laissez-passer* réalisée par les Associations «France terre d'asile» et «Documentation réfugiés» relative à l'exil et aux Droits de l'homme, déposée dans son intégralité à la BDIC en 1998), 150 disques (discours d'hommes politiques français et étrangers), quelques cédéroms ...

Parmi cette vaste documentation, quelques points forts

Les exilés polonais en France, avec la revue *Kontak*, publient en 1982 des textes et des vidéos sur *Solidarnosc* sur la clandestinité. Par une politique de dons doublés d'achats, ces documents sont entrés dans leur quasi totalité à la BDIC.

Les opposants au régime politique hongrois, à la fin des années 1980, réalisent des *Chroniques télévisuelles hongroises*, publiées par la Fondation «Fékété Doboz». Ces documentaires relatifs à la vie politique, économique et sociale en Hongrie, entre 1989 et 1993, diffusés d'abord clandestinement, vont révéler mois par mois le changement de tendance politique et la mise en place du nouveau régime en Hongrie. Dans ce fonds, se trouvent également des portraits vidéo de témoins et d'acteurs du soulèvement populaire de 1956 à Budapest, ainsi que des documents portant sur l'organisation du parti politique FIDESZ²⁶⁸, et des interviews du philosophe et politologue Bibo.

Un fonds important mérite également d'être signalé ici, portant sur l'émigration espagnole à la fin de la Guerre civile en Espagne (1936-1939), avec de nombreux témoignages sur l'exil vers la France de la population espagnole et sur la vie dans les camps d'internement dans le Sud-Ouest de la France, avec de nombreux témoignages d'anciens des Brigades internationales (notamment les entretiens réalisés pour le documentaire *Brigadistas*). Des films réalisés avec les archives télévisuelles espagnoles retracent l'histoire de la transition politique espagnole, du général Franco à Juan Carlos²⁶⁹. Sans oublier un don récent de la production cinématographique de la *Confederación general del trabajo* (CGT espagnole)²⁷⁰.

²⁶⁸ Créé en 1989

²⁶⁹ *La transición española, tres capítulos*, de décembre 1973 à juillet 1977

²⁷⁰ Acquis en octobre 1999

Citons les documentaires américains sur l'opposition à la guerre du Vietnam et sur l'anti-conformisme de la jeunesse américaine et la contestation des campus, réalisés à partir des chroniques de la télévision américaine dans les années soixante. Ils peuvent être utilisés dans le cadre de travaux comparatifs et d'études de cette période, à travers une série, de six heures d'archives, intitulée *Making sense of the sixties (PBS)*, que viennent compléter les vingtaines de vidéogrammes d'archives et de documentaires sur Mai 68 en France.

Deux études américaines évoquent l'histoire de la Chine communiste, *Mao years, 1949-1976* et *China in Revolution, 1911-1949*.

Notons le regard des États-Unis porté sur les musulmans et le fondamentalisme islamique avec quatre documentaires: *Islam is the Answer, Jihad in America, Islamic Fundamentalism and Democracy, Muslims in Bulgaria*; ainsi que l'étude du conflit à l'est du Timor qui vient de faire l'objet d'un récent documentaire, *Agression and self-determination: massacre in East Timor*.

Enfin, signalons l'entrée, en 1998, des archives filmiques italiennes de l'*Instituto Luce* et de l'*Archivio nazionale cinematografico de la Resistenza*, sur le fascisme, la Résistance, la guerre d'Éthiopie, les colonies italiennes, les Italiens engagés dans la Guerre civile espagnole,... ou bien encore l'acquisition des actualités cinématographiques italiennes de 1922 à 1940, ainsi que tous les discours de Mussolini.

C'est dire l'étendue des champs de recherche possibles à partir de cette documentation spécifique qui suit l'orientation générale des collections de la BDIC.

Sauvegarder la mémoire

Le service audiovisuel de la BDIC a axé, depuis peu, son effort sur la sauvegarde de la mémoire et recueil des témoignages, sur support vidéo, autour d'événements historiques d'importance pour l'étude de l'histoire de ce siècle et plus particulièrement portant sur la seconde moitié du XXe siècle. Le service audiovisuel devient donc, à son tour, producteur de portraits vidéo de témoins ou d'acteurs de l'histoire. L'objectif est de fournir de nouvelles sources d'études autour de la mémoire et de transmettre aux générations à venir, des matériaux pour analyser les faits culturels, économiques, politiques et sociaux de notre époque.

Ces témoignages sont regroupés dans une série intitulée *Mémoires vivantes*. Une centaine d'entretiens ont déjà été réalisés à l'occasion de grandes expositions à thème qui se sont tenues au Musée d'histoire contemporaine²⁷¹ ces dernières années. Trente portraits vidéos de pionniers de la télévision française (Georges de Caunes, Daisy de Galard, Pierre Dumayet, Raymond Marcillac, Jacques Poinson, Marcel Bluwal, Claude Santelli, ...) ont été recueillis ainsi que trente portraits de personnalités de nationalités diverses, du monde des lettres, des arts, du sport, installées en France et ayant connu l'exil (Alfredo Arias, Tahar Ben Jelloun, Michel Jazy, Deva Koumarane, Saly Nyolo, Antonio Soriano, Tran Van Khê,...), des témoignages d'hommes politiques (André Chandernagor, Claude Cheysson, Hubert Védrine, ...), des témoignages sur la déportation, notamment ceux livrés

²⁷¹ BDIC/MHC (Musée d'histoire contemporaine), Hôtel des Invalides, Paris (Département conservant toute l'iconographie et la partie Musée (affiches, objets, photographies, tableaux...) de la BDIC).

par les anciens déportés au camp de Dora, et ceux sur la Résistance, recueillis au cours des dernières années.

Des groupes de recherche partenaires

Ce travail de sauvegarde de la mémoire s'inscrit dans le prolongement de travaux déjà effectués par des groupes de recherche qui déposent leurs enregistrements, sonores ou filmés, à la BDIC.

- **La Mémoire grise à l'Est**: 250 interviews effectuées dans les pays communistes avant 1989 (Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, RFA, ex-RDA, Tchécoslovaquie, URSS, Yougoslavie, Lituanie,...)²⁷².

- **Le Césame**²⁷³ : travaux d'enquête sur la mémoire en Amérique latine qui alimentent régulièrement les collections audiovisuelles de la BDIC. Ces enregistrements portent sur la Bolivie (autour du *Movimiento nacionalista revolucionario*, 1942-1977), sur Cuba (autour de l'histoire de la Révolution cubaine, avec des entretiens du colonel Dariel Alarcon Ramirez dit «Benigno», aujourd'hui en exil en France, ancien compagnon de Ernesto «Che» Guevara), ainsi que sur le Pérou (autour de la *Federacion nacional de trabajadores mineros*).

- **Mémoires de 68** : nombreux documents relatifs aux «événements» de mai-juin 1968 en France.

Les archives privées de journalistes

Aux côtés des acquisitions de documentaires historiques français et étrangers, des contributions de chercheurs ou encore de ses propres productions, le secteur audiovisuel reçoit également de nombreux dons sous forme de dépôts d'archives privées de journalistes et réalisateurs (rushes, scripts, ...). Plus de 800 vidéogrammes constituent des sources inexplorées et inédites, appropriées au public de chercheurs qui fréquentent une bibliothèque spécialisée.

Parmi les principales archives privées audiovisuelles, les fonds suivants méritent d'être signalés:

Les archives du réalisateur Mosco: 370 vidéogrammes, déposés en 1992, relatifs aux interviews des membres exclus ou démissionnaires du Parti communiste français, de 1920 à nos jours, comme Jules Fourier, ex-député du Front Populaire, Fosco Foscardi, membre de l'Organisation spéciale du Parti, Lucien Hérard, Adrien Langumier, Roger Pannequin, Auguste Lecœur, André Pierrard, Pierre Juquin, dont les entretiens ont été réalisés pour les besoins de son film documentaire «*Mémoires d'ex*» diffusé sur France 3, en 1991.

Les archives du journaliste Fernando Malverde et de France3-IDF: 150 vidéogrammes, entrés en 1998, correspondent à des interviews de Résistants retrouvés après appel à témoin sur la Libération

²⁷² Inventaire des documents collectés de 1985 à 1995. BDIC

²⁷³ Centre pour la sauvegarde de la mémoire populaire.

de Paris. Ces interviews ont donné lieu à une série intitulée «*L'Été de la liberté*»²⁷⁴, dont un certain nombre de témoins deviendront des figures marquantes de la vie politique française d'après-guerre et qui sont aujourd'hui décédés: Daniel Mayer, Edgar Pisani, Maurice Schumann,...

Toujours de Fernando Malverde, d'autres sujets «*infomag*»²⁷⁵, comme les interviews réalisées en octobre 1996, à l'occasion des cérémonies de commémoration des Brigades internationales à Madrid, avec des témoignages de Henri Rol-Tanguy, Lise London, André Pieplu et Louis Bilézy, pour l'émission «*Retour à Madrid, le temps des brigadistes*».

Des interviews de témoins sur la Résistance et la déportation: Maurice Rajfus, Henri Bulawko, Adam Rayski, André Tollet, ancien président du Comité de Libération de Paris, syndicaliste, qui livrent, à l'occasion de l'évocation de leurs vies, leurs souvenirs sur le Front Populaire (11 cassettes).

Les interviews sur Mai 68 à l'ORTF, avec des témoignages d'Édouard Guibert, responsable du Syndicat national des journalistes, Michel Honorin, grand reporter à «*Cinq colonnes à la une*», François de Closet, journaliste aux «*Actualités télévisées*», Édouard Sablier, directeur de l'information, ainsi qu'une copie du sujet *Infomag*: «*Un pavé dans l'écran*», diffusé le 24 mai 1998 (20 cassettes).

Enfin le dépôt d'archives du reporter Philippe Lobjois relatif à un reportage sur la guerre en ex-Yougoslavie «*Mourir pour Dubrovnik*» et sur la chute de Vukovar en 1991.

Tous ces travaux journalistiques correspondent à la totalité du matériau filmé pour la réalisation d'un documentaire construit, et non à la part conservée dans le film ou l'émission, c'est dire l'intérêt et la masse d'informations contenue dans ces documents audiovisuels bruts. Sources inexplorées, elles permettent d'étudier l'écriture filmée de l'histoire et donc des points de comparaison dans l'analyse de faits historiques contemporains.

Très respectueux du travail d'enquêtes et de l'intérêt historique pour les informations contenues dans les interviews que réalisent les étudiants de 3e cycle pour la rédaction de leur thèse²⁷⁶, le service audiovisuel de la BDIC invite les étudiants et les universitaires qui ont utilisé ces formes d'enquêtes (témoignages, entretiens, ... autour de la politique française et/ou étrangère, réalisés sur support vidéo ou support audio), à déposer leurs travaux dans les collections audiovisuelles de la BDIC²⁷⁷, afin qu'ils servent à nouveau à d'autres historiens, demain.

CATHERINE HOREL

Catherine Horel, p. 231-242

→ [Les archives croates et hongroises de l'après 1945](#)

²⁷⁴ Série diffusée du 1er au 28 août 1994, sur la chaîne de télévision France 3

²⁷⁵ Émission régulièrement diffusée sur France 3 abordant des sujets différents à chaque fois, mais toujours liés à l'histoire sociale et politique française

²⁷⁶ Cela s'adresse bien entendu à ceux qui utilisent ce type d'enquête enregistrée (audio-vidéo).

²⁷⁷ Service audiovisuel, BDIC, 6, allée de l'université 92001 Nanterre-cedex, 1er étage. Ouvert le lundi à partir de 14 h à 17 h, du mardi au vendredi de 10 h à 17 h. Pour le Fonds d'archives, prendre rendez-vous, tél. 01.40.97.79.63, e-mail: Martine.Lemaitre@u-paris10.fr

Les deux pays visés par cette étude ont vu récemment leurs archives centrales profondément réorganisées. En raison de l'éclatement de la Fédération yougoslave et du conflit serbo-croate qui a suivi, mais aussi, et c'est également le cas en Hongrie, en raison des réorientations idéologiques intervenues depuis la disparition du régime communiste. Ces fonds présentent de multiples sources d'intérêt pour les chercheurs spécialisés dans la période de l'après 1945, ils sont pour la plupart peu exploités par les historiens étrangers et certains ne sont accessibles que depuis fort peu de temps²⁷⁸.

Si le personnel de ces institutions est généralement polyglotte, il est à noter en revanche que les inventaires et *a fortiori* les documents sont rédigés dans la langue nationale, le français n'étant plus dans l'après 1945 la langue de la diplomatie et faisant de surcroît l'objet d'une élimination délibérée dans les pays communistes²⁷⁹. Le travail dans ces fonds ne peut donc s'envisager sans une parfaite connaissance de leurs langues respectives.

Des archives réorganisées

La transition démocratique intervenue en Hongrie en 1989 a permis l'ouverture de nombreux fonds demeurés jusque-là interdits ou dont l'exploitation devait répondre à des nécessités politiques et non scientifiques. Néanmoins les archives hongroises étaient avant 1989 parmi les plus accessibles de la région et les chercheurs étrangers y étaient généralement bien accueillis. Les fonds de l'après 1945 étaient cependant d'une utilisation étroitement contrôlée voire purement et simplement interdite dans certains cas et un épisode tel que la révolution de 1956 relevait du tabou absolu. En revanche, la période de l'Entre-deux-guerres pouvait faire l'objet de travaux sérieux et approfondis tandis que les sources relatives à la Seconde Guerre mondiale voyaient leur accessibilité varier selon des critères parfois incompréhensibles. Le bouleversement du paysage politique après 1989 a fait éclater les cadres de la recherche sur cette période et la révolution de 1956 est devenue un élément à part entière de la recherche avec la création de l'Institut de 1956 (*1956-os Intézet*) qui dispose de fonds propres largement diffusés.

Après l'abolition des anciens textes de lois sur les archives et de la loi promulguée par le dernier gouvernement de 1989, la Cour constitutionnelle hongroise a fait comprendre au législateur la nécessité d'un nouveau texte devant régir, notamment, les conditions d'accessibilité aux documents et la sauvegarde de ceux-ci²⁸⁰. La loi sur les archives de 1995 n'a pas changé fondamentalement l'organisation des archives centrales hongroises (Archives nationales, ministère de l'Intérieur, etc.) mais elle a permis, par exemple, le retour de certains fonds ecclésiastiques aux Églises reconnues dans le pays et, surtout, le transfert des archives du Parti communiste hongrois aux Archives nationales. Dans la foulée, l'ancien Institut d'histoire du Parti a été reconverti en Institut d'histoire politique (*Politikatörténeti Intézet*) et il conserve certains fonds qui sont désormais accessibles.

Les archives croates ont été sérieusement affectées par la guerre qui a suivi la déclaration d'indépendance de la Croatie en 1991, en particulier dans les villes qui ont été frappées par les

²⁷⁸ Ce texte se base sur l'expérience personnelle de l'auteur dans les archives nationales croates et hongroises, ainsi que sur la documentation fournie en octobre 1999 sur le serveur Habsburg.net par l'historien britannique Mark Pittaway sous le titre «Research in Hungarian Archives on post-1945 History». Le serveur annonçait alors d'autres comptes-rendus de recherches dans les fonds d'archives d'Europe centrale et orientale.

²⁷⁹ Signalons cependant que les instituts français de Budapest et de Zagreb échapperont à la fermeture généralisée de toutes les institutions culturelles françaises dans le monde communiste.

²⁸⁰ KÖRMENDY (Lajos), Guide introductif à l'utilisation des archives hongroises pour la période contemporaine (XXe siècle). Ce volume est disponible au Centre interuniversitaire d'études hongroises de Paris III et je remercie Paul Gradwohl de m'en avoir procuré une photocopie.

bombardements (Dubrovnik, Osijek), mais aussi dans celles qui ont été menacées, dont Zagreb, entraînant le déplacement et la mise à l'abri de fonds entiers qu'il a ensuite fallu remettre en place dans leurs anciens dépôts et réorganiser, ou bien installer dans de nouveaux bâtiments. La nouvelle structure étatique de la Croatie, indépendante de la Fédération yougoslave, a nécessité la réorganisation des archives nationales (*Hrvatski državni arhiv*) qui ont profité de la construction toute récente, à quelque distance du centre-ville, de la Bibliothèque nationale et universitaire (*Nacionalna i sveučilišna knjižnica*) pour étendre leurs surfaces de stockage et améliorer la gestion des fonds. Le superbe bâtiment Art nouveau qui abritait auparavant les deux institutions est maintenant entièrement à la disposition des archives, mais la salle de lecture est encore en travaux et ne permet pas une utilisation optimale. Jusqu'au mois de janvier dernier, la Croatie souffrait en outre d'un isolement international dramatique dû aux conditions fort peu démocratiques régnant dans le pays, ce qui interdisait pratiquement tout contact institutionnel et, par conséquent, tout espoir de financement de ces énormes travaux de restructuration. Les Archives et la Bibliothèque nationales se trouvent à présent dans une situation favorable, propice à leur fonctionnement, et elles sont aussi susceptibles d'attirer et d'accueillir de nombreux chercheurs. Ces institutions sont par ailleurs interconnectées et leur aménagement fait l'objet d'une politique concertée, ce qui devrait permettre aux autorités culturelles d'étendre ce système dans tout le pays et de moderniser rapidement l'ensemble des fonds d'archives croates²⁸¹. Le bulletin édité par les archivistes croates (*Bulletin-Hrvatski državni arhiv*) s'est fait l'écho depuis 1991 de ces efforts de réorganisation, des transferts et des acquisitions de fonds consécutifs aux bouleversements intervenus dans le pays. Cette publication permet, en plus des inventaires, de suivre l'itinéraire parfois complexe des archives régionales et locales²⁸².

L'accessibilité et l'accueil des chercheurs étrangers

En Hongrie, la loi sur les archives votée en 1995 stipule que tout fonds peut être ouvert aux chercheurs sans distinction de nationalité, toutefois une prescription de quinze ans s'applique aux documents les plus contemporains dont la limite a été fixée au 2 mai 1990; pour les documents émis ultérieurement, c'est la règle des trente ans qui s'applique. Des dérogations sont possibles pour contourner ces délais, les demandes sont régies par un curatorium (*Levéltári kutatások kuratoriuma*) composé de membres des principaux fonds (Archives nationales) et des instituts d'histoire (Institut d'histoire politique, Institut de 1956, Académie des Sciences). Les documents plus sensibles, archives personnelles, secrets d'État etc., font l'objet de périodes plus longues de communication, voire d'interdictions. Mais de manière générale, la loi demeure très libérale et les difficultés de communication surgissent dans la plupart des cas pour des raisons indépendantes de la législation: manque de place, de personnel, absence de catalogage pour les fonds les plus récents. Cette situation caractérise notamment les fonds qui ne dépendent pas des archives centrales tels que les archives des syndicats (*Szakszervezetek központi levéltára*), les archives des anciennes grandes entreprises publiques qui sont censées être regroupées dans les fonds locaux correspondants, et, enfin, les archives régionales qui souffrent d'un manque de moyens évident ne permettant pas un accès suffisamment large. Ces contraintes affectent avant tout les chercheurs hongrois et, dans une bien moindre mesure, les scientifiques étrangers qui travaillent le plus souvent dans les archives centrales, toutes situées à Budapest, lesquelles fonctionnent de façon tout à fait satisfaisante. Néanmoins, la loi sur les archives stipule que les différentes administrations (excepté le ministère de l'Intérieur qui dispose de ses propres archives) doivent, dans les années qui viennent, reverser aux archives nationales et locales les documents concernant la période 1965-1980; cette disposition, qui

²⁸¹ Roksandić (Drago), "Croatia", dans INGRAO (Charles W.), *A guide to East-Central European Archives*, Austrian History Yearbook, volume XXIX, Center for Austrian Studies, University of Minnesota, 1998, p.14.

²⁸² *Ibid.*, p.13.

constitue certes une avancée, menace d'encombrer encore davantage des services déjà surchargés de dossiers à archiver et que les restrictions budgétaires récentes privent de personnel. Dans l'état actuel, aucune révision de la législation de 1995 n'est envisagée et encore moins une augmentation du budget dévolu aux archives par le ministère de la Culture.

Malgré des conditions de travail parfois précaires, les principaux services d'archives centrales de Hongrie accueillent généralement les chercheurs avec bienveillance et sans méfiance *a priori* envers les historiens étrangers non-magyarophones, même si un certain étonnement persiste toutefois, en particulier en province, où la situation peut être à la fois plus simple, car on y rencontre souvent les archivistes eux-mêmes, mais aussi plus difficile, l'absence de moyens humains et matériels rendant aléatoire l'accès aux documents. Les Archives nationales ont mis en place depuis peu un bureau d'accueil chargé de l'inscription et de l'orientation des chercheurs, dont l'existence est fort appréciable et évite l'errance dans les différents départements. On peut y voir une réaction devant le nombre croissant de demandes et donc une amélioration du service offert. Néanmoins, le personnel se montre quelque fois inquisiteur, surtout envers les étrangers souhaitant travailler sur les fonds les plus récents, et l'on éprouve paradoxalement un sentiment de surveillance inconnu dans les années précédant 1989. L'historien ne doit donc pas se laisser décourager et insister, ce qui finit toujours par payer, et une fois que l'on a fait preuve de persévérance, le ton change et les portes s'ouvrent. Pour les chercheurs ou enseignants confirmés, il n'est pas nécessaire de produire de quelconques lettres de recommandations ou attestations, le passeport suffit généralement. En revanche l'administration se réserve le droit de demander aux impétrants s'ils disposent du soutien d'un scientifique hongrois reconnu, professeur d'université ou chercheur de l'Académie des sciences, ce qui peut se révéler embarrassant en plein mois d'août. Mais l'historien désemparé trouvera toujours à l'Institut d'histoire de l'Académie, qui se trouve à quelques mètres des archives, un collègue bienveillant disposé à appuyer sa demande.

En dépit de l'augmentation du nombre de chercheurs, les spécialistes des relations internationales trouveront aux archives nationales suffisamment de postes de travail et la période estivale demeure favorable aux recherches, malgré la fermeture du bâtiment qui intervient en alternance avec celle de la Bibliothèque nationale. Il est donc préférable de se renseigner par téléphone avant d'organiser son voyage, ou bien de prévoir un séjour assez long pour pouvoir exploiter les ressources des deux institutions. Toutes les salles de travail des Archives nationales sont équipées de façon à permettre l'utilisation des ordinateurs portables; en revanche les services de photocopie et de microfilmage laissent encore à désirer en rapidité et facilité d'utilisation. Les autres fonds disséminés à Budapest et dans les provinces pratiquent des périodes de fermeture variables selon les années et, là encore, il est bon de prendre ses précautions, même si une coordination existe dans la capitale, évitant au chercheur de trouver toutes portes closes.

Les archives centrales de Croatie sont presque entièrement regroupées dans le bâtiment des Archives nationales et la relative dispersion rencontrée en Hongrie y est inconnue, en partie à cause des nécessités récentes de réorganisation, qui ont conduit les responsables à centraliser les fonds étatiques, mais aussi en raison de la taille réduite du pays. Le regroupement des fonds est cependant loin d'être achevé et la détente politique qui vient de se produire ne peut que faciliter le déblocage des archives des partis politiques et l'accès plus large aux documents les plus récents. L'état de chantier poussiéreux dans lequel se trouvait encore, en mai dernier, la grande salle de lecture des Archives nationales est largement compensé par l'accueil exceptionnellement ouvert du personnel et du directeur lui-même, Josip Kolanovic. Il est à noter par ailleurs que les Archives nationales croates sont

un bastion de la francophonie²⁸³ et que, dans l'ensemble, les personnels de ces institutions de recherche, Archives et Bibliothèque nationales, sont tous polyglottes, et ménagent au chercheur étranger un accueil à la mesure du besoin de contacts d'un monde scientifique étouffé par l'isolement que la Croatie a subi ces dernières années. On ne peut qu'encourager les historiens étrangers à explorer des fonds nouveaux, peu étudiés par les chercheurs locaux et que le retour du pays à une pratique démocratique ne saurait rendre que plus accessibles.

Les archives nationales croates (*Hrvatski državni arhiv*) et la Bibliothèque nationale et universitaire (*Nacionalna i sveučilišna knjižnica*) sont ouvertes à tous les chercheurs sans distinction de nationalité et les formalités d'inscription et de consultation sont extrêmement simples; comme ailleurs, il est cependant souhaitable de disposer de contacts sur place afin d'éviter une perte de temps lors des premières approches, notamment à la Bibliothèque nationale dont la récente transformation en une institution ultra-moderne rend parfois la circulation et la recherche ardues, à l'égal des débuts de la Bibliothèque nationale de France. Malgré sa situation en marge du centre ville, la bibliothèque est pourvue de toutes les commodités, les conditions de photocopie y sont relativement libérales et l'endroit dispose en outre d'un self-service plus que correct agrémenté d'une terrasse et d'un café situé dans le hall d'entrée. Les Archives nationales sont loin de proposer les mêmes agréments, mais, en contrepartie, le chercheur aura le plaisir de travailler dans l'un des plus beaux bâtiments Art nouveau de la monarchie des Habsbourg, construit en 1911, et dont bien des éléments du mobilier et de la décoration sont restés tels qu'au premier jour. Là également, peu de contraintes administratives. L'accès aux inventaires se fait par l'intermédiaire des archivistes eux-mêmes ou de la directrice de la bibliothèque. Leur photocopie est possible sans frais à condition de ne pas avoir d'exigences extravagantes. Les archivistes répondent également à distance, par fax ou e-mail, aux questions précises des chercheurs et envoient gracieusement publications et renseignements, toujours dans la limite du raisonnable. Les historiens des relations internationales de l'après 1945 n'ont guère de raisons de fréquenter les archives locales, sises dans les principales villes de Croatie et qui concernent surtout les spécialistes de l'histoire nationale et de la monarchie des Habsbourg. Il faut néanmoins savoir qu'elles sont pareillement accessibles. Mais pour les villes qui ont été touchées par la guerre, il est plus prudent de se renseigner auprès des archives nationales sur leur degré d'accessibilité.

Les principales collections de fonds consacrés aux relations internationales de l'après 1945

Hongrie²⁸⁴

Archives nationales hongroises (*Magyar országos levéltár*), Hess András tér 5., 1014 Budapest (téléphone: 00361 1557 122, fax: 00361 1754 385). Ces coordonnées s'appliquent au service des archives contemporaines (depuis 1945), qui regroupe les fonds de l'État et des principaux ministères, mais également les archives économiques, celles des associations, des corporations et celles d'organes institutionnels indépendants tels que la radio-télévision. Les archives du parti communiste (*Magyar dolgozók pártja-Magyar szocialista munkaspárt*) appartiennent également aux archives

²⁸³ Je suis reconnaissante à mon collègue le professeur Drago Roksandic de m'avoir facilité l'accès aux archives nationales croates, je remercie chaleureusement l'archiviste Ornata Tadin et Jasna Petric, conservatrice de la bibliothèque, qui m'ont permis cette vision interne et leur directeur Josip Kolanovic qui m'a reçue avec la plus grande bienveillance

²⁸⁴ L'ensemble des renseignements pratiques est tiré du travail de Lajos Körmeny déjà cité

nationales mais sont conservées au siège de l'ancien Institut d'histoire du Parti, Alkotmány utca 2., 1054 Budapest (téléphone: 00361 111 56 59, fax: 00361 112 52 34).

Archives d'histoire militaire (*Hadtörténelmi levéltár*), Kapisztrán tér 2., 1014 Budapest (téléphone 00361 1569 522). On y trouve les fonds centraux de l'armée hongroise du ministère de la Défense, notamment de l'état-major et des tribunaux. Les fonds concernant l'après 1945 sont accessibles sans restriction jusqu'en 1957, y compris les documents relatifs à la révolution de 1956.

Institut d'histoire politique (*Politikatörténelmi Intézet*), Alkotmány utca 2., 1054, Budapest. Des fonds concernant la période des gouvernements de coalition de 1945 à 1948 y sont conservés, notamment ceux des partis communiste et social-démocrate, ainsi que les documents des mouvements de jeunesse du parti²⁸⁵.

Bibliothèque nationale Széchenyi (*Országos Széchenyi Könyvtár*), Budavári palota F épület, 1827 Budapest (téléphone 00361 175 7533, fax: 00361 202 08 04). Hormis les fonds imprimés, la bibliothèque possède une considérable collection de manuscrits (*Kézirattár*) où sont conservés des documents émanant des hommes politiques et personnalités de la vie culturelle hongroise. Une collection d'interviews historiques (*Történelmi Interjúk Tára*) est en voie de constitution, rassemblant des documents filmés de personnalités contemporaines de la vie politique hongroise.

Fondation László Teleki (*Teleki László Alapítvány*), Szilágyi Erzsébet fasor 22/c, 1022 Budapest (téléphone 00361 176 4565). Les fonds de cette institution qui regroupe l'Institut d'Europe centrale (*Középeurópai Intézet*) et l'Institut de relations internationales (*Külügyi Intézet*) sont essentiellement consacrés à la question des minorités hongroises.

Croatie

Archives nationales croates (*Hrvatski državni arhiv*), Marulicev trg 21, 10000 Zagreb (téléphone 003851 48 01 900, fax: 003851 48 29 000). Tous les fonds des organes centraux de l'État croate sont conservés au même endroit, y compris les archives des institutions non ministérielles (associations, corporations, etc.). Les fonds sont classés selon une méthode thématique héritée du XIXe siècle et les inventaires sont ordonnés en fonction de grandes catégories (1. Services centraux de l'administration, 2. Justice, 3. Affaires militaires, etc.) au sein desquels le classement se fait chronologiquement. Pour le spécialiste des relations internationales, il va de soi que les principaux fonds traitant de la politique extérieure yougoslave se trouvent à Belgrade, mais les documents relatifs à la place de la Croatie dans la Fédération yougoslave après 1945 doivent être recherchés à Zagreb dans plusieurs fonds déposés aux Archives nationales, dont la plupart se trouvent dans la première section (*uprava i javne službe*), d'une part pour la période 1941-1945 (*arhivski fondovi 1941-1945*), d'autre part pour la période post-1945 (*arhivski fondovi poslije 1945*). Les archives du présidium du Parlement croate (*Prezidijum sabora narodne republike hrvatske*) sont par exemple accessibles sans restriction jusqu'en 1958, celles d'autres institutions de la République fédérale croate jusque vers la fin des années 1960 et les archives des ministères suivent globalement la même règle. Les archives des institutions culturelles, universitaires et scolaires croates sont rassemblées dans la quatrième section (*Prosvjetne, kulturne i znanstvene ustanove i organizacije*), dont l'accès est possible jusqu'à la fin des années 1970. Pour les périodes ultérieures, il est préférable de voir directement avec les archivistes

²⁸⁵ Kati Cszösz-Jutteau, qui prépare actuellement une thèse au CRECC sur le mouvement hongrois des pionniers, fréquente régulièrement ce fonds sans aucune difficulté d'accès.

car les inventaires publiés sont encore incomplets et s'arrêtent vers la fin des années 1970²⁸⁶. Les archives disposent également d'un nombre considérable de papiers personnels des principaux acteurs de la vie politique et intellectuelle croate au XXe siècle.

Trois autres institutions disposent encore de fonds contemporains, notamment sous forme de papiers privés²⁸⁷ ou de documents relatifs aux liens de ces institutions avec l'étranger:

Bibliothèque nationale et universitaire (*Nacionalna i sveučilišna knjižnica*), Hrvatske bratske zajednice bb, 10000 Zagreb (téléphone 003851 616 4111, fax 003851 616 4186).

Archives historiques de la ville de Zagreb (*Povijesni Arhiv Zagreb*), Opaticka 29, 10000 Zagreb (003851 45 55 244).

Archives de l'Académie croate des sciences et des arts (*Arhiv Hrvatske akademije znanosti i umjetnosti*), Strossmayerovo trg 2, 10000 Zagreb (téléphone 003851 45 69 77-45 69 084).

Dans les deux cas, Hongrie et Croatie, les divers fonds sont peu exploités par les chercheurs étrangers, faute de connaissances linguistiques suffisantes, ce qui est particulièrement problématique pour la période très contemporaine où les documents sont dans leur écrasante majorité rédigés dans l'idiome national. Cette situation ne caractérise pas seulement les occidentaux et il faut regretter que les scientifiques de la zone, y compris les locuteurs slaves, ignorent généralement la langue du voisin, ce qui les empêche souvent de faire de l'histoire comparative, qui est pourtant le fondement de la compréhension de l'histoire de l'Europe centrale et orientale. Ainsi, hormis les personnes originaires de groupes minoritaires dans chaque pays, mais qui deviennent rarement des scientifiques, les historiens se tournent plutôt, et certes avec raison, vers les langues occidentales et négligent l'apprentissage simultané des langues régionales, se fermant ainsi des fonds qui recèlent bien des éléments d'appréciation des relations internationales.

ROBERT FRANK

Robert Frank, p. 245-253

→ [Les identités européennes au XX^e siècle : diversités, convergences et solidarités](#)

Pendant une dizaine d'années, un vaste groupe de recherche d'historiens européens a travaillé sur la question de l'identité européenne. Ce réseau de 180 chercheurs d'une douzaine de nationalités différentes, composé de dix groupes thématiques transnationaux²⁸⁸, a d'abord été coordonné par le

²⁸⁶ Inventaire général des archives nationales croates communiqué par Ornata Tadin.

²⁸⁷ RoksandiC (Drago), op. cit., p.21-22.

²⁸⁸ Groupes et responsables de groupes: 1) Les cercles et milieux économiques des années vingt aux années soixante (Éric Bussière et Michel Dumoulin); 2) Elites politiques, opinions publiques et constructions européennes (Anne Deighton et Elisabeth du Réau); 3) Elites intellectuelles, politiques culturelles et

regretté René Girault (Paris) jusqu'en 1994, puis, lors de la seconde étape, de 1995 à 1999 par Robert Frank et Gérard Bossuat.

Ce programme a donné lieu à un certain nombre de publications²⁸⁹, dont un livre de synthèse provisoire rédigé à la fin de la première étape²⁹⁰. Il est arrivé à son terme en 1999 et s'est achevé par un colloque organisé à Paris les 30 septembre-1er et 2 octobre. La publication de deux livres est en préparation: l'un réunira le bilan de travail de chaque groupe; l'autre constituera la synthèse finale des travaux et des problématiques du groupe de recherches.

Acquis et débats

La première étape a d'abord favorisé la constitution d'une véritable communauté européenne d'historiens qui ont pu travailler selon une approche authentiquement comparative et confronter des méthodes historiques différentes. Elle a permis aussi la conceptualisation historique de plusieurs notions clés, tout à la fois proches et différentes: "identité européenne", "conscience européenne", "sentiment européen".

«L'identité européenne» ne doit d'abord pas être confondue avec «l'identique européen», car, comme Julien Benda l'a déjà écrit dans son *Discours à la nation européenne* en 1933, les traits communs entre Européens ne produisent pas nécessairement de l'identité européenne. L'identité européenne n'est pas le fait de partager des traits identiques, mais le fait d'en avoir conscience: elle est un sentiment d'appartenance et la conscience d'être Européen. Relevant dans un premier temps d'une dimension essentiellement socioculturelle, l'identité européenne est ancrée dans un passé long et multiséculaire; elle est le résultat d'un processus complexe, discontinu et contradictoire qui a subi

perception de l'Europe (Andrée Bachoud, Josefina Cuesta, Manuel Espadas-Burgos, Nicole Racine et Michel Trebitsch); 4) L'Europe, ses marges et les Autres (Marta Petricoli et Antonio Varsori); 5) La société européenne après la Seconde Guerre mondiale (Hartmut Kaelble et Luisa Passerini); 6) La mémoire des guerres dans l'identité européenne (Antoine Fleury et Michel Fülöp); 7) Rôle et place des petits pays en Europe (Gilbert Trausch); 8) Les institutions européennes: intérêt national et supranational (Marie-Thérèse Bitsch, Wilfried Loth et Raymond Poidevin); 9) Les phénomènes religieux et l'identification européenne (Alfredo Canavero et Jean-Dominique Durand); 10) Les historiens de l'Europe et l'Europe des historiens (Maria Benzoni et Brunello Vigezzi).

²⁸⁹ 1e étape (1989-1994): DUMOULIN (Michel), BUSSIÈRE (Éric) (dir.) *Les cercles économiques et l'Europe au XXe siècle*, Louvain-la Neuve, 1992; DUMOULIN (Michel), GIRAULT (René), TRAUSCH (Gilbert), avec la collaboration de GROSBOIS (Thierry), *L'Europe du patronat*, Berne, Peter Lang, Euroclio, 1993; GIRAULT (René) (dir), avec la collaboration de BOSSUAT (Gérard) *Europe des Européens*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1993; GIRAULT (René) et BOSSUAT (Gérard) (dir.), *Europe brisée, Europe retrouvée*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994; DEIGHTON (Anne) (ed.), *Building Postwar Europe, National Decision Makers and European Institutions*, Oxford, St. Martin's Press, 1995; FLEURY (Antoine), FRANK (Robert) (dir.), *Le rôle des guerres dans la mémoire des Européens*, Berne, Peter Lang, 1997; Livre de synthèse: GIRAULT (René) (dir.), *Identité et conscience européennes au XXe siècle*, Paris, Hachette, 1994, 264 p.

2e étape (1995-2000): DUMOULIN (Michel), BUSSIÈRE (Éric) (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne en Europe occidentale au XXe siècle*, Artois Presses Université, 1998; DUMOULIN (Michel), BUSSIÈRE (Éric) (dir.), *L'Europe centrale en quête d'intégration économique (1900-1950)*, Peter Lang, 1998; BITSCH (Marie-Thérèse) (dir.), *Jalons pour une histoire du Conseil de l'Europe*, Berne, Peter Lang, 1997; BITSCH (Marie-Thérèse), LOTH (Wilfried), POIDEVIN (Raymond) (dir.), *Institutions européennes et identités européennes*, Bruxelles, Bruylant, 1998; DU RÉAU (Élisabeth) (dir.), *Europe des élites? Europe des peuples? la construction de l'espace européen, 1945-1960*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1998; BACHOU (Andrée), CUESTA (Josefina), TREBITSCH (Michel), *Les intellectuels et l'Europe de 1945 à nos jours*, Paris, Publications universitaires, Denis Diderot, 2000; VARSORI (Antonio), PETRICIOLI (Marta), *Europe, its Borders and the Others*, Assisi, à paraître 2001; CANAVERO (Alfredo), DURAND (Jean-Dominique) (dir.), *Les phénomènes religieux et l'identification européenne*, à paraître, 2001; VIGEZZI (Brunello) (dir.), *Histoire et historiens de l'Europe au XXe siècle*, à paraître, 2001; TRAUSCH (Gilbert) (dir.), *Les Petits États entre l'intérêt national et l'intérêt européen*, à paraître, 2001

²⁹⁰ *Identité et conscience européennes au XXe siècle*, op. cit., sous la direction de GIRAULT (René).

des modifications très récentes. Non seulement, on n'est pas «Européen» dans les mêmes conditions à travers les siècles, mais au XXe siècle, on ne se sent pas "Européen" de la même manière en 1900, en 1950 ou en 1990, ni tout à fait de la même manière selon le lieu d'Europe où l'on se trouve. La méthode comparatiste a mis en lumière les convergences et diversités de ces processus d'identification européenne au XXe siècle. L'enquête a montré aussi l'impact de la construction de l'Europe depuis 1950 qui a modifié l'identité européenne, commençant à créer, d'une façon fragmentaire, un sentiment d'appartenance, non plus seulement à une aire culturelle, mais à une communauté en gestation: la CEE, puis l'UE. Cette «identité européenne» au sens très contemporain, cette «identité politique», est encore largement à construire: tel a été l'objectif explicitement affiché pour la première fois au sommet européen de Copenhague en 1973.

La «conscience européenne», c'est autre chose. Relevant plutôt de la dimension morale et politique, elle est conscience de la nécessité de *faire* l'«Europe», de la nécessité de la construction européenne. On peut très bien être Européen, se sentir Européen, à l'ancien sens du terme, et ne pas éprouver la nécessité de construire l'«Europe». La conscience européenne ne se réduit pas à «l'idée d'Europe», plus ancienne, c'est-à-dire au simple projet d'unité européenne formulé par quelques prophètes, car elle implique un ancrage social plus profond, déclenché par un sentiment de nécessité («S'unir ou mourir», écrivait Gaston Riou en 1929). Le processus de conscientisation a sa propre chronologie - du "pacifisme" des années vingt à la hantise du déclin des anciennes puissances européennes après 1945 - et ses propres variations dans l'espace européen. Il a permis le passage de la vieille identité européenne (culturelle essentiellement) à la nouvelle identité, plus politique.

Le «sentiment européen» est encore différent. Il dépasse la simple conscience rationnelle d'une nécessité et désigne toute l'affectivité investie dans l'idée européenne, c'est-à-dire l'ensemble des réflexes, des pulsions, y compris les forces irrationnelles, au service de la cause de l'Europe. Lorsqu'il y a sentiment européen, l'adhésion est non simplement de raison, mais d'inclination. Il implique l'acceptation non seulement des droits qui découlent de l'unité européenne ou de l'espoir d'unité, mais aussi des devoirs qu'implique cette construction. Si ce sentiment anime très tôt nombre de militants du mouvement européen, il est peu ancré dans les sociétés au xxe siècle, tant il rencontre la concurrence d'un sentiment collectif bien plus vif: le sentiment national. La patrie, le patriotisme tournent plutôt autour de la nation, et le patriotisme européen, qui n'est d'ailleurs pas en contradiction avec le patriotisme originel, ne concerne qu'une minorité.

La seconde étape a commencé dans le contexte d'un débat entre chercheurs en histoire contemporaine: certains historiens²⁹¹ pensaient qu'il n'y avait de place en Europe au XIXe et au XXe siècle que pour les histoires nationales, tant les États-nations constituent les espaces principaux de délibération, de décision, de culture et d'investissement affectif. Même les actes de la construction européenne peuvent être présentés comme des décisions prises en dernier ressort par des gouvernements nationaux. Ces historiens ont mis en garde contre la notion même d'«histoire européenne», qui pourrait être le résultat de commandes idéologiques, tendant à prouver absolument le sens de l'Histoire vers une intégration européenne de plus en plus poussée. On pouvait ne pas être d'accord avec toutes ces considérations, mais celle-ci avaient le grand avantage de souligner les dangers à éviter.

²⁹¹ ROUSSELLIER (Nicolas), «Pour une écriture européenne de l'histoire de l'Europe», *XXe siècle. Revue d'histoire*, n°38, avril-juin 1993, pp. 74-89; RIOUX (Jean-Pierre), «Pour une histoire de l'Europe sans adjectif», *XXe siècle. Revue d'histoire*, n°50, avril-juin 1996, pp. 101-110. Voir aussi la réponse de MARTIN (Jean-Clément), «Quelle histoire pour l'Europe?», *XXe siècle. Revue d'histoire*, n°53, janvier-mars 1997

Effectivement, notre enquête a montré que ce serait un contresens de croire qu'il y a gradation progressive entre identité, conscience et sentiment. Elle a permis de se prémunir contre toute vision téléologique: chez les Européens, tous les chemins de leur identité et de leur conscience n'ont pas mené à Rome, c'est-à-dire aux traités du 25 mars 1957. Il n'y a aucun processus linéaire, fatal et irréversible, qui va de l'identité à la conscience, de la conscience à la construction européenne, et, dans un avenir proche ou lointain, des succès de l'intégration à la naissance d'un sentiment et d'un patriotisme européens. Au contraire, la discontinuité existe aussi: on peut même déceler des exemples de recul de l'identité européenne, voire de la conscience européenne, comme chez nombre d'intellectuels français qui, aujourd'hui, ont moins l'Europe comme espace de référence que leurs prédécesseurs des années vingt.

Cela dit, grâce aux distinctions notionnelles nécessaires mises en œuvre, il n'est plus possible de nier, sous prétexte de la force des sentiments nationaux et de la prégnance de l'État-nation comme espace principal de référence, la validité d'une histoire de l'identité et de la conscience européennes.

Lors de la seconde étape du programme de recherche, d'autres acquis ont été mis en valeur: les notions de «transferts» d'une société européenne à l'autre, transferts idéologiques, transferts culturels, transferts économiques, qui ne passent pas nécessairement par le truchement de l'État-nation, mais par des "réseaux et des lieux de sociabilité européenne" entre milieux intellectuels, religieux, entre milieux politiques (le microcosme genevois de la Société de Nations entre les deux guerres) ou entre milieux d'affaires. Les convergences macrosociales (évolution de la ville, des structures de la famille, forte identité ouvrière, importance de l'État-Providence) ont pu créer de la spécificité européenne (en comparaison de la société américaine par exemple). Mais elles ne sont pas suffisantes pour transformer la «spécificité» en «identité». Ce passage n'a été possible que lorsque la perception de l'identique européen a été développée au sein de ces réseaux et de ces micro lieux de communication. Or, ces lieux et milieux de sociabilité européenne ont eu du mal à se reconstituer après la Seconde Guerre mondiale. D'où l'importance d'autres lieux créés par la construction européenne elle-même: les institutions de Strasbourg, de Luxembourg ou de Bruxelles. Ces nouvelles institutions ont forgé de nouvelles logiques identitaires, à la fois européennes et nationales (le pari de «l'Europe» n'a-t-il pas aussi été perçu comme le meilleur moyen de renforcer l'État-nation?), et ces logiques sont fondées autant sur des choix rationnels d'intérêt collectif (nationaux ou européens) que sur des dynamiques institutionnelles ou fonctionnelles.

Les questionnements du colloque

L'objectif était de soumettre ces acquis, et bien d'autres, au regard des géographes, des juristes, des politistes, des linguistes, des littéraires et des philosophes, pour comprendre toutes ces interactions complexes, autour de deux questions en apparence simples: 1) Qu'est-ce qu'être Européen? 2) De quoi est fait le "lien européen"?

La première question a occupé deux séances (le matin et l'après-midi de la première journée, le 30 septembre).

La première séance a été consacrée à l'analyse de la multiplicité des identités collectives qui caractérisent l'Européen: comment s'emboîtent les identités régionales, les identités nationales, l'identité européenne? Y a-t-il conflits ou au contraire complémentarité entre ces identités (Hartmut

Kaelble)? Comment ont évolué ces identités au cours du XXe siècle? et cette évolution se fait-elle de la même manière dans toutes les couches de la société et de l'opinion publique (Élisabeth du Réau)? Se pose également la question de l'articulation entre «intérêt national» et «identité européenne» qui ne s'opposent pas nécessairement (Wilfried Loth), dans la mesure où l'intérêt national a pu constituer un des principaux moteurs de la construction européenne. L'identité européenne doit aussi se situer par rapport à l'identité occidentale ou atlantique, et donc, par rapport à l'Amérique (Gérard Bossuat). Quels sont les liens complexes entre américanisation, antiaméricanisme, solidarité atlantique, affirmation de la différence et identité européenne? Pour répondre à toutes ces questions, les historiens ont été attentifs aux effets de la chronologie, car tout bouge, y compris les identités collectives et les rapports entre elles: l'«être européen» est en fait un incessant «devenir européen», et les multiples identités n'ont pas été exclusives les unes des autres.

La deuxième séance a eu pour objectif de confronter sur un plan pluridisciplinaire les lectures des espaces européens réels, construits ou imaginés dans lesquels s'inscrivent ces différentes identités collectives: en particulier les espaces nationaux, l'espace communautaire, mais aussi la question de l'identité de l'Europe occidentale (Marie-Thérèse Bitsch et Michel Dumoulin), celle de l'Europe centrale et/ou orientale (Michel Fülöp). Comment sont perçus ces espaces européens, y compris culturels (Andrée Bachoud)? On en arrive à la question des limites de l'Europe (Marta Petricioli et Antonio Varsori): qui est Européen? suffit-il de se sentir Européen pour l'être? suffit-il de le vouloir ou faut-il être perçu comme tel?

L'autre grande question, celle du «lien européen», a occupé aussi deux séances (le matin et l'après-midi du 1er octobre). De la question de «l'être» ou du «devenir» européen, perçu, représenté, on est passé à celle du «vivre ensemble» et de «l'agir ensemble». Tous les liens créés à ces occasions, tout ce faisceau de solidarités ont-ils généré un surplus d'identité?

La question du «vivre ensemble» a été traitée lors de la troisième séance. La formation de ces liens de solidarités et de sociabilité a été analysée, à travers l'étude de milieux spécifiques: les milieux économiques (Laurence Badel), intellectuels (Michel Trebitsch) et religieux (Alfred Canavero): comment se sont constitués des «milieux européens», des microcosmes ou des réseaux transeuropéens? et comment s'y sont opérés les transferts intellectuels, littéraires (Paul Gilford), technologiques, économiques et politiques?

La quatrième séance a porté sur «l'agir ensemble», sur les politiques communes, avec la question du choix entre «intégration» ou simple «coopération»: ont été étudiés dans cette perspective les acteurs économiques et les décideurs politiques (Éric Bussière et Anne Deighton), ainsi que les acteurs de la culture (Maria Benzoni, Michel Dumoulin, Anne-Marie Autissier).

La cinquième et dernière session a consisté essentiellement à tirer un bilan, à ouvrir un débat pluridisciplinaire et à dessiner un nouveau programme de recherche.

Ce réseau d'historiens, si original, doit en effet continuer de fonctionner et s'ouvrir à des politistes, des géographes, des linguistes et des sociologues. Il est décidé que le thème de la recherche sera: «Les espaces et le temps européens». Le mot «espaces» doit être pris à son sens le plus large: il sera aussi bien question des frontières et des différents espaces européens qui se sont construits sur le continent et qui ont leur spécificité (Europe nordique, Europe méditerranéenne, Europe centrale, orientale, balkanique, etc.), que des articulations entre les différents espaces de décision (régions infranationales, États-nations, Communauté ou Union européenne, OTAN) ou les interférences entre espace public, espace démocratique et espaces symboliques. Quelques notions clés feront partie de

la grille de lecture commune entre les chercheurs: les espaces de gouvernance et de citoyenneté. Ces espaces se construisent et se déconstruisent dans le temps. Ce «temps européen» est-il perçu? est-il pris en compte par les milieux, les acteurs et les décideurs? et, dans cette perspective, y a-t-il une conception européenne du temps? Ce nouveau programme, mis à l'étude pendant l'année 2000, aura son démarrage effectif en 2001.